

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

Le délai de grâce dans le Code Civil et la Législation contemporaine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Juin 1937, à 13 h. 30.

PAR

JACQUES DEVEAU

Président : M. MOREL, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. JULLIOD, Professeur.

M. AMIAUD, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^o

158 et 160, RUE SAINT-JACQUES

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**Le délai de grâce dans le Code Civil
et la Législation contemporaine**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551607_0010

Le délai de grâce dans le Code Civil et la Législation contemporaine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Juin 1937, à 13 h. 30.

PAR

JACQUES DEVEAU

PRÉSIDENT : M. MOREL, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. JULLIOD, Professeur.

M. AMIAUD, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158 et 160, RUE SAINT-JACQUES

1937



BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil Français.
CARRÉ et CHAUVEAU. — Lois de la Procédure Civile et Commerciale.
COLIN et CAPITANT. — Traité élémentaire de Droit Civil. T. 2.
COHEN. — Nouvelle Histoire Grecque.
CUCHE. — Précis des voies d'exécution.
CUQ. — Manuel des Institutions Juridiques des Romains, 1928.
BAUDRY-LACANTINERIE. — Traité de Droit Civil. T. 2.
DE BELLEYME. — Ordonnances de référé.
DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon.
DEMOGUE. — Traité des Obligations en Général.
DEMOGUE. — Revue Trimestrielle de Droit Civil, 1930, p. 29.
DURUY. — Histoire des Romains.
GARSONNET et César BRU. — Traité théorique et pratique de la Procédure.
GLASSON-MOREL et TISSIER. — Traité théorique et pratique de Procédure Civile. 3^e éd. 1929.
LYON-CAEN et RENAULT. — Traité du Droit Commercial.
LABATUT. — Le délai de grâce. Thèse. Toulouse 1927.
LAROMBIÈRE. — Théorie et Pratique des Obligations.
LOCRÉ. — Législation Civile et Criminelle de la France.
ISAMBERT. — Recueil Général des Anciennes lois. (T. XVIII et XX).
POTHIER. — Œuvres, annotées par Bugnet.
MILOAE. — Etude sur le terme de grâce en droit Français et en droit comparé, Thèse. Paris 1932.
RIPERT. — La règle morale dans les Obligations Civiles.
RIPERT. — Le régime démocratique et le Droit Civil Moderne.
RIPERT. — Le droit de ne pas payer ses dettes. Recueil heddondaire Dalloz. 8 octobre 1936.
ROBERS. — Traité des Baux à loyer et à ferme. 2^e édit. 1934.
Robert MARTIN et René MAUS. — Traité théorique et pratique des Baux Commerciaux.
PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de Droit Civil avec la collaboration de M. Esmein.
THALLER et PERCEROU. — Traité élémentaire de Droit Commercial.
THALLER et PERCEROU. — Faillite et liquidation judiciaire. T. 2.
Gazette du Palais. — 8 Mai 1936. Variétés.
Gazette du Palais. — 29 Avril 1936. Variétés.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	15
-----------------------	----

PREMIÈRE PARTIE

Le délai de Grâce dans le Code civil.

CHAPITRE I. — <i>Définitions et distinctions.</i>	17
CHAPITRE II. — <i>Les origines du délai de Grâce.</i>	20
1) Législation ancienne. — Loi mosaïque. — Lois de la Grèce.	20
2) Le droit Romain.	21
a) L'ancien droit.	21
b) Le droit classique.	22
c) Le Bas Empire	22
3) L'ancien droit Français	23
a) Lettres d'état	23
b) Lettres de répit	25
4) Les travaux préparatoires du Code civil	27
CHAPITRE III. — <i>Fondement, nature et caractère du délai de Grâce</i>	30
1) Fondement du délai.	30
a) L'article 1244 déroge au principe de la force obligatoire du contrat	30
b) Il porte atteinte au droit de propriété.	31
c) Cette dérogation est parfois nécessitée.	32
A — Pour des raisons d'ordre moral .	
B — Pour des motifs économiques et sociaux.	
d) Mais il faut éviter certains abus qui pourraient avoir des répercussions	35
A — D'ordre moral.	
B — D'ordre économique.	
2) Nature et caractère de grâce.	37
a) Droit exceptionnel	38
b) Caractère d'ordre public.	38

3) Distinction	40
a) Différence entre le délai de grâce et le <i>terme de droit</i>	41
b) Différences entre le délai de grâce et le <i>moratoire</i>	43
c) Différences entre le délai de grâce et le <i>concordat</i>	48
CHAPITRE IV. — <i>Règles d'application du délai de grâce</i>	50
1) Pouvoir compétent pour accorder le délai.	51
a) Le tribunal : règle posée par l'article 1244 du Code civil et par l'article 122 du Code de procédure civile	51
b) Le Président des référés : controverse sur son pouvoir	54
2) Caractéristiques du pouvoir accordé aux juges.	57
a) Caractère facultatif de ce pouvoir	57
b) Pouvoir général : s'étend aux obligations de faire comme aux obligations de donner	57
— Cas prévus par le Code, art. 1184-1695-1769-1900 Code civil.	58
— Applications jurisprudentielles	59
3) Circonstances dans lesquelles s'exerce le pouvoir donné aux juges	60
a) Le pouvoir d'attribution doit être employé avec une grande réserve. Les délais doivent être modérés	60
b) En considération de la position du débiteur	60
— — — créancier.	62
c) Peut-on accorder un délai si le créancier est muni d'un titre notarié.	62
4) Cas où le délai est applicable	63
a) Exceptions prévues par le Code civil.	63
1) Vente. — 2) Réméré. — 3) Dépôt.	63
b) Exceptions prévues par le Code de commerce	65
1) Effets de commerce. — 2) Faillite	65
c) Exceptions prévues par quelques dispositions législatives.	67
1) Assurances sociales. — 2) Crédit Foncier	67
CHAPITRE V. — <i>Effets du délai de grâce</i>	69
1) Effet du délai dans les rapports entre créancier et débiteur : reporter l'exécution d'une obligation échue.	69
a) Conséquences de l'inexigibilité de la créance.	70
1) Les poursuites postérieures au délai doivent être annulées.	70

2) Les poursuites antérieures sont maintenues avec leurs conséquences. Imprescriptibilité. . .	70
b) Conséquences résultant du fait que la dette est échue : clause pénale encourue — intérêts moratoires — changement dans le mode de paiement. . .	71
c) Conséquences de l'idée que le délai est accordé pour permettre au débiteur de s'acquitter plus facilement	72
1) Répétition	72
2) Compensation	72
3) Mesures conservatoires	73
action oblique.	73
action paulienne	74
saisie-arrêt	75
2) Effets du délai de grâce en ce qui concerne les tiers tenus avec le débiteur	77
a) Les co-débiteurs solidaires.	77
b) Les cautions.	77
c) Caution solidaire	78
3) Cause de déchéance du délai de grâce	78
a) Causes prévues par les art. 1188 et 444	78
faillite	78
déconfiture	79
diminution de sûretés	79
b) Causes prévues par l'article 124 du Code de procédure civile.	80
— Biens du débiteur saisis à la requête d'autres créanciers	80
— Débiteur en état de contumace	80
— soumis à la contrainte par corps	80

DEUXIÈME PARTIE

Le Délai de Grâce dans la législation contemporaine.

Chapitre préliminaire : l'origine et les raisons des récentes mesures de faveur envers les débiteurs.

CHAPITRE I. — <i>Le délai de grâce et les localités</i>	85
1) Le régime des moratoires	85
2) L'application des délais de grâce.	86
a) Loi du 30 décembre 1922.	86
b) Loi du 16 avril 1930	87
c) Loi du 10 mars 1932	88

CHAPITRE II. — <i>Le délai de grâce et les commerçants</i> . . .	91
1) Les délais pour acquitter les <i>billets de fonds</i>	91
a) Loi du 5 juillet 1933	91
b) Loi du 26 février 1932	94
2) Les délais pour acquitter <i>le prix des fonds</i>	95
a) Loi du 19 mai 1934	96
b) Loi du 6 juillet 1934	98
c) Loi du 29 juin 1935	99
1) Origine et but	99
2) Historique	101
3) Nature du délai consenti	102
4) Conditions exigées pour en bénéficier	103
5) Procédure	104
6) Effets	105
A — Suspension des poursuites	105
B — Opposabilité aux tiers,	106
C — Extension aux garants et aux cautions .	107
3) Transformation du délai de grâce en <i>moratoire</i> consenti aux commerçants, industriels et artisans par la loi du 21 août 1936	108
a) Origine et but	108
b) Historique	109
c) Conditions d'applications	111
1) Quelles personnes doivent en profiter	111
2) A quelles dettes s'applique-t-elle	112
d) Effets	113
1) Sur les poursuites d'exécution	113
2) Sur les mesures conservatoires	114
3) Situation des vendeurs et des emprunteurs . .	115
A — Moratoire en leur faveur	115
B — Poursuites autorisées en référé	116
CHAPITRE III. — <i>Le délai de Grâce et les débiteurs en général. — Modifications de l'article 1244.</i>	119
1) Loi du 25 mars 1936	119
a) But et préparation	119
b) Effets	122
1) <i>Simplification de la procédure</i>	122
2) <i>Assouplissement des règles d'application</i>	122
3) La loi du 25 mars 1936 et la <i>saisie immobilière</i> .	124
4) La loi du 25 mars et le <i>Crédit Foncier</i>	130

TABLE DES MATIÈRES

13

2) Loi du 20 août 1936	131
a) But : élargir le champ d'application de l'art. 1244.	131
b) Préparation	131
c) Effet <i>réel de la loi</i> : limitation du pouvoir donné au juge.	133
CONCLUSION	136

INTRODUCTION

Le Droit, qui a pour objet d'adapter les mutuels rapports des hommes de façon à créer entre eux une juste situation, ne peut pas être immuable. Comme les êtres auxquels il s'adresse, comme la société qu'il gouverne, il se transforme continuellement sous l'action des faits économiques et politiques et sous l'influence des idées morales et sociales d'une époque. Cette évolution, d'abord lente et cachée, se manifeste par des constructions jurisprudentielles, puis éclate dans une œuvre législative qui, à son tour, subira, à l'image de la vie, la loi du déclin pour être l'objet de transformations nouvelles.

Le délai de grâce, mieux peut-être que toute autre institution juridique, met en lumière ce caractère changeant du Droit, car il présente un des aspects de la lutte éternelle qui oppose aux créanciers les débiteurs ; il reflète leur force ou leur influence respective soit dans l'aire politique, soit dans le domaine juridique, où cette force et cette influence s'expriment par une législation abondante, comme celle que nous avons vue éclore au lendemain de la guerre.

Les lois récentes votées par le Parlement en faveur des commerçants, des industriels et des artisans, la modification apportée au vieux texte de l'article 1244 du Code civil nous inciteront à rechercher les raisons et le mécanisme de l'évolution de l'institution du délai de grâce.

Dans une première partie, nous exposerons l'organisation du délai de grâce dans le Code civil, son origine, ses applications, ses effets.

Nous examinerons ensuite le développement que lui a donné la législation contemporaine.

PREMIÈRE PARTIE

Le délai de grâce dans le Code Civil

CHAPITRE PREMIER

Définitions et Distinctions.

Après avoir établi le principe de l'indivisibilité du paiement en indiquant dans son paragraphe premier que « le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette même divisible », l'article 1244 du Code civil dispose que « néanmoins les juges peuvent, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le paiement, et surseoir l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état ».

Le législateur a donc donné au juge la faculté de tempérer la rigueur des créanciers intransigeants par l'octroi d'un terme ou délai de grâce au débiteur malheureux et de bonne foi.

Avant de pénétrer plus avant dans l'étude de cette institution, il est indispensable de la définir et de la distinguer, dès à présent, de quelques institutions voisines.

La plupart des auteurs qui définissent le délai de grâce s'attachent soit à la source dont il émane, soit au but poursuivi par l'autorité qui l'octroie.

MM. Aubry et Rau (1) indiquent que le terme est de grâce, lorsqu'il est accordé par le juge. Ils l'opposent au terme de

(1) *Aubry et Rau*, t. IV, § 303.

droit qui est établi par l'acte duquel l'obligation découle, ou qui est concédé par la loi.

Pour MM. Colin et Capitant (1) le terme de grâce est celui qui résulte de la bienveillance des juges.

MM. Planiol et Ripert (2) envisagent surtout, en définissant le délai de grâce, le but poursuivi : « Quand la dette est échue, « disent-ils, ou qu'il n'y a jamais eu de terme ni légal, ni « conventionnel, les juges peuvent accorder un délai au débiteur en considération de sa position. C'est un moyen de « tempérer la rigueur d'un créancier impitoyable contre un « débiteur gêné et de bonne volonté. »

Ces définitions n'envisageant qu'un aspect de l'institution du délai de grâce nous paraissent insuffisantes.

Nous proposerons donc de définir le délai de grâce, le terme concédé par le juge pour des motifs d'humanité, et en dehors de toute convention expresse ou tacite, au débiteur malheureux et de bonne foi afin de permettre à ce dernier de s'acquitter de son obligation sans que le créancier ait à recourir à l'exécution forcée.

Cette définition permet de distinguer le délai de grâce du terme de droit — qui résulte de la volonté des parties ou de la nature de l'obligation — et du moratoire établi par une disposition législative précise, en indiquant l'autorité qui en est la source : le juge.

Elle fait apparaître le but que ce dernier se propose : retarder l'exécution de l'engagement pris par un débiteur qui se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter envers un créancier impitoyable, et éviter ainsi le préjudice d'une exécution forcée.

Elle montre que ce débiteur doit être, non seulement

(1) *Colin et Capitant*, t. II, n° 408.

(2) *Planiol et Ripert*, t. VIII, n° 325.

malheureux, mais digne de pitié en raison de sa bonne foi, qu'il ne doit pas chercher par des moyens frauduleux, en organisant une insolvabilité fictive à se soustraire, à ses obligations.

Elle précise enfin que c'est une mesure de faveur, donc exceptionnelle, accordée au débiteur pour des motifs d'humanité.

Après un bref aperçu des procédés employés, au cours des siècles, pour concéder au débiteur des délais, nous examinerons le terme de grâce tel qu'il a été conçu et organisé, par les rédacteurs du Code civil.

Nous rechercherons son fondement et son caractère, ses règles d'application, ses effets et ses causes de déchéance, sous l'empire de l'article 1244 primitif.

CHAPITRE II

Les Origines de l'Article 1244 du Code Civil.

SOMMAIRE. — 1° *Les législations anciennes : Loi mosaïque, et lois de la Grèce ; 2° le Droit romain : l'ancien Droit, le Droit classique, le Bas-Empire ; 3° l'ancien Droit français : lettres d'Etat et lettres de répit ; 4° les travaux préparatoires du code civil.*

Il est normal que les créanciers entendent recevoir leur dû au temps fixé pour le paiement et poursuivent en justice le débiteur qui tarde à s'acquitter.

Mais à toute époque il y eut des débiteurs de bonne volonté qui, accablés par un sort malheureux ou des circonstances particulièrement pénibles, ne pouvaient remplir leurs engagements à l'échéance.

SECTION I. — LES LÉGISLATIONS ANCIENNES.

§ 1. — *Loi mosaïque.*

Il faut même croire que, dès la plus haute antiquité, les crises succédaient aux périodes de prospérité avec une alternance régulière, puisque la loi mosaïque comporte des dispositions radicales en faveur des débiteurs.

On peut lire au chapitre xv du *Deutéronome* cette prescription (1) : « A la fin de chaque septième année, tu feras rémission. Voici comment se pratique la rémission : tout créancier qui aura fait un prêt accordera rémission pour ce qu'il a prêté à son prochain ; il ne pressera pas son prochain et son frère quand on aura publié la rémission de JÉHOVAH ; tu pourras

(1) Deutéronome, chap. XV, verset 1 à 15.

presser l'étranger, mais pour ce qui t'appartient chez ton frère, ta main fera rémission, afin qu'il n'y ait pas de pauvre chez toi. »

Afin d'éviter l'appauvrissement d'ISRAEL, Moïse avait donc imposé un moratoire général tous les sept ans pour tout emprunt contracté par les Hébreux. Le créancier possédait, à vrai dire, des moyens énergiques de se faire payer et il n'eût pas fallu que le débiteur se montrât récalcitrant en dehors des époques de rémission. Peut-être même l'Israélite avait-il une tendance à se montrer plus exigeant quand approchait l'année de rémission si l'on en juge d'après cette invitation de la loi : « Prends garde qu'il ne s'élève dans ton cœur cette pensée basse : la septième année, l'année de rémission, approche, et que ton œil ne soit mauvais envers ton frère pauvre. »

§ 2. — *Lois de la Grèce.*

Lorsqu'il décrit l'état social antérieur à Dracon, Aristote s'indigne au spectacle des riches qui font vendre leurs débiteurs comme des esclaves. Solon, dont la tâche fut d'arbitrer les conflits qui opposaient les classes moyennes aux Eupatrides, s'inquiéta du sort des débiteurs insolvables qu'il exonéra des hypothèques contractées.

SECTION II. — LE DROIT ROMAIN.

§ 1. — *L'ancien Droit.*

Le Droit romain à ses débuts ignorait la clémence à l'égard du débiteur malheureux. L'obligation romaine permettait au créancier d'avoir puissance totale sur l'obligé qui lui était moralement et physiquement assujetti au sens étymologique du mot *obligatus*. La loi des XII tables prescrivait de jeter le débiteur insolvable dans « l'*ergustalum*, lié avec des courroies

ou des chaînes pesant 15 livres », de le vendre au bout de soixante jours sur le marché du Tibre. *Secanto, si plusve minusve secuerunt, sine fraude esto*, ajoute-t-elle : S'il y a plusieurs créanciers, ils pourront se partager son corps — qu'ils coupent plus ou moins, peu importe !

Ajoutons que la foule ne restera pas toujours insensible à la vue d'un homme à moitié mort sous les coups reçus de son créancier pour une dette restée impayée.

§ 2. — *Le Droit classique.*

La philosophie stoïcienne, plus humaine, *res est sacra miser*, disait Sénèque (*Epigr.* iv, q.), et surtout la morale chrétienne dont l'influence grandissait journellement, introduisirent plus de souplesse dans les principes inflexibles et rigoureux des vieux romains. La brutalité et l'égoïsme qui caractérisent l'ancien Droit s'adoucissent au contact de la religion du Christ dont la charité est le précepte fondamental ; le juge intervient *humanitatis gratia* pour empêcher le créancier d'être impitoyable.

Un texte d'Ulpien (1) nous indique que le débiteur peut obtenir, par le même jugement qui le condamne, un délai modéré pour le paiement : *Modicum autem tempus erit intelligendum est, quod post condemnationem rei indultus est.*

§ 3. — *La législation du Bas-Empire.*

Mais on abusa de ces délais de grâce. Une réaction survint au moment où les Barbares descendirent des contrées du Nord et, menaçant Rome et l'Italie entière, dévastant tout sur leur passage, troublèrent profondément l'organisation économique de l'Empire. Comme à toutes les époques de crise, l'avenir devint incertain, la valeur des engagements plus faible, la

(1) Ulpien, 4. 21 D. *De judiciis*, V, 1.

confiance donnée à la parole du débiteur s'amoindrit. Le juge imposa alors à ce dernier l'obligation de fournir une caution — *fidejussor idoneus* — en contre-partie des délais qui lui étaient accordés (1).

En 531, Justinien (2) prescrivit, toujours pour des motifs d'humanité, qu'un délai de cinq ans, dit *quinquennale spatium*, serait octroyé, si tel était l'avis de la majorité des créanciers, au débiteur qui voulait faire cession de ses biens (*miserabilis cessio bonorum*).

On peut trouver dans cette décision la genèse du concordat d'attermolement. L'institution du délai de grâce, inconnue dans l'ancien Droit, apparaît donc dans le Droit classique, se développe sous l'influence des idées chrétiennes de miséricorde et de charité, pour s'organiser et se discipliner sous le Bas-Empire.

SECTION III. — L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS.

Dans notre ancien Droit, le délai de grâce prit une extension considérable, sous la forme des lettres d'Etat, et des lettres de répit.

§ 1. — *Lettres d'Etat.*

Les premières étaient délivrées, au nom du roi et sur son exprès commandement, aux personnes employées au service du souverain hors de leur résidence ordinaire. Pothier (3) en découvre l'origine au moment de la guerre de Cent ans, sous le règne de Charles VI, lorsque la France était divisée entre les factions adverses qui bataillaient sur divers points du territoire. Ces lettres accordées aux personnes occupées au service de l'Etat suspendaient toutes poursuites pendant un délai de

(1) *Callistrate*, 31 D. *De rejudicata*, XL, II. 1.

(2) *Justinien*, 8. *Codex VII*, LXXI.

(3) *Pothier*, Œuvres annotées par *Bugnet*, t. X, p. 101-109.

six mois du jour de leur date. Elles étaient renouvelables si le service qui les avait motivées durait encore, mais il fallait attendre pour en bénéficier à nouveau le délai de quinzaine précédant l'expiration de celles précédemment obtenues.

Elles avaient pour effet de surseoir aux poursuites, à peine de nullité de toutes les procédures et des jugements intervenus.

Ces lettres étaient le plus souvent accordées grâce à l'intrigue; Louis XIV crut nécessaire de les réglementer, ce qu'il fit par l'ordonnance de 1669 et par la Déclaration du 23 décembre 1702 (1), dont le préambule est ainsi conçu : « L'expérience nous ayant fait connaître que, parmi un grand nombre d'officiers qui font un usage légitime des lettres d'Etat, il y en a plusieurs qui en dressent soit en prêtant leur nom, se rendant par ce moyen parties dans des affaires où ils n'ont nul véritable intérêt, et dont ils ne laissent pas leurs lettres d'Etat d'arrêter les poursuites, soit en se servant des lettres d'Etat dans des cas privilégiés et qui par la nature du fonds dont il s'y agit ne sont pas susceptibles de pareilles surséances... Nous avons résolu, pour remédier à ces abus, d'apporter toutes les précautions nécessaires pour que les lettres d'Etat ne puissent servir qu'à ceux qui par leur service actuel auraient eu droit de les obtenir, comme aussi de déclarer les cas que nous voulons être exceptés de la surséance des lettres d'Etat. »

Il est à noter que les créanciers conservaient le droit de pratiquer une saisie immobilière sur les débiteurs qui bénéficiaient d'une lettre d'Etat, et que les cautions et les co-débiteurs solidaires ne pouvaient se prévaloir de la faveur accordée à leur co-obligé.

(1) Préambule de la Déclaration du 23 déc. 1702. *Isambert*, XX, p. 424.

§ 2. — *Lettres de répit.*

Si les lettres d'Etat étaient octroyées pour les absences nécessaires, motivées par le service du roi, les *lettres de répit* étaient accordées pour soulager la misère et soutenir la famille des débiteurs innocents. Originellement, c'était le juge qui les décernait, puis le roi finit par se réserver le droit de les accorder lui-même : exemple de l'ingérence administrative dans le pouvoir judiciaire. L'ordonnance de 1699 qui les réglemente décide en effet que « les cours et les juges ne pourraient plus donner aucun terme, attermolement, répit ni délai de payer qu'en conséquence de lettres du prince à peine de nullités des jugements, interdiction contre les juges, dépens, dommages-intérêts des parties en leur nom, cent livres d'amendes contre la partie et pareille somme contre le procureur qui aurait présenté la requête (1) ». — Cette décision reçoit l'approbation de Pothier (2). « Puisque ces lettres étant une grâce qui blesse le droit d'autrui, elles ne peuvent émaner que de la puissance souveraine. »

Ces lettres ne s'accordaient que très difficilement. Elles étaient adressées aux juges par le grand sceau et ne leur permettaient pas d'octroyer un délai supérieur à cinq ans, c'est pourquoi on leur a donné le nom de « quinquennale » qui rappelle le *quinquennale spatium* de Justinien.

Elles devaient être entérinées par les Tribunaux dans les six mois, les créanciers appelés, et contradictoirement avec eux. La preuve de l'insolvabilité devait être apportée par le débiteur qui avait en outre l'obligation, s'il était négociant, de fournir

(1) Recueil d'*Isambert*, XVII, p. 341. Ordonnance de 1699. Titre VI, art. 1.

(2) *Pothier*. Traité de la Procédure Civile, partie V, chap. III, al. 2.

une sorte de bilan, un état de ses biens et de ses dettes, comme le liquidé judiciaire qui sollicite un concordat.

A la différence des lettres d'Etat, elles n'étaient pas renouvelables ; « ce serait en effet, écrit Pothier (1), favoriser l'abus des lettres du prince, et faire perdre indirectement aux créanciers ce qui leur est légitimement dû si l'on accordait de pareilles lettres à l'infini ».

Elles produisaient le même effet que les lettres d'Etat : le sursis à l'exécution des poursuites.

Lettres d'Etat et lettres de répit, accordées à des catégories différentes de personnes, et pour des causes différentes, émanaient donc en définitive de la même autorité, la puissance royale qui seule avait la possibilité de modifier les conventions.

Les juges, à vrai dire, n'étaient pas privés de tout droit d'octroyer des délais aux débiteurs, car l'ordonnance de 1699 leur reconnaissait la faculté de surseoir à l'exécution de la condamnation « trois mois au plus » quand ils condamnaient au paiement de quelque somme.

Les termes de grâce, à la fin de l'ancien Régime, prirent une ampleur exagérée. L'exception menaçait d'absorber la règle, si bien que les créanciers — l'histoire se renouvelle — n'arrivaient plus à faire exécuter les conventions. Ils réclamèrent énergiquement.

La Révolution survint. Les prérogatives du pouvoir royal ayant disparu, les lettres d'Etat et les lettres de répit furent abolies en 1791.

(1) *Pothier. Traité de la Procédure Civile*, partie V, chap. III, § 1, *in fine*, éd. Dupin, IX, p. 312.

SECTION IV. — LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DU CODE CIVIL.

Les rédacteurs du Code civil discutèrent longuement la question de savoir si des délais de grâce pourraient être donnés en dehors de la volonté du créancier. On sortait d'une crise terrible et d'un bouleversement complet de toutes les valeurs. La France sentait le besoin de remettre de l'ordre dans sa propre maison, et le Premier Consul présidait avec génie à cette reconstruction. Pour favoriser la reprise des affaires, il fallait faire régner la confiance, dont ne peuvent se passer les régimes même dictatoriaux.

Les périodes de trouble et d'incertitude, nous l'avons vu à Rome à l'époque de l'invasion des Barbares, amènent un resserrement du crédit, qu'il est indispensable de rassurer puisqu'il est le point de départ des transactions et des entreprises nouvelles. Le crédit meurt de l'arbitraire : il ne se développe que dans la mesure où les conventions peuvent être respectées. Ressusciter les abus, si néfastes au crédit, provoqués par les lettres d'Etat et de Répit, voilà la crainte que semblent avoir eue les législateurs du Code civil. Au surplus, la génération arrivée à l'âge d'homme au temps du Consulat était imprégnée de l'esprit individualiste qui anime notre Code, et qui tend à ne considérer que le droit personnel du créancier, indépendamment de l'aspect social des problèmes qu'il pose et qui s'y rattachent.

Jaubert, dans son rapport au Tribunal (1), exposa tous les motifs que l'on peut invoquer contre le délai de grâce : disposition impolitique, destructive du crédit et de la confiance, qui foment la chicane et encourage la négligence ou la mauvaise foi ; il conclut cependant de la manière suivante : « N'est-il

(1) *Loché*, t. XII, p. 466, n° 16.

pas vrai qu'un débiteur de bonne foi peut se trouver dans de telles circonstances que le retardement ne puisse lui être imputé à crime, et qu'il y aurait une dureté excessive de la part du créancier qui ne lui accorderait pas de délai... Un débiteur qui n'a que des immeubles, qui notoirement se donne les plus grands mouvements pour les vendre, doit-il subir toutes les calamités trop souvent attachées à l'expropriation forcée, dans le cas surtout où le créancier n'éprouve pas de besoins pressants ? La justice n'est-elle pas aussi l'équité naturelle ? L'humanité n'a-t-elle pas ses droits ? »

Exposant les motifs de l'alinéa 2 de l'article 1244, Bigot-Préameneu dit (1) :

« Si néanmoins le débiteur se trouvait dans des circonstances telles que par des motifs d'humanité ou peut-être même l'intérêt des créanciers, les juges fussent convaincus que, sans porter préjudice à ce créancier, ils feraient un acte d'humanité en accordant des délais modérés pour le paiement, la loi les y autorise, mais en leur rappelant le respect qu'ils doivent aux contrats, et en les avertissant de n'user de ce droit qu'avec la plus grande réserve. »

Ainsi, en confiant aux magistrats le pouvoir discrétionnaire d'accorder des délais de grâce, le législateur de 1804, sous l'influence des abus commis sous l'ancien Régime, explique comment il entendait que ce pouvoir fût exercé, sans en préciser lui-même l'étendue. Il leur a recommandé d'y poser des limites raisonnables : ils ne doivent en user qu'avec une « grande réserve » — les délais doivent être « modérés ».

Jusqu'à l'époque actuelle, l'article 1244 n'a pas subi de modification. Il a été appliqué dans l'esprit dans lequel il a été créé, bien que les juges aient essayé de tourner les strictes

(1) *Locré*, t. XII, p. 367, n° 122.

limites qui leur étaient imposées en accordant des délais en référé. Nous examinerons cette question en son temps. Nous l'indiquons seulement ici pour montrer l'évolution à travers l'histoire du délai de grâce, qu'on accorde avec facilité et c'est justice, dans les périodes de crise. Mais rapidement les abus se glissent, s'étendent et amènent une réaction de la part des créanciers ou des législateurs soucieux du crédit public.

CHAPITRE III

Fondement. — Nature et caractère du délai de grâce.

SOMMAIRE. — *Section I. Fondement du délai : 1° l'article 1244 déroge au principe de la force obligatoire du contrat. — 2° Il porte atteinte au droit de propriété. — Cette dérogation est parfois nécessitée par des raisons morales. — 4° Et par des raisons économiques et sociales. — 5° Abus à éviter.*

Section II. — Nature et caractère du délai de grâce.

Section III. — Distinction d'avec le terme de droit, — le moratoire, — le concordat.

SECTION I. — FONDEMENT.

La disposition du § 2 de l'article 1244 du Code civil apparaît dans notre Code au titre du paiement comme une exception au principe que le créancier ne peut être obligé de recevoir par partie ce qui lui est dû. « C'est toute la chose qui doit être payée, la chose tout entière, en une seule fois, sans que le débiteur puisse contraindre le créancier à la recevoir en partie, dit Pothier. La fractionner serait la dénaturer. Ce serait substituer à la dette unique d'une seule chose, autant de dettes séparées que l'on en fait de parties égales ou inégales. »

L'article 1220 du Code civil nous rappelle par ailleurs que l'obligation qui est susceptible de division doit être exécutée entre le créancier et le débiteur comme si elle était indivisible.

Le débiteur qui divise le paiement et n'offre qu'une partie de ce qu'il doit transforme donc le contrat. Or, il ne peut, par sa seule volonté, modifier une convention qui est le produit de la volonté commune du créancier et de lui-même. « Vous m'avez promis cette chose en une seule fois, pour cette époque, peut dire à bon droit le créancier, c'est la totalité de cette chose qu'il faut me donner, non une autre, non une partie. La conven-

tion établie entre nous est devenue notre loi, à laquelle vous devez vous conformer, et que vous ne pouvez modifier. »

Le deuxième alinéa de l'article 1244 en permettant au juge d'accorder des délais pour l'exécution de l'obligation comporte donc une disposition exceptionnelle, dérogor au droit commun, c'est-à-dire au régime de liberté des conventions et de leur force obligatoire. L'article 1134 du Code civil formule énergiquement le principe : « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. » Il affirme très nettement que le contrat vaut la loi ; il est mis cependant en échec, par la possibilité que donne l'article 1244 de ne pas exécuter la convention au temps prescrit, et de la faire céder devant des circonstances souverainement appréciées par les juges.

On comprend toute la prudence et toutes les réserves prises par le législateur de l'an XII pour maintenir contre tout abus le respect de la parole donnée, que la morale impose, et de la force obligatoire de la convention, pierre d'angle de notre Code. On devine d'autant mieux leurs scrupules lors de la rédaction de l'article 1244 que la philosophie individualiste s'épanouissait en France au moment où s'élaborait notre Code. Cette philosophie enseignait que l'homme est libre, qu'il a le droit de contracter comme il lui plaît, et tant qu'il lui plaît, mais que sa liberté entraîne la responsabilité de ses actes et de la parole qu'il a donnée : « Puisqu'aucun homme n'a une autorité naturelle sur son semblable, et puisque la force ne produit aucun droit, restent les conventions, base de toute autorité, disait Rousseau (1) quelques années auparavant. »

L'article 1244 porte non seulement atteinte au principe de la liberté des conventions et du lien obligatoire du contrat,

(1) Rousseau. Contrat Social, Livre I, chap. IV.

mais encore au droit de propriété. Accorder des délais pour le paiement aboutit à exproprier le créancier de ce qu'il est en droit de recevoir et de posséder immédiatement. « Qui a terme ne doit rien », et le temps profite bien souvent au débiteur qui espère malgré tout que son obligation s'allégera — ou même disparaîtra... La personne qui avait une créance exigible avant le mois de septembre 1936, et dont l'échéance a été reportée, par mesure gracieuse en faveur du débiteur, à l'automne de la même année, n'a été remboursée qu'en francs dévalués : l'octroi d'un délai, en l'espèce, a diminué l'étendue de l'obligation ; il a appauvri le créancier. Il en est de même pour l'acquéreur d'un fonds de commerce qui, bénéficiant de la loi du 29 juin 1935, demande des délais pour s'acquitter. Ces délais se transforment en moratoire par la loi du 20 août 1936 : le porteur de billets ne peut plus rien toucher. Une loi récente, enfin, réduit automatiquement le montant des prix de vente. Reculer l'exécution d'une obligation aboutit donc à déposséder momentanément, et dans certains cas définitivement, le créancier qui se trouvait en droit d'exiger l'intégralité de sa prestation à l'époque fixée par la convention.

Mais le délai de grâce déroge aux principes qui sont à la base de notre droit, parce que, malgré tout, l'application de ces principes comporte certains tempéraments, pour des raisons morales d'abord, ensuite dans un intérêt économique et social.

Le droit n'est pas supérieur à la morale. Il est au contraire conditionné par elle. On ne peut pas envisager d'une façon abstraite les rapports juridiques entre co-contractants et considérer qu'il n'y a entre eux purement et simplement que des relations de patrimoine à patrimoine. Une conception réaliste du droit nous montre que ce sont des hommes qui dans les rapports juridiques sont en présence, c'est-à-dire des êtres qui pensent et qui souffrent, qui ont une destinée commune,

qui ne sont pas des étrangers, mais des frères « qui ne peuvent avoir l'un des droits, l'autre des obligations que dans la mesure où la loi morale permet de tirer d'autrui profits et services ou ne défend pas en tous cas de lui nuire », rappelle M. Georges Ripert, dans son ouvrage, sur la « Règle morale dans les obligations civiles (1) ».

Sans doute, la morale nous enseigne-t-elle que le débiteur doit respecter la parole qu'il a donnée, et que son premier devoir et sa première obligation, tant juridique que morale, consiste à remplir ses engagements. Il y a des cas cependant où le créancier même dans l'exercice de son droit le plus certain contreviendrait à cette même morale s'il usait d'une rigueur impitoyable à l'égard de son obligé que le malheur accable et qui ne peut payer. *Qui suo jure utitur neminem lædit*, disait-on jadis. Cette maxime est fausse, parce qu'on blesse parfois le prochain en usant de son droit. Nous ne voulons pas ici envisager l'abus du droit. Le créancier se conforme strictement au droit en exigeant son dû, et ne le dépasse pas. Mais la justice qui s'oppose à l'équité est-elle la véritable justice ?

Il s'agit donc de ne pas sacrifier la morale au droit, et en même temps de ne pas amoindrir la force obligatoire des conventions et la valeur des engagements ; il s'agit de concilier les droits de l'humanité et la loi du contrat.

Problème délicat que l'article 1244 laisse aux magistrats le soin de résoudre. Ils sont près des justiciables, ils apprécient les circonstances qui dictent leurs décisions, mieux que ne pouvait le faire le chancelier ou le roi lui-même au temps des lettres d'Etat et de Répit.

Le délai de grâce ne trouve pas sa justification dans la seule loi morale. Des considérations d'ordre différent interviennent

(1) Ripert, La règle morale dans les obligations civiles, 3^e éd., p. 6.

la plupart du temps pour l'octroi de répit aux débiteurs. L'intérêt social et politique commande en effet de ne pas accabler les malheureux, et de ne pas mépriser la classe très nombreuse des pauvres. Une impitoyable rigueur susciterait des révoltes. En Grèce, débiteurs insolvable sur le point d'être vendus, paysans endettés se soulevèrent contre les Eupatrides.

A Rome, la question des dettes fut l'origine de la lutte contre le patriciat, et des révolutions qui s'ensuivirent. Quand les créanciers, par les moyens draconiens que l'on sait, voulaient obtenir des insolvable le paiement de leurs dettes, la plèbe se soulevait. Tite-Live (1) raconte l'histoire de ces Romains qui tenaient garnison à Capoue en 342, après la première guerre contre les Samnites : les légionnaires, peu désireux de retrouver à Rome leurs créanciers, projetèrent de s'emparer de la ville, lorsque le consul Marcius Rutilus, informé de leur complot, les renvoya dans leurs foyers. Les anciens combattants marchèrent sur Rome au nombre de 20.000, faisant appel à tous les esclaves pour dettes. Les plébéiens se révoltèrent et se réunirent aux soldats pour demander l'abolition des dettes et le relâchement des *nexi* qu'ils obtinrent quelques années plus tard.

A la suite des guerres samnites, Rome se trouva remplie de prisonniers rançonnés, de combattants invalides, et par suite sans travail. Les débiteurs pressurés par leurs créanciers proposèrent à nouveau par l'intermédiaire de leur tribun l'abolition des dettes. Les riches résistant, des émeutes éclatèrent. Le peuple s'installa hors de Rome, sur le Mont Janicule, jusqu'à ce qu'un dictateur plébéien, Hortensius, prit le pouvoir et diminua les dettes (2). Cet exemple s'est renouvelé au moyen

(1) Tite-Live VII, 38, 42.

(2) Tacite. Ann. VI, p. 16.

âge, au temps des Jacqueries. On peut affirmer que, d'une façon générale, à l'origine des révolutions politiques et des bouleversements sociaux, on trouve la question des dettes. On conçoit donc l'empressement que peuvent mettre les gouvernements, surtout quand ils sont issus de la volonté populaire, et qu'ils veulent garder la faveur de leurs électeurs, à décharger les débiteurs — plus nombreux que les créanciers — du poids de leurs dettes.

« Il est plus facile de remettre des dettes que de les faire payer. On fait taire les agitateurs en les dispensant de s'acquitter », observe justement M. le professeur Ripert dans son ouvrage récent sur le « Régime démocratique et le Droit civil moderne (1) ».

Les abus.

Nous avons insisté sur la nécessité de modérer l'application de certains principes en permettant au débiteur malheureux d'obtenir des délais, car un exercice trop strict des règles de droit ne doit pas contrarier l'ordre moral et social, ni engendrer d'injustices, *summum jus sumum injuria*.

Il ne faut pas cependant tomber dans l'excès contraire et abuser de bienveillance à l'égard du débiteur qui ne s'acquitte pas. Une trop grande facilité à son égard aurait des conséquences aussi nuisibles, sinon plus fâcheuses, qu'une attitude inflexible et dure. Au regard de la morale, une complaisance indulgente envers la classe des débiteurs détruirait le sentiment de la justice et de l'équité. « Puisque nous avons la faculté de ne plus payer, eh bien ! ne payons plus, quand bien même nous en aurions la possibilité... » Voilà le raisonnement que des lois d'inspiration démagogique amèneraient à tenir. Nous avons vu, dans les relations internationales, s'évanouir le respect

(1) Ripert. « Le Régime démocratique et le Droit civil moderne »

dû à la parole donnée. Il ne faut pas qu'il en soit de même sur le plan national, sinon la « loi de la jungle » se substituerait tôt ou tard à la loi du contrat, au grand danger de la civilisation.

N'oublions pas non plus que les créanciers ne sont pas nécessairement des usuriers ou des égoïstes. Un grand nombre d'entre eux méritent parfois, même du point de vue moral et social, plus d'attention que leurs débiteurs. Ils attendent en vain, pour assurer les besoins de leur existence, le remboursement de leurs créances, alors que leurs obligés, uniques bénéficiaires des dispositions libératoires, continuent parfois à mener leur « train de vie » de la prospérité.

Un abus des délais de grâce troublerait enfin l'activité économique du pays. Le respect de l'échéance est à la base du crédit. Si les échéances sont fréquemment prorogées, elles deviennent incertaines ; les échanges et les ventes, les différentes transactions commerciales pourront difficilement se faire « à crédit », dans le risque d'avoir des créances irrecevables. On assistera donc à un resserrement du crédit, nuisible aux affaires, car les capitaux hésiteront à s'investir dans les entreprises, et parallèlement, à une diminution de la consommation, car les créanciers ne thésaurisent pas fatalement : l'argent qu'ils recouvrent leur permet, au contraire, d'acheter et de faire circuler les biens.

Il appartenait au législateur de parer aux inconvénients d'un abus des délais, tout en évitant, à l'égard du débiteur malheureux, les effets d'une sévérité impitoyable : *In medio stat virtus*. Les proverbes les plus ressassés contiennent les vérités les plus fortes. En tous cas le brocard si banal correspond à la pensée que nous voulons exprimer, qu'il faut savoir, en matière de délai de grâce, conserver la mesure et éviter de recourir aux solutions de facilités, ou d'autoriser les rigueurs égoïstes.

Nous estimons que l'article 1244 a su concilier des principes apparemment opposés. Après avoir examiné le fondement du délai de grâce, nous essaierons d'en déterminer la nature et le caractère.

SECTION II. — NATURE ET CARACTÈRE JURIDIQUE DU DÉLAI DE GRACE.

Le délai de grâce est la faculté exceptionnelle donnée aux juges de modifier les conventions des parties, en reculant l'échéance, ou en fractionnant la dette qui, normalement, devrait être acquittée en une seule fois.

Pour ne pas voir dans cette institution le caractère d'exception qu'elle possède, on a essayé de distinguer les éléments *essentiels* du contrat, tels que la cause et l'objet que le juge n'a pas le droit de modifier, des éléments *accessoires* comme le terme, que le magistrat peut apprécier dans une certaine mesure. C'est oublier qu'accorder un terme indépendamment de la volonté des parties, c'est changer le contrat qui prévoit un paiement à la date fixée ; c'est aussi dénaturer la cause de l'obligation, puisque le créancier, en contractant, avait en vue l'exécution par le débiteur à *une époque qu'il avait précisée*.

On a dit aussi qu'il ne fallait pas confondre l'existence du droit et les moyens d'en user, le juge ayant la faculté de déterminer ceux-ci au mieux de l'intérêt des parties. Mais à quoi servirait un droit, s'il était impossible de s'en prévaloir ? Les juges ont pour mission d'assurer le respect du droit, ils sont liés par les conventions des parties, comme s'il s'agissait d'une loi, et ils ne peuvent les modifier.

Il faut donc voir dans la faculté accordée aux juges par l'article 1244 une véritable exception au Droit commun. C'est d'ailleurs la théorie qu'adoptent la plupart des auteurs. Cepen-

dant une théorie différente a été soutenue par M. Labatut (1), dans sa thèse sur le délai de grâce. Il le présente comme une pure disposition de procédure qui ne modifie pas la convention. Il range donc le terme de grâce dans la catégorie des exceptions dilatoires que le débiteur, pour surseoir aux poursuites, oppose au créancier. Nous ne pouvons partager cette opinion, car l'octroi d'un délai de grâce, avons-nous dit, suspend non seulement l'exécution d'un jugement, mais l'exécution de l'obligation elle-même, puisqu'on empêche le créancier de recouvrer le montant d'une créance, cependant parfaitement justifiée.

Pouvoir exceptionnel, dérogame au principe de la liberté des conventions, mais justifié par la supériorité des droits de l'humanité sur la loi des contrats privés, telle apparaît la faculté laissée au juge par le 2^e paragraphe de l'article 1244.

Il nous est facile, en connaissant la nature de ce pouvoir, d'en déterminer le caractère.

Caractère du délai de grâce.

La disposition que nous étudions, établie en faveur du débiteur pour des motifs d'humanité, est d'ordre public. Une renonciation anticipée de la part du débiteur, au bénéfice de cette faveur, serait sans valeur.

Cette question a été controversée. Dans l'ancien Droit, la coutume de la Marche, en son article 66, autorisait le débiteur à renoncer par avance au délai de grâce. Loisel enseignait qu'on pouvait renoncer aux répits. Si l'ordonnance de 1699 (2) ne voulait pas « qu'aucun put être exclu d'obtenir répit sous prétexte de renonciation », la Déclaration du 23 décembre 1709 autorisait de telles renonciations (3).

(1) *Labatut*. Le délai de grâce. Thèse Toulouse, 1927

(2) Ordonn. de 1699. Titre VI, art. 12.

(3) Déclarat. du 23 déc. 1709, art. 9.

On pouvait croire en consultant les travaux préparatoires du Code civil que le législateur reconnaissait la validité des renonciations au bénéfice du délai. A une question de Cambacérès demandant au Conseil d'Etat si l'article 1244 du Code civil autorisait le juge à prononcer la division du paiement, même en présence d'une stipulation contraire, Bigot-Préameneu répondit : « qu'il n'a pas été dans l'intention de la Section de donner à la disposition l'étendue dont a parlé le Conseil » (1).

Quels arguments apporte-t-on en faveur de la possibilité d'une renonciation au bénéfice du délai ? On soutient en premier lieu que la loi aurait été explicite si elle avait entendu proscrire les conventions sur les délais. Dans le silence de la loi, il faut s'en tenir au principe de la liberté contractuelle, et admettre, en conséquence, la validité d'une convention sur la renonciation au délai. Cet argument ne peut nous convaincre, car il n'est pas besoin d'une stipulation expresse, d'une prohibition spéciale pour interdire les conventions contraires à l'ordre public. Cette prohibition se trouve dans la règle posée par l'article 6 du Code civil. « On ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. »

On prétend en deuxième lieu que les conventions sur la renonciation sont valables, parce que la disposition de l'article 1244 du Code civil procède de la volonté présumée des parties, à laquelle le législateur donne une interprétation bienveillante, dans le silence de la convention. Larombière écrit (2) : « La validation de la renonciation au délai de grâce ne paraît pas douteuse ; les parties ne font alors que renforcer la loi de leur convention privée et la placer hors des atteintes d'une équité souvent imaginaire ».

(1) *Loché*, t. XII, p. 170, n° 146.

(2) *Larombière*, art. 1244. — *Baudry Lacantinerie*, t. II, n° 1034.

Il ne paraît pas exact de prétendre que la faculté donnée au juge d'accorder un répit procède d'une interprétation présumée de la volonté des parties. — Le juge au contraire se place au-dessus des conventions privées et déroge à la volonté exprimée par les co-contractants, parce que le débiteur lui-même ne peut, de son plein gré, se soustraire aux droits de l'humanité. Au surplus, il serait loisible au créancier, si tel était réellement le caractère du délai de grâce, de manifester d'une façon expresse, avant même que le juge ait à se prononcer, sa bienveillance présumée.

Quant à l'argument tiré des travaux préparatoires du Code civil en faveur de la validité des renonciations anticipées au délai de grâce, il ne peut nous convaincre. Il faut en effet replacer, cette discussion dans son cadre : M. Bigot-Préameneu, en apportant la réponse que nous avons indiquée plus haut, a écrit une opinion personnelle, qui n'engageait pas le Conseil, puisque aucun vote ne s'en est suivi.

En réalité, la disposition incluse dans l'article 1244 intéresse l'ordre public parce que les droits de l'humanité sont en cause. Cette considération dépasse la loi du contrat, elle permet aux juges de la modifier, sans que les parties puissent convenir auparavant qu'il n'en sera pas tenu compte.

Il résulte de ce caractère diverses conséquences que nous rencontrerons plus loin. Indiquons dès à présent que le juge peut statuer d'office, sans que le bénéfice du délai soit réclamé par le débiteur. Il a, par suite, la faculté de l'accorder à la partie qui fait défaut. Et puisque le pouvoir d'atermoiement donné aux magistrats est exceptionnel, il est de droit strict, il ne peut donc être étendu au delà des limites que le Code lui assigne.

SECTION III. — DISTINCTIONS.

Il convient de distinguer le délai de grâce de certaines institutions qui présentent avec la disposition que nous étudions

quelques analogies, bien qu'elles en diffèrent par leur nature ou par leurs effets.

§ 1. — *Terme de Droit et délai de grâce.*

Nous avons indiqué déjà que le délai de grâce est concédé par le tribunal, tandis que le terme de droit résulte, soit de la convention expresse des parties qui fixent elles-mêmes la date précise de l'exécution de l'obligation — on l'appelle aussi terme conventionnel —, soit de la nature même de l'obligation ; soit d'une disposition législative : on dit alors que le terme est légal.

Quand l'obligation est affectée d'un terme de droit, elle est démunie d'action, car elle n'est pas *échue*. Le créancier ne peut pas en exiger l'exécution, le bénéfice du terme étant pour le débiteur un droit dont il peut se prévaloir, pour rendre inefficace toute mise en demeure. Une poursuite prématurée de la part du créancier, en violant la loi du contrat, porterait préjudice au crédit du débiteur. C'est en ce sens que l'on dit « qui a terme ne doit rien ». Cet adage ne signifie pas que l'on ne doit rien quand on doit à terme. Il indique seulement qu'il n'est pas permis de poursuivre le débiteur avant l'échéance — ou la déchéance — du terme. Si bien que le créancier ne pourrait obtenir du tribunal un jugement de condamnation, même en offrant de ne l'exécuter qu'à l'expiration du terme.

Larombière (1), adopte la solution contraire. Mais il raisonne sur l'hypothèse où le créancier forme contre son débiteur une demande en reconnaissance ou en vérification d'écriture. Une telle action est autorisée par le Code. Il ne faut pas en conclure cependant qu'un jugement de reconnaissance d'écriture, obtenu

(1) Obligations, t. II, art. 1186, n° 24.

avant l'échéance de l'obligation, contienne une condamnation.

La meilleure preuve en est que la loi du 3 septembre 1807, relative aux inscriptions hypothécaires prises en vertu de jugement rendu sur demandes en reconnaissance d'obligation sous-seings privés, précise qu'il ne peut pas être pris d'inscription d'hypothèque judiciaire en vertu d'un jugement de reconnaissance d'écriture avant l'échéance de l'obligation. En effet, pour qu'un jugement puisse donner naissance à une hypothèque sur les biens du débiteur, il doit prononcer une condamnation, c'est-à-dire qu'il ordonne d'exécuter l'obligation mise à la charge d'une des parties.

Au contraire, quand le terme est *de grâce*, l'obligation est déjà arrivée à échéance. Le créancier a commencé à poursuivre le débiteur en vertu d'un titre notarié, ou bien il a obtenu, à la suite d'une demande en paiement, un jugement de condamnation — préliminaire nécessaire d'ailleurs à l'obtention des délais, puisqu'aux termes de l'article 122 du code de procédure civile, l'attribution n'est accordé que par le jugement statuant sur la condamnation. Le délai dont bénéficie le débiteur n'est pas un droit mais une faveur, une grâce qui interdira au créancier de recourir aux voies d'exécution pour recouvrer sa créance échue. Il sera cependant permis à ce dernier de prendre toutes mesures conservatoires de ses droits, et notamment de requérir une inscription d'hypothèque judiciaire. On discute la question de savoir, si malgré les délais accordés, la saisie-arrêt reste possible. Nous l'examinerons plus loin.

La théorie de M. Labatut (1), qui présentait le délai de grâce comme une pure exception de procédure avait, à cet égard, le mérite de faire apparaître avec netteté la distinction entre le terme de droit et le terme de grâce. Dans le premier cas, l'obli-

(1) Labatut, *Op. cit.*

gation n'est ni échue ni exigible. Dans le second, l'exécution seule est interdite.

§ 2. — *Moratoire.*

Lorsque surviennent des troubles graves — guerre ou révolution — qui jettent la panique et arrêtent les affaires, le Gouvernement, statuant d'urgence par la voie administrative, ou se faisant autoriser au préalable par le Parlement, impose des délais que les parties n'avaient pas prévus pour l'exécution de leurs obligations.

Ces mesures prennent le nom « de moratoire ». Tels sont les décrets des 13 août 1870, des 10 mars, 24 mars, 26 avril, 4 juillet 1871, rendus en faveur des locataires du département de la Seine pour le paiement de leurs loyers. Telle est encore la loi du 5 août 1914, dont l'article 2 autorisait le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations. Telles sont aussi les lois d'après-guerre relatives aux baux à loyer, la loi toute récente du 21 août 1936, suspendant, dans certaines conditions, les poursuites contre les commerçants, industriels ou artisans.

Ces mesures sont exceptionnelles et temporaires. Elles peuvent avoir cependant une portée permanente. Il en est ainsi des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910, qui donnent au Gouvernement le pouvoir de proroger les délais de protêt ou d'échéance aux cas de mobilisation, de fléau, de calamité publique, d'interruption de services publics.

Le moratoire constitue-t-il un terme de droit ou un délai de grâce ? Nous savons que les effets respectifs sur l'obligation de l'une ou l'autre de ces modalités sont différents, puisque le terme de droit produit son effet sans que le jugement ait à intervenir, tandis que le délai de grâce est soumis à l'appréciation des magistrats et dépend d'une condamnation. La solution de

la question présente donc un intérêt réel, et suivant que l'on classera le moratoire dans l'une ou l'autre catégorie, les causes de déchéance, les règles d'application ne seront pas les mêmes.

La jurisprudence, comme la doctrine, donne des réponses différentes :

A) Jurisprudence en faveur du moratoire considéré comme *délai de grâce*. D'après la cour d'Aix (1), le moratoire accordé par le décret du 13 août 1870 doit être considéré comme un délai de grâce. Il est concédé en raison de la position du débiteur. Peu importe, déclare l'arrêt, que la source du délai soit l'autorité législative, et non l'autorité judiciaire. Peu importe que les motifs en soient puisés dans une considération générale, et non dans la position particulière des débiteurs, les différences ne changent pas le caractère du délai, qui est une mesure de faveur.

Une ordonnance de référé du Président du Tribunal civil de la Seine, en date du 14 décembre 1915 (2), attribue aux prorogations d'échéances prévues par les Décrets d'août 1914, le caractère de délai de grâce « attendu qu'il est démontré que le législateur considère les dates d'échéance comme immuables, c'est-à-dire l'exigibilité de la créance comme d'ores et déjà acquise, le paiement seul étant prorogé à raison de délais accordés aux débiteurs par une faveur générale, motivée par les circonstances, et produisant envers une catégorie d'intéressés globalement envisagés *des effets analogues* à ceux qui s'attachent envers un particulier individuellement envisagé, à *une décision du juge basé sur l'article 1244 du code civil* ».

B) Jurisprudence en faveur du moratoire considéré comme *terme de droit*. D'autres décisions déclarent que les moratoires

(1) Aix. S. 1871. 2. 116.

(2) S. 1915. 2. 92.

ne sont pas assimilables aux délais de grâce, mais constituent des termes de droit.

Un arrêt de la Cour d'appel de Caen du 21 juillet 1915 (1), considère que le délai accordé de plein droit aux locataires mobilisés par les décrets prorogeant les délais prévus dans les baux pour le paiement de leurs loyers est un délai *légal* qui retarde, comme le ferait un terme conventionnel, l'échéance et l'exigibilité de la créance, et produit ses effets indépendamment de tout recours en justice ou de l'accomplissement d'une formalité quelconque. Une semblable prorogation d'échéance, déclare la Cour, ne présente aucune analogie avec le délai de grâce, qui, en considération de la position du débiteur, permet seulement au juge de surseoir à l'exécution des poursuites sous certaines conditions fixées limitativement par les articles 1244 du Code civil et 122 du Code de procédure civile.

Le Président du tribunal civil de la Seine, le 21 juin 1915 (2), se prononçait dans le même sens. Il constatait que le délai résultant de la législation relative au moratoire ne pouvait à aucun point de vue être assimilé au délai exceptionnel accordé par l'article 1244 du code civil, par une décision prononçant une condamnation. « Le moratoire, disait-il, est une mesure d'utilité et d'ordre public, qu'on accorde par une disposition générale à tous les débiteurs (ou à toute une catégorie de débiteurs) sans aucune considération pour leur solvabilité, leurs ressources, ou leur situation pécuniaire. Le délai de grâce, au contraire, n'est concédé que très exceptionnellement, dans des conditions particulières, et seulement lorsque le débiteur ne dispose pas momentanément de ressources lui permettant de faire honneur à ses engagements. »

(1) Caen. 21 juillet 1915. S. 1915. 2. 81.

(2) Tribunal civ. Seine. 21 juin 1915. S. 1915. 2. 81.

C) *Explication de la nature juridique du moratoire par la force majeure.*

On a proposé pour expliquer la nature juridique du moratoire un autre système, qui est développé par M. Labatut (1). Il considère le moratoire comme « un terme de droit édicté en faveur du débiteur, parce qu'une *force majeure* a faussé la convention régulièrement formée ». La conclusion à laquelle est arrivée M. Labatut est inexacte ; on ne peut pas fonder la notion juridique de moratoire sur la force majeure, qui est un fait étranger au débiteur, mettant un obstacle *absolu et imprévisible* à l'exécution de l'obligation, et que le Code civil prévoit d'ailleurs dans son article 1148 comme un cas d'exonération du débiteur. Si le moratoire a sa cause dans la force majeure, pourra-t-on dire, il n'était pas besoin d'édicter une règle spéciale pour retarder l'exécution de l'obligation, puisque le cas fortuit ou la force majeure libère le débiteur.

L'avantage du moratoire cependant provient de l'absence de toute formalité pour en bénéficier, alors que la force majeure et le cas fortuit doivent être appréciés préalablement par le tribunal pour exonérer le débiteur de son obligation.

D) *Théorie présentant le moratoire comme une institution propre.*

Nous partageons l'opinion des auteurs d'après lesquels le moratoire est une institution de nature spéciale, « création nécessaire, à existence intermittente, réclamée par un état anormal de la société, déclare M. Miloaë dans sa thèse sur le délai de grâce (2).

Sans doute le moratoire participe-t-il à la fois du terme de droit et du délai de grâce.

(1) *Labatut. Op. citato.*

(2) *Miloaë. Etude sur le terme de grâce en Droit français et en Droit comparé. Thèse, Paris 1932, n° 186.*

Il se rapproche du terme de droit par son origine, puisque c'est la loi qui l'édicte, et non le juge qui l'accorde ; par ses effets, car non seulement la poursuite est interdite, mais l'échéance même de la dette moratorisée se trouve reculée.

Il présente aussi des analogies avec le délai de grâce, en ce sens qu'il est également octroyé en faveur du débiteur et en considération de sa position, quoique la faveur soit collective, et que les circonstances qui la déterminent soient générales. Il est à noter, au surplus, que le moratoire comme le délai de grâce n'empêche pas le cours des intérêts.

En réalité, on ne peut assimiler le moratoire ni au terme de droit, ni au délai de grâce. « C'est autre chose, écrit M. Tissier(1). L'assimilation du moratoire au terme de droit qui résulte du contrat, ou au délai de grâce accordé par le juge heurte la réalité des faits. Il vaut mieux, sans chercher aucune assimilation à d'autres termes ou délais déjà connus et réglementés par la loi, se demander tout simplement si, en présence d'un moratoire établi à raison de la guerre, une créance est vraiment exigible. La question ainsi posée doit être résolue négativement. Suspendre l'effet des obligations ; proroger une échéance, c'est bien reculer l'exigibilité. Le créancier peut sans doute se présenter et demander le paiement. Il ne peut pas « l'exiger ».

Il ne nous suffit pas de savoir, quant à nous, que la dette moratorisée est inexigible. C'est un trait commun à toutes les obligations à terme. La différence caractéristique qu'on relève entre le délai de grâce et le moratoire, c'est que les poursuites sont suspendues *de plein droit* à l'égard d'une dette moratorisée, par l'effet de la prorogation d'échéance accordée à toute une catégorie de débiteurs, sans que ceux-ci aient à solliciter cette faveur de la justice.

(1) Note sous Sirey 1915. 2. 81.

§ 3. — *Concordat.*

Le concordat est un traité conclu entre le débiteur en faillite ou en liquidation judiciaire et la masse des créanciers, en vertu duquel le débiteur rentre dans son actif, sous la promesse de payer tout ou partie de ses dettes à certaines échéances.

A la différence du concordat amiable qui n'est obtenu qu'avec le consentement unanime des créanciers, le concordat judiciaire est un contrat qui intervient, non pas entre chaque créancier individuellement et le failli, mais entre ce dernier et la masse. Il est consenti par la majorité de tous les créanciers vérifiés ou affirmés, représentant en outre les deux tiers de la totalité des créances. Par conséquent, la majorité des créanciers impose sa loi à la minorité.

On s'est demandé comment une telle convention pouvait obliger ceux qui n'y avaient pas pris part, ou qui s'y étaient opposés. Les droits individuels de ceux-ci ne sont-ils pas injustement sacrifiés ? L'opposabilité du traité concordataire à la totalité des créanciers du failli s'explique par le fait que la faillite ou la liquidation judiciaire a réuni tous les créanciers en une masse unique où les droits de créance individuels sont venus se confondre. Les conventions passées par la masse — véritable personne morale — obligent tous les créanciers, qu'ils aient ou non voté le concordat, de même que les décisions prises par la majorité de l'assemblée générale des actionnaires d'une société obligent tous les associés.

L'effet principal du concordat est de restituer au débiteur ses biens et l'exercice de ses droits, moyennant promesse faite par lui de payer tout ou partie de ses dettes aux différentes échéances déterminées par le Concordat. Le traité concordataire comporte donc nécessairement une stipulation de délai. S'agit-il d'un délai de grâce ou d'un terme conventionnel ?

Certains auteurs, comme Duranton (1), ont soutenu que le terme accordé par le concordat était un délai de grâce, puisqu'il était octroyé au moment où la dette étant exigible, les créanciers en poursuivaient le recouvrement. Sans doute, à cet égard, le délai concordataire présente-t-il une analogie avec le délai de grâce, mais nous savons que ce dernier est accordé par le juge pour des motifs d'humanité, dans l'intérêt du débiteur. Tel n'est pas le caractère du délai concordataire, qui est octroyé au débiteur par les créanciers, afin d'éviter une *miserabilis cessio*, une réalisation des biens du failli préjudiciable à leurs intérêts.

En 1904, le tribunal de Baugé avait estimé que le délai concordataire constituant une concession, par conséquent un acte de bienveillance, était en réalité un délai de grâce qui ne pouvait faire obstacle à la compensation. La Cour de cassation (2), en annulant cette décision, déclara que le terme accordé au failli ou au liquidé judiciaire par le concordat constituait non un terme de grâce, mais un terme conventionnel. Il en résulte que le bénéficiaire du concordat, qui devient ensuite créancier d'un des créanciers de la liquidation judiciaire, ne peut se voir opposer par ce dernier la compensation, tant que les délais concordataires ne sont pas expirés, puisque le terme de droit, à l'encontre du délai de grâce, ne met pas obstacle à la compensation. La solution donnée par la Cour de cassation est d'ailleurs équitable, car le créancier, en opposant la compensation, obtiendrait un paiement anticipé et, partant, une situation privilégiée à l'égard des autres créanciers ; ce qui serait contraire au principe de leur égalité (3).

(1) *Duranton*. Traité des Contrats, n° 938.

(2) Cass. 18 déc. 1906. D. 1911. 1. 497. Note Appleton.

(3) V. *Thaller et Perceron*. Faillite, t. II, n° 1365.

CHAPITRE IV

Règles d'application du délai de grâce

SOMMAIRE : SECTION. I — Pouvoir compétent pour accorder le délai.

1. Le Tribunal, art. 1244 C. civ. — Art. 122 C. P. C.
2. Le Président des référés, — controverse sur sa compétence.

SECTION II. — Caractéristiques du pouvoir accordé aux juges.

1. Caractère facultatif.
2. Pouvoir général : obligations de faire, — cas prévus par le Code.
Application jurisprudentielle.

SECTION III. Circonstances dans lesquelles s'exerce le pouvoir d'accorder des délais.

1. Pouvoir discrétionnaire, mais utilisé avec une grande réserve, en considération de la position du débiteur.
2. Position du créancier : quid en présence d'un titre notarié ?

SECTION IV. — Cas où le délai de grâce est inapplicable.

1. Exceptions prévues par le Code civil : a) vente, art. 1655, 1656, 1657, — b) réméré, — c) dépôt.
2. Exceptions prévues par le Code de commerce (effets de comm., faillite.)
3. Exceptions prévues par quelques dispositions législatives : a) Assurances sociales. Crédit foncier.

L'article 1244 du Code civil est le texte de principe qui permet au débiteur d'obtenir des délais. Cette disposition n'est pas la seule qui régit la matière. Certaines règles de procédure, relatives au terme de grâce, sont édictées par le Code de procédure civile. D'autre part, les applications du délai de grâce à différents contrats sont déterminées par quelques articles du Code civil, comme l'article 1184, ou du Code de commerce, comme les articles 157 et 187 anciens.

Nous examinerons quel est, sous l'empire de l'ancien article 1244 du Code civil, le pouvoir compétent pour accorder des délais de grâce.

Nous rechercherons ensuite quelles sont les caractéristiques de ce pouvoir.

Nous déterminerons enfin les cas dans lesquels ce pouvoir est inapplicable.

SECTION I. — POUVOIR COMPÉTENT POUR ACCORDER LE DÉLAI.

Avant la loi du 25 mars 1936, le délai de grâce était octroyé par le tribunal seul. L'article 1244 du Code civil posait le principe : « *les juges* peuvent... » est-il écrit dans le paragraphe 2. L'article 122 du Code de procédure civile le précisait : les délais ne pouvaient être accordés que « par le jugement statuant sur la condamnation ». Ce principe, depuis la naissance du Code, a subi toutefois quelques atteintes. Recherchons les motifs de cette règle, ainsi que les dérogations que la jurisprudence y apporta.

En étudiant l'histoire du délai de grâce dans notre ancien Droit, nous avons vu que les lettres d'Etat et les lettres de répit, émanant de l'autorité royale, étaient souvent dues aux intrigues. Les abus qui en résultèrent amenèrent leur suppression au moment de la Révolution.

Lors de la discussion du Code, on voulut enlever au pouvoir exécutif le privilège de surseoir aux condamnations. On craignait trop l'ingérence tyrannique de l'autorité gouvernementale dans les intérêts privés et l'immixtion du pouvoir exécutif dans le pouvoir judiciaire, alors surtout que, sous l'influence de l'« Esprit des lois » et des bâtisseurs de constitutions, le principe de la séparation des pouvoirs dominait nos institutions.

Ces considérations historiques expliquent les raisons pour

lesquelles le Code a confié aux magistrats le pouvoir d'accorder des surséances. Le bon sens justifie cette mesure. Les répit^s dont bénéficiaient les débiteurs étaient dus, bien souvent, au favoritisme dont n'est jamais exempt le pouvoir exécutif. L'intégrité et l'indépendance du pouvoir judiciaire évitent ces excès. Au surplus, les magistrats, plus près des justiciables que la chancellerie ou les services d'un ministère, sont à même de mieux apprécier les besoins des parties en cause et d'estimer leur bonne foi. C'était, à cet égard, une disposition pleine de sagesse que de confier aux tribunaux le soin d'accorder des délais.

L'article 122 du Code de procédure civile précise que ces délais ne peuvent être accordés que par le jugement qui statue sur la condamnation. On donne (1) comme motifs juridiques de cette disposition le principe du dessaisissement du juge qui épuise ses pouvoirs en prononçant sa sentence, *lata sententia judex, desinit esse judex*, et qui ne peut revenir sur sa décision, même avec le consentement des parties. En vertu de ce principe, le juge ne pourrait pas davantage proroger les délais accordés par un jugement précédent (2). On explique aussi, l'article 122 du Code de procédure civile par le principe de l'autorité due à la chose jugée, que le débiteur violerait, s'il retournerait à nouveau devant le tribunal qui l'a condamné, ou devant une autre juridiction, en dehors des voies de recours permises par le Code.

A vrai dire, ces arguments ne nous paraissent pas absolument convaincants. Le fait d'accorder des délais par un second jugement, quand les circonstances se sont modifiées, quand la situation du débiteur s'est aggravée, ne constituerait pas, à

(1) Garsonnet et César Bru, *Op. cit.*

(2) Nancy. 3 juin 1871. D. 72. 5. 347. — S. 71. 2. 250.

Parls. 9 janvier 1930. *Gazette du Palais*, 1930. N° du 16 février.

notre avis, une violation de la chose jugée, puisque le premier tribunal, dont la détermination en ce qui concerne les délais devait être dictée par la position du débiteur, n'avait pas eu à apprécier les mêmes faits matériels (1). Il se pourrait même que les délais n'aient pas été réclamés par le débiteur, lors de la première décision.

Pour ces mêmes raisons, le dessaisissement du juge ne nous semble pas être non plus la véritable raison de l'art. 122 C. P. C.

La véritable explication de la disposition impérative de l'article 122 doit être, à notre avis, cherchée dans les précédents historiques. On se souvient, en effet, que le Prince, par les Lettres de Répit, pouvait suspendre les poursuites, même lorsqu'un jugement de condamnation était intervenu. Le créancier engageait les frais d'une procédure d'exécution, qui se trouvait paralysée par une lettre de Répit, souvent obtenue grâce à l'intrigue. Les abus provoqués par ces agissements déterminèrent les auteurs du Code de procédure civile à décider que les délais de grâce ne seraient accordés que par le jugement statuant sur la condamnation (2).

Ce principe a-t-il été modifié par la jurisprudence ?

Un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, en date du 8 janvier 1929 (3), décidait que « (les tribunaux) peuvent encore, toutes choses demeurant en l'état, accorder au débiteur un délai pour l'exécution, même si un premier jugement avait déjà ordonné une exécution, soit qu'il eût accordé, soit qu'il eût refusé un délai de grâce ». On pouvait admettre à la lecture de cet « attendu » que la jurisprudence avait tourné la règle posée par l'article 122 du Code de procédure civile. Il ne faut pas, à notre avis, donner à l'arrêt du 8 janvier 1929 cette inter-

(1) V. *Glasson, Morel, Tissier*. T. III, n° 779.

(2) V. *Glasson. Op. cit.*, t. III, n° 779.

(3) *Gaz. Pal.*, 1929, 1. 497.

prétation. Les délais avaient été accordés par la Cour d'appel de Nouméa, saisie d'une *action en résolution* d'un contrat synallagmatique déjà soumise aux premiers juges, alors qu'un précédent jugement avait été rendu quelques années plus tôt, condamnant le débiteur à l'*exécution* du contrat, sans lui accorder de délais. La Cour suprême, à bon droit, a jugé qu'il n'y avait pas violation du principe de la chose jugée, puisque le premier procès n'avait pas eu pour objet la *résolution* du contrat, mais son *exécution*. Elle a également décidé que les magistrats, saisis d'une action en résolution, avaient la possibilité d'appliquer, dans toutes ses dispositions, l'article 1184 du Code civil, en vertu duquel l'instance avait été introduite. « Le juge qui a refusé un délai pour l'exécution peut en accorder avant de résoudre », écrit à ce propos M. Demogue dans la revue trimestrielle de Droit civil (1). En l'espèce, les délais avaient été accordés par une décision statuant sur l'action en résolution, que les premiers juges n'avaient pas eu à connaître.

Aux termes des articles 1244 anciens, et 122 du Code de procédure civile, le tribunal seul pouvait donc accorder des délais.

Une controverse, néanmoins, s'était établie à l'effet de savoir si le Président du tribunal, statuant en matière de référé, avait compétence pour ordonner une surséance.

La solution donnée à cette question par la doctrine et la jurisprudence n'offre plus qu'un intérêt rétrospectif, depuis la modification apportée à l'article 1244 du Code civil par la loi du 25 mars 1936.

Fidèle néanmoins à notre souci de montrer l'évolution de l'institution du délai de grâce et de ses applications, nous indi-

(1) *Demogue*. Revue trimestr. de Droit civil, 1930, p. 123.

querons l'opinion des auteurs à l'égard des pouvoirs du Président des référés, les décisions de la jurisprudence et les moyens employés par la pratique judiciaire, pour contourner l'obstacle apporté par une stricte interprétation des textes.

Suivant une opinion, le juge des référés aurait eu le droit, sous l'empire de l'ancien article 1244, d'ordonner un sursis aux poursuites, — M. Garsonnet (1) critiquait la jurisprudence qui refusait au Président des référés le droit d'accorder des délais. L'article 806 du Code de procédure, disait-il, permet de statuer sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire, et laisse ainsi au Président le droit d'ordonner toutes les mesures que la situation paraît exiger, et de juger les difficultés relatives à la manière de pratiquer l'exécution forcée. Il ne voyait donc pas de raisons déterminantes pour refuser au Président des Référés le droit d'octroyer des délais.

D'autres auteurs estimaient au contraire que « provision étant due au titre », le juge des référés ne pouvait sans excès de pouvoir paralyser l'exécution d'un titre exécutoire, et qu'un délai accordé en référé toucherait au fond du droit, puisqu'il modifierait la nature de la créance (2). Ils faisaient observer au surplus que l'article 806 du Code de procédure civile avait surtout été établi pour faciliter l'exécution des jugements, et non pour l'arrêter. M. Glasson (3) admettait cependant que le Président pouvait accorder des délais de grâce lorsque le débiteur, poursuivi en vertu d'un acte notarié, n'avait pas eu la faculté de les solliciter, aucun jugement de condamnation n'étant intervenu avant les poursuites.

La jurisprudence a été assez divisée pour résoudre la question de la compétence du juge des référés en cette matière jusqu'à

(1) *Garsonnet et César Bru.* Traité théor. et Prat. T. VIII, § 2. 993.

(2) *Besançon.* D. P. 94. 2. 169. Note *Glasson.*

(3) *Glasson, Morel, Tissier.* Op. cit., t. II, n° 324.

ce qu'un arrêt de la Cour de cassation décidât le 3 mai 1932 (1), que le juge des référés n'avait pas le droit, qui appartient au seul tribunal saisi de la contestation, d'accorder un délai de grâce au débiteur contre lequel une saisie a été pratiquée en vertu d'un jugement. Un arrêt du 9 juillet 1934 confirma cette jurisprudence en déclarant que le juge des référés ne pouvait ni suspendre l'exécution d'une décision de justice devenue définitive, ni accorder de délais de grâce.

La pratique judiciaire corrigeait toutefois la rigueur de ces principes : le Président des référés accordait fréquemment des délais, surtout en matière de référés sur procès-verbal, soit en ordonnant la continuation des poursuites dans la quinzaine de la signification de l'ordonnance, ce qui laissait un certain répit au débiteur poursuivi, soit en constatant dans l'ordonnance l'accord, souvent péniblement obtenu, par lequel le poursuivant concédait quelques délais à son adversaire (2) ; il ne s'agissait plus dans ce cas d'un délai de grâce, mais d'un terme conventionnel résultant du contrat judiciaire, passé entre le débiteur et son créancier. A Paris, en matière de loyers, le juge des référés, tout en ordonnant l'expulsion du locataire, accordait un délai de grâce dont il appréciait l'opportunité. La commission supérieure de cassation n'admettant pas la validité du procédé (3) quelques dispositions législatives comme les lois du 30 décembre 1922, du 16 avril 1930 et du 10 mars 1932 autorisèrent formellement le juge des référés à concéder aux locataires expulsés un délai de grâce.

(1) D. H. 1932. 297. C. de cass. Chambre des requêtes, 3 mai 1932. V. aussi *Gaz. Pal.*, 1934. 2. 588. Req. 9 juillet 1934.

(2) *Gaz. Palais. A. Edoux*. Chronique, 29 avril 1936.

(3) Cass. 11 mai 1920.

Comm. sup. de cassation. 24 février 1921. *Revue Doges* 1921. 1. 220.

SECTION II. — CARACTÉRISTIQUES DU POUVOIR ACCORDÉ AUX JUGES.

§ 1^{er}. — *Caractère facultatif.*

Le délai que l'article 1244 permet aux juges de donner est facultatif. Le débiteur peut se trouver dans les conditions requises pour le solliciter avec succès, il ne peut nullement prétendre y avoir droit, quand bien même sa situation serait digne d'intérêt. Absolument libres d'apprécier les circonstances qui peuvent les déterminer à accorder ou à refuser des délais, les magistrats jouissent à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire. Aussi a-t-on vu récemment une certaine catégorie de débiteurs — les acquéreurs de fonds de commerce — insister pour transformer le délai de grâce prévu à leur intention par la loi du 29 juin 1935 en un véritable moratoire qui supprimerait le caractère facultatif du délai pour le rendre obligatoire ; la loi du 21 août 1936 leur a donné satisfaction.

Puisque l'octroi du délai de grâce relève du pouvoir discrétionnaire des juges, ceux-ci peuvent en user d'office, même si le débiteur fait défaut (article 123 du Code de procédure). Ils peuvent aussi restreindre le bénéfice du sursis qu'ils accordent à tel ou tel chef de la condamnation. Ils n'ont pas enfin à motiver le refus opposé à la demande du débiteur. (S. 1860. I. 277 — S. 1929, I. 32.)

§ 2. — *Pouvoir général.*

Le pouvoir facultatif accordé au juge par la loi s'étend-il à toutes les obligations, ou concerne-t-il seulement les obligations de payer une somme d'argent ?

L'article 1244 du Code civil parle du débiteur en général, et s'applique au « paiement » sans préciser. Or, il ne faut pas entendre le terme de paiement dans le sens étroit et vulgaire

de versement d'une somme d'argent. Il faut l'admettre dans le sens juridique qui lui est propre, c'est-à-dire comme l'exécution de la prestation due par le débiteur, quel qu'en soit l'objet. L'institution du délai de grâce est d'ailleurs incluse au chapitre V du Code : « De l'extinction des obligations », sous le titre III : « Des contrats ou des obligations conventionnelles en général ». Participant à la théorie générale des obligations, elle a un portée générale, qui doit recevoir son application quelle que soit la cause du droit du créancier. Logiquement, on ne voit pas le motif pour lequel on refuserait des délais pour l'exécution d'une obligation de faire. Pourquoi donc l'entrepreneur qui ne peut, par suite de circonstances malheureuses, fournir à temps le travail promis serait-il traité plus rigoureusement que l'acquéreur d'un fonds de commerce pour payer le prix d'achat ? Il n'y a même aucune raison juridique valable pour refuser des délais aux débiteurs tenus soit en vertu d'un quasi-contrat, soit en vertu d'un délit ou d'un quasi-délit. Il faut donc admettre que la faculté d'obtenir des délais n'est pas donnée aux seuls débiteurs d'une somme d'argent, mais à tous ceux qui sont tenus d'une obligation quelconque, sous réserve des exceptions prévues par le Code (1).

Notre Code civil contient quelques applications de ce pouvoir général, ainsi l'article 1181 du Code civil, qui s'applique aux obligations de faire comme aux obligations de donner, permet au débiteur d'obtenir un délai de grâce pour l'exécution avant que la résolution du contrat à ses torts et griefs ne soit prononcée par le juge.

Nous trouvons une autre application particulière du délai de grâce dans le paragraphe 2 de l'article 1655 du Code civil. Si le vendeur d'un immeuble n'est pas en danger de perdre la

(1) *Glasson, Morel et Tissler. Traité théol. et prat., n° 779.*

chose et le prix, le juge peut, à son gré, accorder ou refuser un délai à l'acquéreur, pour lui permettre de s'acquitter, avant de déclarer la vente résolue pour défaut de paiement du prix.

En matière de louage, l'article 1769 du Code civil indique que si la récolte a été détruite par cas fortuit le juge peut dispenser provisoirement le preneur de payer une partie du prix de la location en raison de la perte soufferte.

Lorsque, dans un contrat de dépôt, il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, l'article 1900 du Code civil prévoit que le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances.

Ajoutons qu'il n'est plus discuté que les délais de grâce peuvent être octroyés pour les dettes commerciales comme pour les dettes civiles — à condition toutefois qu'il ne s'agisse pas de lettres de change.

On relève, dans la jurisprudence, les cas plus divers d'intervention des magistrats dans l'exécution des conventions pour concéder un délai au débiteur d'une obligation, que ce soit pour des fournitures de marchandises ou de travaux, ou pour des expulsions de lieux (1). Les tribunaux accordent aussi des délais, non seulement pour exécuter une obligation principale, mais pour payer le montant de la clause pénale insérée dans un contrat pour retard dans l'exécution.

Le champ d'application de l'article 1244 est donc très étendu. Avant d'en déterminer les limites, il faut préciser les circonstances dans lesquelles s'exerce le pouvoir donné aux juges.

(1) Cass. req. 20 octobre 1925. D. 26. 1. 116.

SECTION III. — CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES S'EXERCE
LE POUVOIR D'ACORDER DES DÉLAIS.

Les juges, avons-nous dit, sont investis d'un pouvoir discrétionnaire pour apprécier les circonstances qui peuvent les déterminer à accorder des délais au débiteur.

Néanmoins, l'article 1244 leur donne certaines recommandations. Nous savons l'abus qui avait été fait sous l'ancien Régime des Lettres d'Etat ou des lettres de Répit. Pour éviter le retour de ces procédés dangereux à la liberté des conventions et à la sécurité du crédit, les légistes du consulat recommandèrent aux juges d'user de la faculté qui leur était donnée « avec une grande réserve », et de n'accorder que des « délais modérés ». Ce ne sont d'ailleurs que des conseils et non des règles obligatoires, à telle enseigne que le tribunal n'excéderait pas ses pouvoirs s'il dépassait les limites raisonnables prévues par la loi : le créancier ne saurait y trouver un moyen de cassation, mais seulement un motif d'appel (1).

En pratique, on concédait rarement des délais supérieurs à six mois. C'est « en considération de la position du débiteur » que le juge pouvait les octroyer. Cette position était déterminée par la bonne foi du débiteur, c'est-à-dire que ce dernier ne devait pas chercher à se jouer de son créancier en employant force moyens dilatoires ou de procédure pour se soustraire à sa dette, mais devait au contraire manifester sa bonne volonté, et le désir de s'acquitter dès que possible du montant d'une obligation, dont l'exécution immédiate lui causerait un grave préjudice.

Ce préjudice s'établissait en tenant compte du caractère

(1) Colmar. 18 août 1816. R. 1769 : Cependant le tribunal de Colmar ayant accordé au débiteur un délai de dix ans, pour se libérer, la Cour infirma ce jugement, « attendu que les premiers juges avaient excédé les limites qui leur étaient imposées par la loi ».

momentané de la gêne du débiteur, de l'étendue de ses ressources, de sa situation familiale et des charges qu'elle lui imposait. Il est à noter toutefois que la jurisprudence antérieure aux modifications apportées par les lois des 25 mars et 21 août 1936 considérait qu'une crise commerciale ne dispensait pas le débiteur de tenir ses engagements (1). Les lois récentes changeront cette conception de l'exécution des obligations.

L'article 1244 ne précise rien quant à la position du créancier. Il faut cependant que les magistrats la prennent en considération (2), car il serait contraire à la justice de provoquer la ruine du créancier par une indulgence coupable à l'égard du débiteur. Les prêteurs ne sont pas tous des usuriers rapaces ; il y a beaucoup de personnes, de très modeste situation, qui, retirées des affaires, ont placé leurs économies en prêts hypothécaires. Ils comptaient pour assurer leur existence sur le paiement ponctuel des intérêts, ou sur le remboursement du prêt. Il serait profondément injuste de les sacrifier pour sauver leurs débiteurs.

L'allusion que nous venons de faire aux prêts hypothécaires nous amène à examiner une question, discutée jadis par la doctrine : les juges peuvent-ils accorder un délai au débiteur poursuivi par un créancier muni d'un acte notarié revêtu de la formule exécutoire ? Certains auteurs estimaient que, dans ce cas, l'article 1244 était inapplicable. Ils prétendaient que les poursuites engagées en vertu d'un tel titre, par ordre et au nom du chef de l'Etat, ne pouvaient pas être arrêtées par les tribunaux, qui ne doivent pas aller à l'encontre des commandements du pouvoir exécutif. M. Glasson (3) leur répondait

(1) Trib. de Comm. de Lyon. 26 mai 1921. — D. P. 1922. 2. 148.

(2) Bordeaux. 30 août 1831. R. 1774.

Voir toutefois Paris. 18 déc. 1806. R. M.

(3) *Glasson. Traité th. et Rat.*, t. III, n° 779.

Jurisprud. D. 93. 1. 33.

Cass. Cir. 8 janvier 1929. D. 29. 1. 497.

dans son Traité de Procédure que la « formule exécutoire de l'acte notarié n'existe que sous réserve des prérogatives du juge. »

On invoquait, en outre, l'article 122 du Code de procédure civile, ne permettant aux juges d'accorder des délais que par le jugement qui statue sur la condamnation : S'il n'y a pas de jugement de condamnation qui précède les poursuites faites en vertu d'un titre paré, il n'est pas possible d'accorder des délais. L'argument est spécieux : rien n'interdirait au débiteur de solliciter un terme de grâce par voie d'action principale qu'il porterait devant le tribunal compétent, et qui lui serait accordé par jugement.

Une partie de la jurisprudence et quelques auteurs admettaient, même avant la loi du 25 mars 1936, que le Président des référés était compétent dans cette hypothèse pour accorder un répit.

On oppose enfin l'article 2212 du Code civil, c'est-à-dire un texte qui vise les poursuites de saisie immobilière faites en vertu d'un titre exécutoire, et en vertu duquel la concession d'un délai est subordonnée à la condition d'offrir délégation des loyers de l'immeuble saisi. On en conclut que, si les conditions prévues par l'article 2212 ne sont pas réunies, le débiteur, poursuivi en vertu d'un titre paré, ne peut pas obtenir de délai, sinon l'article 2212 serait un texte inutile. Pourquoi aurait-on édicté un texte spécial pour octroyer, dans l'hypothèse de la poursuite engagée par un créancier armé d'un acte notarié, un délai *sous conditions*, alors qu'en vertu de l'article 1244 du Code civil, ce pouvoir appartient *sans conditions* aux magistrats ?

Raisonner ainsi, c'est refuser de voir qu'aux termes de l'article 1244, conçu d'ailleurs en termes généraux sans faire de distinctions suivant que le titre est exécutoire ou non, les juges peuvent « surseoir l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en l'état ». Ce texte suppose donc que ces poursuites ont été entreprises — non pas en vertu d'un jugement — ce

serait contrarier la règle de l'article 122 du Code de procédure civile, mais en vertu d'un acte notarié revêtu de la formule exécutoire.

Au demeurant, n'est-il pas conforme à l'équité que le débiteur puisse bénéficier de délais quand sa dette, au lieu d'être constatée par un acte sous seings privés, résulte d'un acte notarié ? Un titre exécutoire permet en effet au créancier d'engager des poursuites d'exécution promptes et rigoureuses, sans demande en justice préalable : le débiteur, qui déjà ne bénéficie pas des délais que la lenteur de la procédure accorde normalement (assignation, mise au rôle, levée de jugement, etc...), ne doit pas être privé de la mesure de protection que l'article 1244 du Code civil dans un but humanitaire met à la disposition des malheureux (1).

SECTION IV. — CAS OU LE DÉLAI DE GRACE EST INAPPLICABLE.

En principe, la disposition de l'article 1244 est applicable, nous l'avons vu, à tous les contrats, aux obligations de faire comme aux obligations de donner. Il y a cependant des exceptions que prévoit le Code où le juge est privé de la faculté d'accorder un délai de grâce.

1^o *Exceptions prévues par le Code civil :*

A) *Vente* : le vendeur peut demander la résolution de la vente d'immeubles pour défaut de paiement du prix. L'article 1655, par application du principe général de l'article 1184, précise que le juge peut accorder à l'acquéreur un délai plus ou moins long, suivant les circonstances, avant de prononcer la résolution de la

(1) V. *Planiol et Ripert*. T. VIII, p. 326. *Traité Pratique*.

Aubry et Rau, t. IV, n° 320.

Req. 8 nov. 1892. D. 93. 1. 33.

vente, mais ce délai ne peut être donné si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix. L'article 1655 ne vise que les ventes immobilières. Si l'objet de la vente est une chose mobilière, le danger de perdre la chose est certain, puisque l'acquéreur peut la transférer à un tiers de bonne foi contre lequel le vendeur primitif ne pourra pas revendiquer.

L'article 1656 envisage la résolution de plein droit de la vente d'immeuble, par suite de l'existence dans le contrat d'une clause résolutoire expresse. Une telle clause fait la loi des parties, et a pour effet d'entraîner la résolution du contrat sans l'intervention du juge. A l'expiration du délai fixé par la mise en demeure pour le paiement du prix, le juge ne prononce pas la résolution, il ne fait que la constater puisqu'elle est l'œuvre de la volonté des contractants. Il n'a donc pas la faculté de surseoir qui lui est donnée par l'article 1184 dans les cas où la résolution est son œuvre.

L'article 1657 prévoit également la résolution de plein droit et sans sommation de la vente de denrées et d'effets mobiliers, après l'expiration du terme convenu pour le retirement. Par conséquent, le juge ne pourrait pas proroger par un délai de grâce le terme fixé par les parties pour la livraison de la chose vendue : le contrat s'est trouvé résolu sans qu'il ait à intervenir.

Réméré : La vente à réméré est un contrat qui réserve au vendeur le droit de reprendre la chose, moyennant la restitution à l'acheteur du prix principal, des frais, loyaux coûts, des dépenses nécessaires et utiles faites sur la chose par l'acheteur, dans un certain délai fixé par les parties, mais qui ne peut jamais excéder cinq ans. Quand le délai expire sans que le vendeur ait exercé la faculté de réméré, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable ; aucun sursis ne peut être accordé par le juge, parce

que la condition résolutoire qui menace le droit de l'acquéreur rend la propriété trop incertaine. On ne pourrait sans de grands inconvénients pour les tiers prolonger cette situation.

B) *Dépôt* : Suivant la définition de Pothier, le dépôt est le contrat par lequel le déposant donne une chose à garder au dépositaire qui s'en charge gratuitement ou moyennant salaire, et s'oblige à la rendre lorsqu'il en sera requis. La première obligation du dépositaire est de garder et de conserver la chose; la deuxième obligation est de la restituer. A quel moment doit se faire cette restitution ? Aussitôt que le créancier réclame la chose déposée, dit l'article 1944 du Code civil, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution. Le terme est, en effet, stipulé dans le seul intérêt du créancier qui peut y renoncer et demander la restitution immédiate. On ne conçoit d'ailleurs pas qu'un délai de grâce soit accordé par le juge au dépositaire pour restituer l'objet du dépôt, puisque ce dernier ne peut pas se servir, selon l'article 1930 du Code civil, de la chose déposée sans la permission du déposant, et qu'il doit veiller à sa conservation en y apportant le même soin que s'il s'agissait de ses affaires personnelles. Le dépositaire doit donc être capable à tout moment de rendre la chose déposée, et s'il sollicite un délai pour le faire, c'est qu'il n'a plus à sa disposition l'objet du dépôt, c'est qu'il n'a pas exécuté l'obligation essentielle du contrat de dépôt, qui est de conserver la chose. Il ne peut plus dès lors être considéré comme débiteur de bonne foi.

2° *Exception prévues par le Code de commerce.*

A) *Effets de commerce :*

En matière commerciale, les articles 157 et 187 anciens du Code de commerce interdisaient aux juges d'accorder un délai de grâce pour le paiement d'une lettre de change ou d'un

billet à ordre. La modification apportée au titre VIII du Code de commerce par le décret-loi du 30 octobre 1935 n'a pas abrogé ces principes qui sont rappelés dans l'article 180 nouveau (1). La lettre de change est, en effet, un instrument de crédit trop puissant pour qu'on puisse faire fi de son échéance ; elle circule comme une véritable monnaie ; il importe donc que le porteur puisse être assuré de l'échanger contre des « espèces », sitôt l'échéance arrivée. La possibilité d'obtenir des délais de grâce pour le paiement d'un effet de commerce aurait des conséquences désastreuses pour le crédit commercial : Le commerçant, pour régler ses fournisseurs, compte sur les rentrées d'argent aux dates fixées sur les effets dont il est porteur ; permettre au tiré de s'acquitter avec retard pourrait provoquer un grave embarras dans les affaires commerciales du porteur, la ponctualité des échéances étant indispensable au bon fonctionnement d'une maison de commerce (2).

La pratique parisienne des tribunaux consulaires ménage cependant le débiteur d'une lettre de change, en lui octroyant un délai de 25 jours pour lui permettre de s'acquitter, mais il s'agit là d'un terme conventionnel, puisque l'accord du porteur est nécessaire, et non d'un délai de grâce. On constate d'ailleurs une tendance de plus en plus accusée de la part des tribunaux de commerce à surseoir au paiement d'une lettre de change, par des moyens détournés. Alors que jadis les juges consulaires rendaient fréquemment sur le siège un jugement de condamnation au paiement d'une traite *acceptée*, il est à peu près de règle maintenant de voir renvoyer ces affaires au délibéré d'un juge, ce qui a pour effet de retarder de quelques semaines l'époque du payement.

(1) Req. 3 janvier 1927. D. H. 1927, n° 3, p. 33.

(2) *Thaller et Percerou*. Traité de Droit commercial, p. 898.

B) *Faillite* :

Peut-on faire application de l'article 1244 du Code civil à la matière de la faillite ? Le tribunal saisi d'une demande en déclaration de faillite peut-il accorder termes et délais au débiteur pour se libérer, en indiquant que la faillite ne sera déclarée qu'à défaut de paiement dans le délai fixé ? Une réponse affirmative serait contraire aux principes qui régissent la faillite. Le tribunal de commerce constate purement et simplement l'état de cessation des paiements d'un débiteur commerçant. Il ne peut pas modifier par sa seule volonté une situation de fait, l'impossibilité où se trouve le débiteur d'exécuter ses engagements à leur échéance. Or, d'après l'article 437 du Code de commerce, tout commerçant qui cesse ses paiements *est* en état de faillite. Au surplus, l'octroi de délais aurait l'inconvénient pratique de prolonger la période suspecte, qui est souvent nuisible aux créanciers, par suite de la nullité possible des paiements faits par le débiteur, pendant cette période (article 447 du Code de commerce).

3° *Exceptions prévues par quelques dispositions législatives.*

A) *Assurances sociales* :

Le juge ne peut user, en cette matière, de la faculté qui lui est conférée par l'article 1244 du Code civil. En effet, aux termes de la loi du 5 avril 1928, modifiée par celles des 30 avril 1930 et 31 juillet 1931, l'employeur est tenu de verser la double contribution aux échéances fixées, car, la stricte observation de cette obligation est la condition indispensable au fonctionnement d'une loi de prévoyance sociale, instituée dans un intérêt public et à la garantie des droits nés ou éventuels des assurés sociaux. (1)

(1) Cass. Ch. Civile 18 février 1936.

B) *Emprunteurs du crédit foncier :*

Avant que la loi du 25 mars 1936 n'ait accordé, sous certaines conditions et à titre temporaire, un répit en faveur des débiteurs du Crédit foncier, l'article 26 du décret du 28 février 1852, interdisait d'accorder un délai de grâce aux emprunteurs. L'article 37 de ce décret précise qu'il n'est accordé, si la société s'y oppose, aucune remise d'adjudication. L'intérêt général commandait en vue de la bonne marche de l'institution du crédit de simplifier les opérations d'expropriations forcées.

Nous ne parlerons pas ici des délais qu'on pouvait obtenir au cours d'une procédure de saisie immobilière, sous l'empire de l'ancien article 1244 du Code civil. Nous réserverons l'étude de cette question, que nous examinerons dans notre deuxième partie, au moment où nous rechercherons si le nouveau texte de l'article 1244 est applicable ou non à la saisie réelle.

CHAPITRE V

Effets du délai de grâce

SOMMAIRE : SECTION I. — Effet du délai dans les rapports entre créancier et débiteur : Reporter l'exécution d'une dette échue.

1. Conséquences de l'inexigibilité de la dette.
 - a) Les poursuites postérieures au délai doivent être annulées ;
 - b) Les poursuites antérieures sont maintenues avec leurs conséquences, créance imprescriptible pendant la durée du délai.
2. Conséquences résultant du fait que la dette est échue : clause pénale, intérêts moratoires, risques, changement du mode de paiement.
3. Conséquences de l'idée que le délai est accordé pour permettre au débiteur de s'acquitter plus facilement :
 - a) Répétition ;
 - b) compensation ;
 - c) mesures conservatoires : action oblique, action paulienne, saisie-arrêt.

SECTION II. — Effets du délai de grâce en ce qui concerne les tiers tenus avec le débiteur.

1. Les co-débiteurs solidaires.
2. La caution.
3. La caution solidaire.

SECTION III. — Causes de déchéance du délai de grâce.

SECTION I. — EFFET DU DÉLAI DANS LES RAPPORTS ENTRE CRÉANCIER ET DÉBITEUR.

L'effet principal du délai de grâce est de reporter à une date ultérieure, pour permettre au débiteur de s'acquitter, l'exécu-

tion d'une obligation qui était immédiatement exigible, parce qu'*échue* au moment où le délai est accordé.

De cette idée que la dette devient inexigible, qu'elle est, malgré tout, échue et que le paiement est reporté pour permettre au débiteur de se libérer, résultent plusieurs conséquences que nous allons examiner.

1^o *Conséquences de l'inexigibilité.*

La créance devient provisoirement inexigible. Le créancier est arrêté dans les poursuites qu'il avait engagées pour obtenir paiement, et s'il persiste à poursuivre, nonobstant le délai accordé au débiteur, la procédure qu'il fait postérieurement à l'octroi du sursis doit être annulée avec dommages-intérêts au profit du débiteur, si un préjudice lui est causé.

Cependant, les poursuites antérieures au délai subsistent, avec toutes leurs conséquences. Le juge surseoit à l'exécution « toutes choses demeurant en l'état » dit l'article 1244. Un nouveau recours en justice sera donc inutile pour exécuter le débiteur, s'il ne s'est pas acquitté dans le délai imparti. Le créancier, sans reprendre les formalités déjà accomplies, procédera sur les derniers errements de la procédure.

Du moment que la poursuite est suspendue, il est juste que la prescription de la créance soit interrompue jusqu'à l'expiration du délai. Le temps couru avant la citation en justice — ou le commandement, si le titre est un acte notarié — ne comptera plus pour la prescription. Le point de départ de la prescription nouvelle sera, non pas le jugement qui statue sur la condamnation, mais le jour où le délai accordé prendra fin, si, bien entendu, le créancier reste dans l'inaction.

Rappelons que la créance, qui se trouvait peut-être à l'origine soumise à une prescription abrégée par l'effet du jugement de condamnation intervenu, se prescrira désormais par trente ans.

2^o Conséquences résultant du fait que la dette est échue.

La créance inexigible depuis l'octroi du délai reste malgré tout échue, et l'effet de la mise en demeure, précédemment signifiée par le créancier, irrévocablement acquise à ce dernier. La peine prévue dans le contrat pour retard dans l'exécution, est encourue par le débiteur, qui peut toutefois, nous l'avons vu, obtenir un délai pour payer la clause pénale.

La mise en demeure étant maintenue avec toutes ses conséquences, les intérêts moratoires continuent à courir au profit du créancier à dater de la citation ou de la sommation, et c'est justice, parce que le retard apporté par le débiteur pour l'exécution de l'obligation cause au créancier un dommage en le privant d'un paiement sur lequel il comptait.

Indiquons également que les risques doivent être supporté par le débiteur qui est en faute (article 1138 du Code civil) pour n'avoir pas livré à l'époque prévue par la convention, l'objet de l'obligation.

Un autre effet du délai de grâce, c'est de changer le mode de paiement : les créances quérables deviennent *portables*, lorsqu'après non paiement à l'échéance les juges accordent au débiteur un délai de grâce pour s'acquitter.

Un arrêt de la Chambre des requêtes du 5 janvier 1927 a confirmé en ce sens un arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 6 novembre 1925 (1). Cet arrêt décidait que le juge, après avoir imposé au débiteur l'obligation d'effectuer dans un délai déterminé le paiement des loyers, réclamés, en vertu d'un commandement visant la clause résolutoire, avait bien jugé en déclarant portable et non quérable le paiement des loyers, « attendu que l'octroi d'un délai de grâce n'avait pas fait disparaître

(1) Req. 3 janvier 1927. D. H. 1927. 33.

l'effet d'une mise en demeure précédemment signifiée ». En effet, le délai accordé ne dispense pas le débiteur de payer avant l'échéance du terme de grâce. On lui laisse, pour lui permettre de s'acquitter pendant cette période, un certain répit, passé lequel les poursuites pourront reprendre. Il a la faculté, non l'obligation, d'attendre pour payer le dernier jour du délai. En réalité, il doit payer aussitôt qu'il pourra, et au plus tard à la date fixée par le juge.

3° Conséquences de l'idée que le délai est accordé pour permettre au débiteur de s'acquitter plus facilement.

A) Répétition :

Si le débiteur croyant sa dette exigible, s'acquittait par erreur de son obligation avant l'échéance du délai de grâce, lui serait-il possible d'agir en répétition, ou tout au moins de réclamer au créancier la somme représentant la jouissance de la chose payée, depuis le jour du paiement jusqu'à l'échéance ? L'article 1186 du Code civil s'y oppose formellement : « ce qui n'est dû qu'à terme, ne peut être exigé avant l'échéance du terme, mais ce qui a été payé d'avance ne peut être répété. » Ce principe s'applique au terme de droit, aussi bien qu'au délai de grâce. Pour celui-là, il se justifie par l'idée que nous exposons, à savoir que le délai est accordé en vue d'une libération plus facile du débiteur, et pour éviter une exécution forcée. Si le débiteur a trouvé le moyen de se libérer avant l'échéance du délai de grâce, c'est tant mieux pour le créancier dont le paiement avait été reculé par raison d'humanité en faveur de son débiteur.

B) Compensation :

La compensation s'opère de plein droit quand les dettes réciproques sont fongibles, liquides et exigibles. Le créancier

ne peut pas exiger, quant à présent, le paiement d'une créance affectée d'un *terme de droit*. Aussi, ne peut-il l'opposer en compensation à la dette exigible qu'il a contractée envers son débiteur, bénéficiaire du terme de droit. Il en est autrement pour le *délai de grâce*, qui ne met pas obstacle à la compensation (article 1292, Code civil). Si les juges donnent un délai au débiteur, c'est parce qu'il est très difficile à ce dernier de s'acquitter immédiatement. Or, il trouve précisément un moyen de se libérer quand la dette peut s'éteindre par compensation avec la créance qu'il possédait contre son propre créancier. Ne serait-il pas contraire à l'équité d'obliger le créancier à payer sa dette, alors qu'on lui interdit, par l'octroi d'un délai à son débiteur, de recouvrer le montant de sa propre créance (1) ?

C) Mesures conservatoires :

Le Code de procédure civile, après avoir précisé dans quelles conditions les tribunaux peuvent accorder au débiteur un délai de grâce, ajoute, dans l'article 125 que « les actes conservatoires seront valables nonobstant le délai accordé ».

Pendant toute la durée du délai de grâce, le créancier pourra prendre sur les immeubles de son débiteur une inscription d'hypothèque, en vertu du jugement de condamnation qu'il a obtenu. Il pourra faire opposition au partage d'une succession qui échoit à son débiteur.

1° Action oblique :

Il aura le droit, puisque sa créance est échue, de se prévaloir de l'article 1166 du Code civil et d'exercer les droits et actions

(1) Civ. 18 déc. 1906. D. P. 1911. 1. 497. — *Demolombe*, t. XXVIII, n° 539.
— *Baudry. Lacantinerie*, t. II, n° 552.

de son débiteur négligent, c'est-à-dire poursuivre un débiteur, intenter une action en garantie, faire prononcer la résolution d'une vente pour défaut de paiement du prix. On a contesté cette possibilité, sous prétexte que l'exercice de l'action oblique dépasse l'acte conservatoire ordinaire, puisqu'il y a une immixtion dans les affaires du débiteur qui prépare et facilite l'emploi des voies d'exécution, et la réalisation du gage. Mais c'est se méprendre sur le caractère du délai de grâce que refuser le bénéfice de l'action oblique au créancier arrêté dans ses poursuites par ce délai qui, ne l'oublions pas, et c'est le point capital qu'il ne faut jamais perdre de vue, affecte une créance *échue* en mettant obstacle aux poursuites d'exécution, sans empêcher le droit d'exister toujours. D'autre part, il ne faut pas considérer comme une mesure d'exécution l'action oblique qui a simplement pour effet de faire rentrer dans le patrimoine du débiteur une valeur que sa négligence risquait de faire disparaître. Cette action permet d'éviter le dépérissement des biens du débiteur qui, aux termes de l'article 2092, sont le gage commun de tous les créanciers.

2^o *Action paulienne :*

Les créanciers, dit l'article 1167, peuvent en leur nom personnel attaquer les actes faits par le débiteur en fraude de leurs droits. Cette action, connue sous le nom d'action paulienne, tend à procurer aux créanciers qui l'exercent la restitution en nature des biens frauduleusement aliénés par le débiteur.

On s'accorde généralement pour admettre que, seuls, les créanciers dont la créance est échue peuvent l'intenter. On en donne la raison suivante : il faut prouver, pour l'exercer, que l'acte frauduleux a amené l'insolvabilité du débiteur. Cette insolvabilité ne peut être découverte que si l'on a discuté auparavant les biens du débiteur. C'est précisément le cas de celui

qui sollicite un délai de grâce. Le juge lui consent un répit en raison de son insolvabilité présente. Le créancier qui le poursuivait en vertu d'une créance *échue* est donc parfaitement fondé, pour conserver son gage, d'agir en révocation des actes accomplis par le débiteur en fraude de ses droits.

3° SAISIE-ARRÊT. — L'octroi d'un délai de grâce empêche-t-il le créancier de former une opposition au préjudice du débiteur bénéficiaire du délai ? Cette question a été très discutée, par suite du caractère complexe de la saisie-arrêt (1). Si la saisie-arrêt n'était qu'une simple mesure conservatoire, il n'y aurait aucun doute possible : cette voie serait ouverte au créancier à qui on oppose un délai de grâce. Or, on ne range pas la saisie-arrêt parmi les actes simplement conservatoires. On admet généralement que cette procédure comporte deux phases : la première a pour but de conserver le gage, la seconde aboutit à la réalisation du gage qui transforme la saisie-arrêt en procédure d'exécution. La jurisprudence et la doctrine ne s'accordent pas toujours sur le point de savoir à quel moment la saisie-arrêt revêt le caractère d'un acte d'exécution. Celle-ci soutient que cette procédure ne devient un acte d'exécution qu'à partir du jugement de validité. Celle-là admet, au contraire, que l'assignation en validité, qui doit être signifiée à peine de nullité huit jours après l'opposition, transforme en acte d'exécution la saisie-arrêt.

Si la saisie-arrêt doit être considérée comme une véritable mesure d'exécution, le sursis aux poursuites accordé par le juge y mettra obstacle. Une partie des auteurs (2) et la juris-

(1) *Larombière*. Obligations, t. III, s./act. 1244. — *Baudry-Lacantinerie*, t. II, n° 553. — *Garsonnet et César Bru*. Traité..., t. IV, n° 180. — *Glasson*. Traité, t. IV, n° 1091.

(2) *Roger*. Traité de la saisie-arrêt, n° 120. — *Glasson*. *Op. cit.*, t. II, n° 1231. — *Garsonnet et César Bru*. *Op. cit.*, t. IV, n° 180.

prudence (1) admettent cependant que le délai de grâce n'empêche pas la saisie-arrêt. Ils fournissent, à l'appui de leur opinion, l'argument suivant : Puisque l'article 1292 du Code civil autorise la compensation qui offre au débiteur un moyen de libération, la saisie-arrêt, pour le même motif, peut être pratiquée en vertu d'une créance, dont l'exigibilité est suspendue par un terme de grâce. Puisque le délai est accordé au débiteur à cause de l'impossibilité présumée où il est de s'acquitter à l'instant même, la présomption et ses suites doivent cesser lorsque le créancier découvre une possibilité pour le débiteur de se libérer.

M. Glasson (2) conteste cette opinion : « Il y a, dit-il, une différence entre la compensation qui a lieu de plein droit et la saisie-arrêt qui suppose une procédure, dont les frais incombent au débiteur. Dès lors, n'est-il pas préférable d'assimiler le terme de grâce au terme de droit qui empêche la saisie-arrêt ?

A notre avis, la saisie-arrêt constitue aussi bien une poursuite d'exécution que de conservation. Lorsque le débiteur est l'objet d'une opposition, il ne peut plus toucher ce qui lui est dû à lui-même, et le jugement de validité ordonnera au tiers saisi de se dessaisir du montant de sa dette entre les mains du saisissant : le débiteur sera dans le même état que s'il avait lui-même fait le paiement et le créancier, par des moyens indirects, aura obtenu ce qu'il ne pouvait exiger d'une manière directe.

N'oublions pas que le délai de grâce est accordé au débiteur pour lui faciliter l'acquittement de sa dette. Il faut, pour ce faire, qu'il rétablisse ses affaires en administrant sa fortune et en disposant de ses biens pendant le répit qui lui est donné.

(1) Paris, 22 octobre 1921. D. 1923. 2. 156. — *Gaz. Trib.*, 1922. 249.
Carré et Chauveau. Lois de la Procédure, t. IV.

(2) *Glasson. Op. cit.*, t. IV, n° 1091.

Autoriser une saisie-arrêt au préjudice du débiteur serait contrarier le but poursuivi par le magistrat qui fait application de l'article 1244 du Code civil. Nous estimons pour cette raison que le créancier ne devrait pas avoir le droit de former une opposition sur les biens et effets mobiliers du débiteur bénéficiaire d'un délai de grâce (1).

SECTION II. — EFFETS DU TERME DE GRACE EN CE QUI CONCERNE
LES TIERS TENUS AVEC LE DÉBITEUR.

1^o *Les co-débiteurs solidaires :*

Le terme de grâce ne profite qu'au débiteur qui l'a obtenu, car la modalité nouvelle, dont l'obligation est affectée, lui est personnelle. Les co-débiteurs ne peuvent pas l'opposer au créancier qui les poursuit ; elle leur profite cependant en partie en ce sens que le créancier ne peut les poursuivre avant l'échéance du délai de grâce, que déduction faite de la part dans la dette du bénéficiaire du sursis. S'il en était autrement, le délai ne profiterait même pas à celui qui l'a obtenu ; les autres co-débiteurs contraints de payer exerceraient, immédiatement après, leur recours contre leur consort pour obtenir le remboursement de sa part contributive (2).

2^o *Cautions :*

Le cautionnement qui est un contrat accessoire ne peut être fait sous des conditions plus onéreuses que celles de l'obligation principale, et ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur principal. La caution bénéficie donc du terme accordé

(1) V. *Baudry*. *Lacantinerie*, t. II, n^o 553.

(2) *Larombière*. *Obligations*, art. 1244. — *Garsonnet*. *Op. cit.*, t. III, § 559, p. 573.

à ce dernier. Mais si le débiteur, pour une raison quelconque, se trouve déchu du bénéfice du terme, la caution pourra-t-elle être poursuivie ? Nous répondrons négativement à cette question, car l'obligation de la caution, distincte de celle du débiteur principal, ne peut pas s'aggraver par un fait imputable à ce dernier seulement (2).

3° *Caution solidaire :*

La stipulation de solidarité dans le cautionnement assimile la caution solidaire au co-débiteur solidaire. Les effets du délai de grâce vis-à-vis de la caution solidaire seraient donc analogues à ceux produits à l'égard des co-débiteurs, si la caution, s'obligeant *pour autrui*, n'avait pas à supporter personnellement une part dans la dette : après avoir payé le créancier, elle se retournerait contre le débiteur pour la totalité de la dette, de sorte que le bénéfice du délai serait anéanti. Concluons donc qu'en fait les poursuites seront impossibles contre la caution solidaire, si le débiteur principal jouit d'un terme de grâce.

SECTION III. — CAUSES DE DÉCHÉANCE DU DÉLAI DE GRACE :

L'exigibilité de l'obligation suspendue par l'octroi du délai se produit normalement à l'expiration du sursis.

Elle peut se produire plus tôt, si le débiteur se trouve privé du bénéfice du terme. Les cas de déchéance sont prévus par les articles 1188 du Code civil et 444 du Code de commerce, ainsi que par l'article 122 du Code de procédure civile.

L'article 1188 du Code civil et 444 du Code de commerce, s'appliquent au terme de droit, comme au délai de grâce. Ils

(2) *Rouen*. 29 juin 1871. D. 73. 2. 206.

précisent les causes de déchéance qui sont : 1^o La faillite ou la liquidation judiciaire du débiteur. 2^o La diminution des sûretés. Il faut y ajouter la déconfiture du débiteur non commerçant.

A) *Faillite* :

Le jugement déclaratif de faillite supprime le terme dont était affectée l'obligation. Les juges avaient accordé un délai au débiteur, parce qu'il était de bonne foi et qu'il promettait de s'acquitter. Le crédit qu'on lui avait accordé disparaît quand la faillite l'atteint. Au surplus, il serait pratiquement impossible sans prolonger indéfiniment la liquidation des biens du failli de tenir compte des différents termes dont les créances peuvent être affectées ; il importe donc, pour la bonne administration de la procédure de faillite, que tous les créanciers puissent recevoir en même temps leurs dividendes.

La même solution s'applique à la liquidation judiciaire.

B) *Déconfiture* :

Bien que la loi ne range pas la déconfiture dans le cas de déchéance du terme, il est certain que le débiteur non commerçant se trouve déchu du bénéfice d'un délai de grâce, s'il tombe en déconfiture. La déconfiture est l'insolvabilité notoire. Or, tout crédit devient impossible en faveur d'un débiteur qui n'offre plus aucune solvabilité. Tout espoir de paiement se trouve anéanti (1).

C) *Diminution des sûretés* :

Si les sûretés qui avaient permis aux juges de différer le paiement, en accordant un crédit au débiteur, viennent à dispa-

(1) D. P. 92. 1. 281. Civ. 30 mars 1892.

raître, le créancier se trouve en droit, aux termes de l'article 1188, de ne plus attendre l'échéance du délai de grâce et de réclamer l'exécution immédiate. Il en serait ainsi au cas où le débiteur aurait amoindri par son fait la valeur d'un fonds de commerce donné en nantissement.

La diminution des sûretés peut ne pas être le fait du débiteur, elle peut provenir d'un cas fortuit. Il n'y a pas, dans ce cas, de déchéance du terme, car l'article 1188 ne l'admet que si la diminution des sûretés est le fait du débiteur.

A ces causes de déchéances prévues par l'article 1188 du Code civil et par l'article 444 du Code de commerce, il faut ajouter celles qui sont énumérées dans l'article 124 du Code de procédure civile : aux termes duquel la déchéance est encourue, si les biens du débiteur sont saisis à la requête d'autres créanciers, si le débiteur est en état de contumace (1), s'il est soumis à la contrainte par corps.

(1) Art. 465 et suiv. au C. d'instruction criminelle.

DEUXIÈME PARTIE

Le délai de grâce dans la législation contemporaine

Introduction à la deuxième partie

Aux époques de calme et de prospérité, pendant lesquelles l'argent était facile et les affaires fructueuses, la législation du Code civil suffisait pour remédier à la situation malheureuse, des débiteurs. On pouvait tabler sur l'avenir avec confiance, on établissait ses échéances avec certitude, le crédit s'accordait plus largement, car on savait qu'on allait être payé. Au besoin, si le débiteur se montrait par trop récalcitrant, la fameuse prison pour dettes le rappelait au respect des conventions.

Mais déjà, avec l'avènement du suffrage universel, se dessine un mouvement qui tend à relâcher les liens existant entre les créanciers et leurs obligés. La classe des débiteurs, plus nombreuse que celle des créanciers, commence à prendre une importance de plus en plus grande dans la société politique. Les Assemblées législatives se trouvent sous la dépendance de leurs électeurs : elles votent, pour conserver leur faveur, les lois qui conviennent le mieux à leurs intérêts particuliers. « On dit

que la loi est d'intérêt général, rappelle à ce propos M. Georges Ripert (1), quand elle répond à un nombre suffisant d'intérêt privés. »

Déjà le 20 février 1848 et le 9 mars 1848, interviennent des lois pour la libération des condamnés pour dettes. Puis, Napoléon III — qui vient d'instaurer le régime de l'empire parlementaire — fait voter, le 22 juillet 1867, une loi tendant à la suppression de la contrainte par corps. Pendant la guerre de 1870, des décrets et des dispositions législatives diverses établissent un moratoire pour plusieurs catégories de dettes. Après la commune et la libération du territoire, la France panse ses blessures et se relève dans l'ordre et le travail. Une longue période de paix succède aux années troubles de la guerre et de l'émeute, quand, un soir de juillet 1914, éclate un conflit terrible, dont on prévoyait l'achèvement rapide et qui dura plus de quatre ans. L'armistice s'établit au milieu de ruines considérables, tant matérielles que morales, qu'il fallut songer à réparer dans la mesure du possible, après l'enthousiasme de la victoire.

Quel sort allaient subir les contrats dans le bouleversement de toutes les conditions économiques et sociales ? Devrait-on faire subir aux seuls débiteurs les conséquences, imprévisibles au moment de la conclusion du contrat, d'une terrible catastrophe ? Pourrait-on obtenir la revision des conventions privées en ressuscitant la vieille clause : *rebus sic stantibus* ? La question fut très discutée. La jurisprudence du Conseil d'Etat admit la théorie de l'imprévision pour prononcer la revision des contrats administratifs, comme les fournitures de gaz et d'électricité. La jurisprudence civile résista à ces initiatives en vertu du principe qu'il ne peut pas y avoir de revision du contrat

(1) Ripert. Le Régime démocratique et le Droit civil moderne, p. 33.

pour imprévision et que les conventions doivent être tenues telles qu'elles ont été conclues.

Le législateur intervint alors pour autoriser dans des cas spéciaux la modification des contrats. Telles furent notamment les lois sur les loyers.

Après une période de prospérité factice, due en partie à la chute de notre monnaie, succéda une crise économique mondiale. Dès 1931, on constata en France une diminution sensible de l'activité nationale. Les industriels et les commerçants furent durement touchés. Il fallut les aider à traverser cette période difficile, c'est pourquoi le Parlement vota différentes lois sur les billets de fonds, avant d'adopter celle du 29 juin 1935, sur la réduction du prix des fonds de commerce, et celle du 21 août 1936, instituant un moratoire automatique.

A l'heure actuelle, un grand nombre de personnes se trouvent dans la gêne et l'embarras. L'agriculteur ne vend plus ses produits, le chômage qui s'aggrave et les prix qui s'élèvent réduisent la capacité d'achat du consommateur, d'où baisse du chiffre d'affaires. Tous ces faits ne constituent pas des cas de force majeure pouvant exonérer un débiteur de ses obligations ; d'autre part, les magistrats ne peuvent pas utiliser, pour modifier les contrats, la théorie de l'imprévision repoussée par la Cour suprême.

L'article 1244 du Code civil se trouvait insuffisant pour pallier la situation tragique dans laquelle se trouvaient certains débiteurs. Il fallut étendre et assouplir l'application du délai de grâce. Ce fut l'objet de la loi du 25 mars 1936, modifiée par celle du 20 août 1936.

Etudier l'extension donnée au délai de grâce, par la législation contemporaine, tel est l'objet de cette deuxième partie.

Nous verrons d'abord les dispositions prises à cet égard, au lendemain de la guerre, en faveur des locataires.

Nous examinerons ensuite les mesures relatives aux commerçants et aux industriels touchés par la crise.

Nous montrerons comment, par les lois du 25 mars et du 20 août 1936, on a étendu à tous les débiteurs malheureux et de bonne foi, la possibilité d'obtenir plus facilement des délais de grâce.

CHAPITRE PREMIER

Le délai de grâce et les locataires

SECTION I. — LE RÉGIME DES MORATOIRES.

Le locataire est un débiteur qui doit s'acquitter de son obligation de deux manières : en payant son loyer aux périodes fixées et en restituant la chose louée à l'époque convenue.

Pendant la guerre, toute une série de décrets moratoires, dont le premier est du 14 août 1914, puis une loi, en date du 9 mars 1918, accordèrent à certaines catégories de locataires un délai pour se maintenir dans les lieux (articles 14 et 18, loi du 9 mars 1918).

Toutes ces dispositions étaient exceptionnelles et limitées, ou peu s'en faut, à la période des hostilités ; si bien que la guerre finie, le gouvernement fut désarmé pour intervenir en faveur des locataires.

La crise des loyers devenant de plus en plus aigüe, par suite du ralentissement des constructions et de l'afflux dans les villes des populations rurales, une réglementation du régime des baux s'imposa. C'est alors qu'une loi du 31 mars 1922, votée sous le titre de « loi portant fixation définitive de la législation sur les loyers », accorda de nouvelles prorogations.

Cette loi « définitive » fut suivie d'une quantité considérable de textes, dans le détail desquels nous n'entrerons pas, accordant de plein droit, à certaines catégories de locataires, des prorogations de loyers.

SECTION II. — L'APPLICATION DU DÉLAI DE GRÂCE.

A) *Loi du 30 décembre 1922 :*

On ne pouvait pas cependant se désintéresser des locataires qui ne bénéficiaient pas des moratoires divers accordés par le législateur. Ceux-là aussi étaient victimes de la crise des logements, qui sévissait tout particulièrement dans les grands centres urbains. Parvenus à fin de bail, sans droit aux prorogations de loyer, ils se trouvaient menacés d'expulsion. L'article 1244 du Code civil allait-il leur venir en aide ? Son application fut réclamée, mais constamment écartée par la commission supérieure de cassation, sous le prétexte qu'il était inapplicable en matière de loyers.

En raison de cette jurisprudence, critiquable puisque l'art. 1244 s'applique à toutes les obligations sans distinctions, le Gouvernement fit voter la loi du 30 décembre 1922, tendant à surseoir aux expulsions des locataires. Cette loi consacrait l'extension du délai de grâce de l'article 1244 du Code civil à la matière des loyers. Elle permettait au juge de paix, lorsque le loyer était inférieur à 1.000 francs et au juge des référés, lorsque le loyer ne dépassait pas 8.000 francs, de surseoir à l'expulsion de certains locataires, sous forme d'un délai de grâce, limité dans le temps, puisqu'il ne pouvait pas dépasser le 1^{er} juillet 1923. « Ce n'est pas seulement pour raison de terminologie, déclarait au Sénat le rapporteur, M. Morand (1), que le texte emploie les mots de « délai de grâce » au lieu du terme « prorogation », c'est pour que dans une interprétation juridique exacte les magistrats chargés d'appliquer la loi puissent se référer aux directives de l'article 1244 du Code civil et évitent de

(1) Sénat. Séance du 30 décembre 1922. *J. O.*, 31 déc. 1922, p. 1624 et 1625.

confondre la prorogation, droit accordé aux locataires avec le délai de grâce, faveur momentanée et transitoire. »

Ajoutons que la prorogation permettait aux locataires la continuation du bail, tandis que le délai de grâce ne perpétuait pas le titre locatif : les poursuites commencées à l'encontre de l'occupant sans droit n'étaient pas annulées par l'effet du délai, mais simplement suspendues, de sorte qu'à l'expiration du terme de grâce, le propriétaire pouvait sans nouvelle décision du juge, expulser immédiatement l'occupant.

Le délai de grâce étant accordé en vertu de l'article 1244 du Code civil, le débiteur qui le sollicitait devait justifier qu'il ne disposait pas d'une autre habitation et qu'il était de bonne foi, c'est-à-dire qu'il avait fait ce qu'il avait pu pour se procurer un nouveau logement et qu'il avait rempli, vis-à-vis du bailleur, toutes ses obligations.

La loi du 6 juillet 1923 prorogea jusqu'au 1^{er} juillet 1924 la durée du délai de grâce prévu par la loi précédente.

B) *Loi du 16 avril 1930 :*

Lorsque l'effet de ces différentes lois expirait par la survenance du terme fixé pour leur application, les tribunaux n'avaient plus de textes à leur disposition pour intervenir en faveur des locataires menacés d'expulsion.

Le Parlement était sur le point de modifier la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux commerciaux, et bien des locataires commerçants envisageaient avec confiance le bénéfice de la loi en préparation, mais, parvenus à fin de bail, ils risquaient de se voir condamner à des dommages-intérêts, ou de supporter les frais d'une procédure d'expulsion, s'ils se maintenaient dans les lieux. Le législateur dut intervenir à nouveau et, par la loi du 16 avril 1930, décida que même après l'expiration des délais concédés aux locataires, soit par les lois successives

sur les baux commerciaux et industriels, soit par des décisions de justice rendues en vertu de ces lois, le juge des référés pourrait accorder aux locataires menacés d'expulsion un délai de grâce ne dépassant pas six mois.

Néanmoins, ce sursis, qualifié de « délai de grâce », ne se rattache pas à l'article 1244 du Code civil, selon les déclarations faites au Sénat par le rapporteur, M. Morand (1) : « Au lieu de nous en référer à l'article 1244 et toujours pour nous mettre d'accord avec la Commission du commerce de la Chambre des députés, nous accordons un délai de grâce sans que celui-ci soit comme nous l'avions fait dans les lois précédentes rattaché au principe de l'article 1244 du Code civil. » La Chambre des députés voulait, en effet, que le sursis fut obligatoire. Le Sénat entendait, lui, conserver un caractère facultatif, afin d'empêcher le maintien dans les locaux de locataires qui, manifestement, n'y avaient aucune espèce de droit et qui pouvaient même le faire dans « un but malicieux et vexatoire ». On a donc fait de ce sursis un sursis judiciaire spécial, ayant ses règles propres, indépendant de la disposition de l'article 1244 du Code civil, qui recommande au juge de n'accorder que des délais modérés, avec une grande réserve. Pour que la loi du 16 avril 1930 fut applicable au locataire qui en sollicitait le bénéfice, il suffisait à ce dernier d'être de bonne foi, c'est-à-dire d'avoir respecté les clauses du bail et d'avoir payé son loyer (2). Cette loi s'appliquait (3), malgré les décisions définitives tendant à l'expulsion, ou malgré le jeu d'une clause résolutoire expresse.

C) *Loi du 10 mars 1932 :*

Le délai de grâce accordé en vertu de cette loi ne devait

(1) Documents parlementaires. Rapport de M. Morand. 4 février 1930. Sénat, annexe 18.

(2) Déclarat. de M. Luques. Ch. des dép. *J. O.* 1^{er} déc. 1929, p. 3719.

(3) *J. O.*, p. 1158. 21 mars 30. Chambre.

pas dépasser six mois, et la loi sur la revision de la propriété commerciale était toujours en instance devant le Parlement... Permettrait-on l'expulsion des locataires susceptibles de se prévaloir des nouvelles dispositions législatives et qui, dans cette pensée, restaient toujours dans les lieux loués ? Une nouvelle loi, en date du 10 mars 1932, maintint de plein droit, dans les lieux, jusqu'au 1^{er} juillet 1932, certaines catégories de locataires, et autorisa le juge des référés à accorder un délai de grâce en faveur des locataires de bonne foi, qui, ne rentrant pas dans les catégories privilégiées, n'avaient aucun titre à se maintenir dans les lieux. Les juges furent invités à se montrer très libéraux : « Qu'ils prennent en considération, pour s'opposer à l'expulsion, la présence dans les locaux d'un locataire ayant des droits incontestables (au bénéfice de la loi en préparation sur la propriété commerciale), ainsi que les raisons d'humanité et d'intérêt général », déclarait M. Fiancette (1) à la Tribune de la Chambre des députés.

Les lois sur les loyers consécutives à la guerre commencent donc à étendre le champ d'application du délai de grâce, que la jurisprudence refusait auparavant d'accorder aux locataires menacés d'expulsion. Ces textes sont limités quant à leur objet et quant à leur durée, mais par les mesures qu'ils prévoient, ils inaugurent la nouvelle législation sur le terme de grâce, qui se développera dans les différentes dispositions prises en faveur des commerçants, des industriels ou des agriculteurs. Le juge des référés, auquel on refusait jadis le pouvoir d'attribution, devient compétent pour octroyer des délais, qu'il accordera, bien qu'une décision définitive soit intervenue, ce qui est une atteinte à la règle précédemment étudiée de

(1) *J. O.* 16 février 1932, p. 681.

l'article 122 du Code de procédure civile, ou qu'une clause résolutoire ait joué, ce qui contrevient aux effets de la libre volonté des parties.

Nous retrouverons ces dispositions dans les lois que nous allons examiner sous l'angle de l'institution du délai de grâce.

CHAPITRE II

Le délai de grâce et les commerçants

SECTION I. — LES DÉLAIS POUR ACQUITTER LES BILLETS DE FONDS.

Dès 1931, la crise économique toucha fortement les commerçants. Les plus à plaindre étaient ceux d'entre eux qui avaient acquis leur fonds de commerce à l'époque de la prospérité, c'est-à-dire à un prix correspondant au chiffre d'affaires que leurs vendeurs avaient fait pendant les années d'abondance. Les acquéreurs avaient, comme de coutume, payé une partie de leur prix comptant. Ils devaient ensuite se libérer du solde, au moyen de billets souscrits à l'ordre de leurs vendeurs, à des échéances déterminées. Au montant en principal de chacun de ces billets, s'ajoutait, en général, un intérêt qui n'était guère inférieur à 6 %. Lorsque, sous la pression des circonstances, le chiffre d'affaires vint à diminuer dans des proportions considérables, bien des commerçants furent dans l'impossibilité d'acquitter à leur échéance les billets qu'ils avaient souscrits. Ils se virent acculés à la faillite ou à la dépossession de leur fonds pour inexécution des conditions du contrat relatives au paiement.

§ 1^{er}. — *Loi du 5 juillet 1933.*

Les commerçants ont toujours eu, auprès des assemblées parlementaires, une influence prépondérante. Ils forment en

majorité cette classe moyenne, qui est l'armature de l'édifice économique et social de notre pays. C'est pourquoi, dès juillet 1932, nos législateurs se préoccupèrent de leur sort. Les lois en vigueur ne permettaient pas, en effet, de leur venir en aide : les articles 157 et 187 du Code de commerce mettant obstacle à l'application de l'article 1244, il fallut introduire dans notre législation des textes dérogoatoires à ces dispositions impératives.

Plusieurs projets de loi tendant à proroger l'échéance des billets ou à en faciliter le paiement furent déposés à la Chambre des députés. Il serait fastidieux de les analyser. Contentons-nous de l'indiquer.

Le 29 décembre 1932, la Chambre vota un texte appliquant la disposition du paragraphe 2 de l'article 1244 au règlement des billets de fonds, quels qu'en fussent les porteurs, pendant deux ans, à dater de la promulgation de la loi, et à la condition que les billets aient été créés antérieurement à la promulgation. Les délais ainsi accordés pouvaient être renouvelés.

La commission sénatoriale du commerce et de l'industrie s'opposa au texte voté par la Chambre, parce qu'il lésait les intérêts des tiers porteurs et détruisait les principes posés dans les articles 158 et suivants du Code de commerce, en matière d'effets munis de la clause à ordre. Le projet s'appliquait enfin à une catégorie de commerçants plus spécialement parisiens, alors qu'en principe une loi doit être générale.

Malgré toutes ces objections, le Sénat vota un texte ratifié le lendemain par la Chambre. Ce texte devint la *loi du 5 juillet 1933*.

Par dérogation aux articles 157 et 187 du Code de commerce, et pendant le délai d'un an, à partir de sa promulgation, elle permettait au commerçant débiteur d'un effet à ordre, souscrit par lui le premier juillet 1932, de demander à l'échéance de

ce billet de s'en libérer partie en espèces, et le surplus en un nouveau billet payable à un an.

Si les parties ne se mettaient pas d'accord, le débiteur pouvait, dans la huitaine de l'échéance, appeler le bénéficiaire ou le tiers porteur du billet, en référé, devant le président du tribunal de commerce. Ce dernier devait juger si la situation du débiteur était telle, en raison des circonstances économiques qu'elle justifiait de sa part une demande de délai. Dans ce cas, il fixait l'importance de la somme que le débiteur devait verser, sans qu'elle puisse être inférieure au $1/5$ du montant du billet. La décision rendue était sans appel. Le billet primitif conservait entre les mains du porteur tous ses effets à l'égard des endosseurs.

Ce texte, ainsi que les travaux qui le précédèrent, mérite quelques observations.

La Chambre avait proposé l'application de l'article 1244 aux effets de commerce. Le Sénat n'a pas adopté cette proposition. Quelle eut été la situation des débiteurs si le texte voté par la Chambre avait prévalu ?

Tout d'abord, il eût fallu que ces débiteurs sollicitassent les délais, non pas du Président du Tribunal statuant en *référé* mais du Tribunal de commerce statuant par *jugement*. D'où perte de temps.

En outre, la longueur de ces délais eût été soumise à la souveraine appréciation du Tribunal, tandis que le texte adopté précisait que le nouveau billet souscrit par le bénéficiaire du terme serait payable à *un an* de date.

L'article 1244 permettait de faire appel de la décision qui refusait ou accordait les délais, tandis que l'ordonnance rendue en vertu de la loi du 5 juillet 1933 est en dernier ressort.

On trouve enfin l'introduction du nouveau critérium de

détermination des délais : la « *conjoncture économique* », dont dépendra désormais l'attribution sollicitée.

Il y avait donc, à ces différents points de vues, des différences appréciables entre le délai de grâce de l'article 1244 du Code civil et le report d'échéance prévu par la loi du 5 juillet 1933.

§ 2. — *Loi du 26 février 1934.*

Mais cette loi ne visait que les billets à *échoir* souscrits par le débiteur antérieurement au 1^{er} juillet 1932.

Un arrêt de la deuxième Chambre de la Cour d'appel de Paris, en date du 18 juillet 1932, décida que la loi du 5 juillet 1933 ne s'appliquait pas aux billets *échus avant sa promulgation*.

Cet arrêt critiquait l'interprétation donnée par les appelants à la loi en question. Ceux-ci considéraient en effet que la loi du 5 juillet 1933 avait institué un moratoire général des billets de fonds, et suspendu toutes poursuites contre les souscripteurs : « Tel ne saurait être, indiqua la Cour, le caractère d'un texte conçu en termes précis, qui en limite l'effet dans le temps et dans l'application *aux seuls billets souscrits antérieurement au 1^{er} juillet 1932*, dont les souscripteurs auront, *dans la huitaine de l'échéance*, sollicité des délais du président du tribunal de commerce, statuant en référé. »

L'attribution prévue par la loi du 5 juillet 1933 devait être de droit strict, puisqu'il dérogeait aux articles 157 et 187 du Code de commerce, consacrant le principe du paiement à l'échéance exacte. On ne pouvait donc étendre le bénéfice de la loi au delà des conditions prévues : comme elle spécifiait que le débiteur pouvait demander des délais à l'échéance du billet, il fallait en conclure que l'octroi de tels délais était impossible pour les billets *échus antérieurement*.

Cette jurisprudence émut les groupements de commerçants ;

elle les inquiéta d'autant plus que la loi du 5 juillet 1933 n'avait nullement indiqué qu'il serait sursis aux poursuites au cas où les billets de fonds auraient déjà fait l'objet d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée. Aussi le gouvernement déposa-t-il, pour dissiper les craintes de vente forcée, un projet étendant les dispositions de la loi du 5 juillet 1933 *à tous les billets de fonds, qui se seraient trouvés échus avant la promulgation de la loi*. Tout souscripteur de ces billets pouvait désormais aller en référé pendant le délai d'un mois, à dater de la publication de la loi ; quand bien même ces effets auraient fait l'objet d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée et non exécutée.

Cette loi du 26 février 1934 étendait encore le bénéfice du délai de grâce, en violant d'une façon flagrante le principe de l'autorité due à la chose jugée, et celui de la non rétroactivité des lois, mais le chemin avait déjà été tracé par nos législateurs lors de la rédaction des lois sur les loyers. Le Sénat, qui s'avère plus volontiers le gardien des traditions juridiques, manifesta quelque émotion mais il adopta, malgré tous ses scrupules, le texte voté par la Chambre « en raison des périls d'une situation exceptionnelle ».

SECTION II. — LES DÉLAIS POUR ACQUITTER LE PRIX DES FONDS.

Ces dispositions législatives, malgré tout, parurent insuffisantes. Elles favorisèrent les souscripteurs de billets de fonds, mais laissaient de côté les acquéreurs de fonds de commerce qui s'étaient obligés à payer le solde de leur prix d'acquisition par acte authentique ou sous seings privés, sans avoir souscrit de billets à l'ordre de leurs vendeurs. Pour tous ceux-là — ils étaient nombreux, surtout en province, — la loi du 5 juillet 1933, modifiée par celle du 26 février 1934, était inapplicable. Il était

injuste de réserver exclusivement aux souscripteurs de billets de fonds la bénéfice d'un délai.

§ 1^{er}. — *Loi du 19 mai 1934.*

Le but de la proposition de loi présentée au Sénat le 5 décembre 1933, c'est-à-dire cinq mois après la promulgation de celle du 5 juillet 1933, fut d'autoriser tous les *débiteurs du prix* d'un fonds de commerce, et non plus seulement les débiteurs de billets à demander des délais de grâce, selon la procédure organisée par la loi du 5 juillet 1933.

Cette proposition reçut un accueil favorable de la part des commissions compétentes à la Chambre et au Sénat. Le texte primitif fut néanmoins chargé de nombreux amendements et modifié de telle façon qu'il faisait injure, suivant l'expression de M. Thoumyre, le père de cette proposition, à ceux des « sénateurs qui sont membres de l'Académie française ». La haute Assemblée mit en français et en style juridique les lignes « incompréhensibles ». Le texte nouveau fut adopté par la Chambre sans discussion et devint la *loi du 19 mai 1934*, aux termes de laquelle tout commerçant débiteur en tout ou en partie du prix d'un fonds de commerce, en vertu d'un acte de transmission ou d'attribution enregistré avant le 1^{er} juillet 1932, pouvait, jusqu'à l'expiration de l'application de la loi du 5 juillet 1933, se pourvoir en référé devant le président du tribunal de commerce, en vue d'obtenir des délais par application de l'article 1244 du Code civil. Le président devait juger si la situation du débiteur était telle, en raison des circonstances économiques qu'elle justifiait de sa part une demande de délais.

La durée d'application de cette loi, remarquons-le, ne dépassait pas deux mois, puisqu'elle ne recevait exécution que pendant le délai imparti par la loi du 5 juillet 1933, dont le béné-

fice n'avait été accordé que pendant un an, à dater de sa promulgation, c'est-à-dire du 6 juillet 1933 au 6 juillet 1934.

Visant toutes les acquisitions résultant d'une vente ou d'une attribution (1), cette loi rattachait expressément à l'article 1244 du Code civil le délai que le président du tribunal était autorisé à accorder. On se rappelle que le Sénat avait refusé, lors de l'élaboration de la loi du 5 juillet 1933, d'appliquer les dispositions de cet article du Code civil au texte qu'il discutait. L'objection formulée à cet égard par la haute Assemblée se concevait, puisque les règles d'application du délai que le président du tribunal était autorisé temporairement à accorder était bien différentes de celles que nous avons étudiées avec l'article 1244 du Code civil. Néanmoins, la loi nouvelle, tout en maintenant les règles de la procédure instituée par la loi du 5 juillet 1933, se référait à l'article 1244 du Code civil ; ce qui sans, doute, était une façon d'accentuer le caractère purement facultatif, et non pas obligatoire, du pouvoir d'ajournement accordé au président du tribunal.

La loi du 19 mai 1934 précisait un point qui avait été négligé par les auteurs des lois précédentes. Que serait-il advenu des délais de grâce, si le vendeur faisait jouer la clause inscrite dans la plupart des actes de vente, aux termes de laquelle la vente est résolue de *plein droit*, au cas de non paiement à l'une des échéances fixées au contrat ? Par l'exercice de l'action résolutoire le commerçant débiteur pourrait-il, malgré le délai obtenu, se trouver dépossédé de son fonds de commerce ? Pour parer à cette objection, la loi indiquait de façon formelle que l'exercice et l'effet de l'action résolutoire seraient suspendus jusqu'à l'expiration des délais accordés.

(1) *J. O.* : séance de la Chambre. 6 mars 1934. *J. O.* 7 mars 1934, p. 800 et suivantes.

§ 2. — *Loi du 6 juillet 1934.*

Le Parlement avait déjà voté trois lois sur la même question, celle des délais de grâce dont pouvaient bénéficier, dans les circonstances actuelles, les débiteurs du prix d'un fonds de commerce.

Chacun de ces textes avait paru, au cours de leur application, obscur ou insuffisant. Les lois du 5 juillet 1933 et 19 mai 1934 cessaient d'être applicables à la date du 5 juillet 1934. Depuis le mois de mai 1934, un projet sur la revision du prix des fonds était en instance devant les assemblées parlementaires; il était impossible d'obtenir un vote définitif avant l'expiration des effets des lois précitées.

Comme il importait de ne pas en détruire le bénéfice, une quatrième disposition fut déposée le 26 juin 1934 sur le bureau de la Chambre des députés. Elle tendait à proroger et à compléter les lois des 5 juillet 1933 et 19 mai 1934.

Au cours de la discussion, le désir du *moratoire* des dettes du prix de vente des fonds de commerce s'exprima par le dépôt d'un contre-projet présenté par le groupe socialiste de la Chambre. Cette proposition tendait à « suspendre jusqu'au 1^{er} janvier 1935 toutes actions et toutes instances en vertu du droit commun ou des lois d'exception, de même que toutes exécutions conséquentes desdites actions et instances engagées par suite de non paiement des sommes restant dues sur un fonds de commerce ou sur un immeuble qui aurait été vendu en même temps que le fonds au même acheteur par le même vendeur ». Rédigé dans un style auquel on peut, tout au moins, reprocher son défaut de concision, ce contre-projet fut combattu par le ministre du Commerce, soucieux d'éviter l'atteinte au crédit commercial qui résulterait d'un moratoire de droit. Nous verrons plus loin que cette résistance ne fut pas de très

longue durée : deux ans plus tard, le groupe socialiste de la Chambre obtint gain de cause.

La loi du 6 juillet 1934 prorogeait jusqu'au 1^{er} juillet 1935 l'application de la loi du 19 mai 1934.

Elle renouvelait pour toutes les dettes qu'elle visait le sursis aux poursuites engagées en vertu d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Elle modifiait la législation précédente, en ce qui concerne les endosseurs. La loi du 5 juillet 1933 rendait inopposable à leur égard les délais accordés au débiteur principal ; l'article 4 de la loi du 6 juillet 1934 contredit cette disposition en spécifiant que les délais bénéficieraient à tous les tiers qui pourraient être tenus avec le débiteur principal, soit en qualité de caution, ou à quelque titre que ce soit.

Toutes ces dispositions avaient pour but d'adoucir à l'égard des commerçants débiteurs du prix d'un fonds de commerce la rigueur des articles 157 et 187 du Code de commerce. Sans doute fallait-il, pour y déroger, un texte formel. Mais en s'écartant des règles traditionnelles posées par le Code civil, et le Code de procédure pour l'application du délai de grâce, le législateur manifestait sa crainte de voir les magistrats donner une interprétation trop juridique — disons le mot — de leur pouvoir d'attribution. Aussi prit-il le soin de le déterminer, pour éviter une sous-estimation du délai par le juge.

Cette efflorescence de textes divers autour d'une même pensée devait se confondre en un rameau unique par l'application de la loi du 29 juin 1935 sur le règlement du prix de vente des fonds de commerce.

§ 3. — *Loi du 29 juin 1935.*

A) Origine et but de la loi.

Les lois que nous venons d'étudier avaient permis aux

commerçants d'obtenir du président du Tribunal de commerce, statuant en référé, des délais de grâce pour le règlement du prix de leur fonds. Ces délais ne pouvaient pas dépasser l'échéance du 1^{er} juillet 1935. Ils étaient donc insuffisants pour permettre aux commerçants de traverser la période très difficile qui se prolongeait, et pendant laquelle se dévalorisaient chaque jour davantage les éléments d'actif de leur fonds de commerce. La crise était d'ailleurs devenue tellement aiguë que l'octroi des délais paraissait un palliatif de bien maigre portée aux embarras grandissants des maisons commerciales. Les commerçants insistèrent auprès des pouvoirs publics pour obtenir non plus seulement un aménagement des échéances de leurs dettes, mais aussi une décharge des obligations qui pesaient sur eux et auxquelles ils ne pouvaient plus faire face. Ne serait-ce pas, disait-on, l'intérêt des créanciers de consentir une réduction de prix, et de toucher avec certitude une créance diminuée, plutôt que de recevoir une faible petite partie de la créance totale dans la faillite du débiteur. Si le créancier répliquait en arguant de son privilège de vendeur, on lui représentait le montant des impôts impayés que le fisc prélèverait avant lui. S'il menaçait de faire vendre le fonds par application de la loi du 17 mars 1909, on lui démontrait que le prix de la vente forcée, par suite de la baisse de valeur des fonds, serait loin d'atteindre le montant de sa créance. On mit donc en avant l'intérêt des deux parties pour justifier l'attaque qui allait être à nouveau livrée contre le principe de la force obligatoire des conventions, considérée cependant jusqu'à nos jours comme la pierre d'angle de notre édifice social.

La loi du 29 juin 1935 contient trois sortes de dispositions :

1^o elle comporte des mesures destinées à octroyer des délais et des remises d'intérêt aux débiteurs du prix des fonds ;

2° elle envisage sous certaines conditions une réduction du prix en principal pour lésion ;

3° elle édicte certaines règles pour assurer la bonne foi et la loyauté dans les actes de vente.

Nous nous bornerons à examiner les mesures relatives aux délais que le débiteur est en droit de solliciter, les autres dispositions de la loi du 29 juin 1935 ne rentrant pas dans le cadre de cette étude.

B) *Historique de la loi.*

Il est impossible d'exposer ici les discussions nombreuses et passionnées auxquelles donnèrent lieu l'élaboration de la loi du 29 juin 1935. Rappelons que cette loi est issue d'une transaction entre la Chambre et le Sénat. Celle-ci, sous la pression des groupements de commerçants, avait une tendance à se livrer à des opérations chirurgicales sur les créances des prix de vente, sans trop se préoccuper de leurs conséquences pour l'économie du pays. La haute Assemblée se montrait au contraire fidèle à la nécessité de respecter les principes juridiques les mieux établis, comme le respect des conventions : elle désirait seulement donner aux débiteurs une médecine lénifiante sous la forme de délais.

La Chambre, après avoir discuté plusieurs propositions, vota, le 11 décembre 1934, un texte adoptant la théorie de l'imprévision et autorisant tout acquéreur d'un fonds entre le 1^{er} juillet 1925 et le 1^{er} juillet 1933 à demander une réduction du prix, limitée toutefois à la plus-value réalisée par le vendeur sur son prix d'achat.

Au Sénat, ce texte fut vivement critiqué, comme « susceptible de provoquer de graves dommages dans la situation économique et financière où se trouve le pays » et de « saper les fondements mêmes du droit ». M. le sénateur Calmels déposa un contre-

projet, qui fut voté, se bornant à accorder des délais par application de l'article 1244 du Code civil.

La Chambre, par manière de protestation, reprit de la première à la dernière ligne le texte qu'elle avait déjà adopté. Transmis au Sénat, ce projet fut de nouveau repoussé : la haute Assemblée rejetait toujours le principe de la réduction du capital de la dette.

En définitive, et de guerre lasse, un compromis intervint : les deux assemblées se mirent d'accord sur un texte qui accordait des délais, et qui admettait une réduction judiciaire du prix, si l'acquéreur justifiait qu'il avait été lésé de plus du tiers au moment de la vente. La loi tant attendue du 29 juin 1935 sur le règlement du prix des fonds de commerce était née. Mais, dès sa naissance, on envisagea de lui donner une remplaçante.

C) Nature du délai.

Sous l'empire de la loi du 29 juin 1935, il n'y a pas encore de moratoire de plein droit pour les dettes de prix de vente de fonds. Les délais qui sont accordés par le président du Tribunal de commerce sont des délais de grâce. Les travaux préparatoires, ainsi que les conditions d'application de la loi ne laissent aucun doute à cet égard. L'article 1^{er} qui permet au débiteur d'obtenir des délais a pour origine le contre-projet déposé par M. le sénateur Calmels (1), « tendant à octroyer des délais par application de l'article 1244 du Code civil ». Le texte adopté ne porte pas de référence à l'article 1244 du Code civil ; néanmoins, la liberté d'appréciation laissée au magistrat pour accorder ou refuser le terme sollicité rattache le délai de la loi du 29 juin à celui déterminé par l'article 1244 du Code civil. Au contraire des dispositions incluses dans les

(1) *J. O.* 29 mars, p. 477. Séance du 28 mars 1935.

lois précédentes, aucune limitation du sursis à une date extrême n'est précisée, aucune obligation d'un paiement immédiat d'une fraction de la créance n'est imposée. Le juge a toute latitude, pour fixer la durée du délai et pour établir les nouvelles échéances du prix à payer.

Si le bénéfice de la loi du 29 juin 1935, en ce qui concerne les délais, doit être rattaché, comme nous le pensons, à l'art. 1244, le magistrat ne devra faire usage de son pouvoir d'attribution qu'avec une « grande réserve », en accordant des « délais modérés ». Il ne semble pas que la loi ait été appliquée partout et toujours dans cet esprit. Cependant, par la faculté laissée au débiteur (article 1^{er}) de solliciter le renouvellement du délai s'il était insuffisant à son rétablissement, elle semblait inciter le magistrat à ne concéder que les termes strictement indispensables.

D) Conditions exigées pour en bénéficier :

Pour bénéficier des délais, il fallait, suivant l'article 1^{er} de la loi du 29 juin :

1^o Etre commerçant débiteur en tout ou en partie du prix d'un fonds de commerce. Le texte de la loi ne précisait pas si les héritiers d'un commerçant décédé, alors qu'il était dans les conditions voulues pour s'en prévaloir, ou si l'ancien commerçant jouissait de la faculté d'obtenir ces délais, bien que M. Pernot, afin d'éviter toute ambiguïté, ait proposé, mais sans succès, d'adopter cette formule : « toute *personne* débitrice en tout ou en partie ».

Les souscripteurs des effets à ordre étaient naturellement assimilés aux acquéreurs d'un fonds de commerce, et bénéficiaient de la loi, ainsi que leurs ayants cause.

Les délais étant accordés pour le paiement du prix d'acquisition, le commerçant qui avait contracté un emprunt ne pouvait

pas opposer le bénéfice de la loi à son prêteur qui poursuivait la vente forcée en vertu d'une inscription de nantissement. S'il apparaissait cependant au président que l'emprunt avait été concomitant à l'achat, et fait au vendeur en vue de son remboursement, des délais pouvaient être accordés à l'acquéreur.

2^o Il fallait, en outre, que l'acte de transmission fût passé avant le 1^{er} juillet 1933. Pourquoi le Parlement avait-il fixé cette date-limite ? Nos législateurs voulaient éviter que les commerçants acquéreurs d'un fonds en période de crise, c'est-à-dire en pleine connaissance de cause, pussent bénéficier des avantages réservés à ceux qui, ayant acquis leur fonds de commerce au moment de la prospérité, étaient en droit de compter pour amortir le prix de leur achat sur les bénéfices que la crise avait fait disparaître.

Notons que le Sénat avait tout d'abord proposé comme date limite celle du 1^{er} juillet 1932. Il accepta finalement la date du 1^{er} juillet 1933.

E) *Procédure :*

Il est inutile d'insister sur les différentes formalités qu'il était nécessaire d'accomplir pour bénéficier des délais. Afin de mieux saisir l'esprit et la portée de la loi, indiquons cependant que le délai envisagé, n'ayant pas le caractère d'un moratoire, n'était pas accordé de plein droit. Il était sollicité par le débiteur qui saisissait le Président du tribunal de commerce, seul compétent en l'espèce, par une requête et une déclaration faite au greffe. Un délai avait été imposé pour former la demande de sursis ; il expirait le 1^{er} décembre 1935.

Les parties, c'est-à-dire l'acquéreur, le vendeur ou les ayants cause, les tiers porteurs ou les cessionnaires de la créance, étaient convoqués par devant le Président du tribunal de commerce, qui tentait une conciliation. Si cette tentative demeu-

rait infructueuse, le président (ou son délégué) faisait connaître sa décision au moyen d'une ordonnance. Libre de régler à sa guise l'aménagement des dettes, il pouvait par une même décision, procéder au règlement des échéances passées et non payées, ainsi que des échéances à venir « après avoir pris, le cas échéant, tous renseignements utiles. » L'article 4 de la loi du 29 juin 1935 lui permettait également de réduire, à partir du jour de la demande, le montant des intérêts conventionnels et moratoires. Cette prérogative dépassait le cadre d'une simple allocation de délais.

La décision du magistrat était sans appel (article 4, alinéa 2) ; l'opposition était cependant recevable, si l'ordonnance avait été rendue par défaut (déclaration de M. Maulion et de M. Lugol, au Sénat, sur intervention de M. Linyer).

F) *Effets :*

a) *Suspension des poursuites :*

Le premier effet de la loi du 29 juin 1935 fut de suspendre de plein droit les poursuites et les exécutions jusqu'au délai imparti aux débiteurs pour former leur demande. Ceux-ci ont donc bénéficié d'un véritable moratoire, qui a duré du 30 juin 1935 au 30 novembre 1935.

La suspension des poursuites se prolongeait depuis le moment où une demande avait été introduite jusqu'à ce qu'une ordonnance intervint. Enfin, le président, reprenant la formule établie par les lois précédentes, décidait qu'il serait sursis à l'exécution de toutes décisions judiciaires intervenues au sujet des dettes qu'il aménageait. Quant à l'exercice de l'action résolutoire, elle se trouvait suspendue pendant toute la durée du terme consenti.

Puisqu'il s'agissait d'une simple suspension des poursuites,

le créancier aurait pu, en principe, reprendre le fonds, par l'effet d'une clause résolutoire acquise antérieurement à l'obtention des délais, si le débiteur ne s'était pas acquitté à l'une des échéances fixées par le juge.

En fait, les poursuites demeuraient impossibles, car le débiteur avait introduit, en même temps qu'une demande de délais, une action en réduction de prix, qui se trouvait encore en instance devant le tribunal de commerce. Or, un arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 6 décembre 1935 (1), avait décidé que la créance du vendeur était incertaine, tant que le tribunal n'avait pas statué sur la question de la réduction, qui lui était soumise. Créance incertaine, donc poursuites d'exécution, et même saisie-arrêt, impossible !... Le créancier était désarmé par cette jurisprudence, tout à fait contestable : il avait entre les mains un titre exécutoire : l'ordonnance du président, qui n'avait plus aucune valeur !...

G) Opposabilité aux tiers des délais obtenus :

Si les tiers porteurs des billets de fonds ou les cessionnaires de la créance du vendeur s'étaient fait connaître, comme le prescrivait l'article 2, paragraphe 2, le greffe les convoquait pour la tentative de conciliation, en même temps que l'acquéreur et le vendeur du fonds. Ils avaient donc la possibilité de discuter les conditions de l'aménagement de la dette, de soulever des moyens d'irrecevabilité, pour préserver leur créance. L'ordonnance rendue leur était naturellement opposable, puisqu'ils y avaient été partie.

Au cas où les tiers — porteur et cessionnaires ne s'étaient pas conformés aux prescriptions de l'article 2, les décisions judiciaires, ainsi d'ailleurs que les accords amiables intervenus

(1) *Gaz. Palais*, 1936. 1. 261.

étaient à leur égard définitifs, sans tierce opposition possible, malgré leur défaut ou leur absence.

c) Extension aux garants et aux cautions des avantages accordés au débiteur principal :

Le bénéfice de la loi eut été bien illusoire, si le vendeur non payé avait eu la faculté de se retourner contre les co-débiteurs ou les cautions, qui auraient eux-mêmes exercé leurs recours en vertu du droit commun contre leur co-obligé. L'acquéreur du fonds aurait vu disparaître la plus grande partie de l'avantage qui lui avait été consenti. Aussi le législateur a-t-il décidé, dans l'article 6 de la loi, que les délais et toutes les réductions d'intérêt bénéficieraient à tous les tiers tenus avec le débiteur, soit solidairement, soit en qualité de caution, et à quelque titre que ce soit.

Nous n'avons examiné la loi du 29 juin 1935 que sous l'aspect du délai de grâce que les commerçants pouvaient obtenir. Nous avons volontairement passé sous silence les dispositions très importantes de cette loi relatives à la réduction du prix pour lésion, à l'exonération des intérêts, au retrait litigieux, estimant que ces questions débordaient le cadre restreint de notre étude.

En ce qui concerne le délai de grâce proprement dit, le législateur a mis à profit les enseignements résultant de l'application des lois précédentes pour essayer de construire une œuvre équitable ; nous retrouvons, coordonnées dans la loi du 29 juin 1935, les différentes mesures prises antérieurement par paliers, par à-coups, si l'on veut bien nous passer l'expression, en faveur des acquéreurs d'un fonds de commerce. Les droits des créanciers, cependant, paraissaient bien sacrifiés, parce que les décisions du juge demeuraient pour la plupart lettres mortes. Les débiteurs s'estimeront néanmoins insatisfaits. De ce mécontente-

ment naquit la loi du 21 août 1936, ou la transformation du délai de grâce en moratoire.

SECTION III. — LA TRANSFORMATION DU DÉLAI DE GRACE EN MORATOIRE, PAR LA LOI DU 21 AOÛT 1936.

Notre étude, ne concernant que le délai de grâce, nous devrions, en principe, laisser de côté l'examen des moratoires. Mais il y a une connexité si étroite entre les délais de grâce accordés aux commerçants et le moratoire dont ils bénéficient de par la loi du 21 août, que notre travail serait incomplet si nous n'examinions pas, pour en dégager l'esprit, l'origine, les conditions d'application et les effets de la loi « tendant à permettre l'octroi de délais aux commerçants industriels et artisans », car tel est le titre officiel de la loi du 21 août.

A) *Origine et but :*

Sous l'empire de la loi du 29 juin 1935, les débiteurs du prix d'un fonds de commerce devaient justifier d'une lésion de plus de 33 % de la valeur réelle du fonds, pour obtenir une réduction. En outre, cette lésion devait exister au moment du contrat. Elle était assez difficile à déterminer, de sorte que bien des commerçants virent leur demande de réduction rejetée et leurs espoirs déçus, faute par eux d'avoir prouvé qu'ils avaient été lésés au moment de l'achat du fonds.

Les comités de liaison et les unions de commerçants agirent à nouveau et se firent donner la promesse qu'on se préoccuperait de leur sort. La Chambre, en effet, discuta et vota un projet tendant à établir une réduction automatique du prix des ventes de fonds. Ce texte est en instance devant le Sénat qui ne l'avait pas examiné au moment où nous écrivions ces lignes.

En attendant l'adoption de cette loi nouvelle sur la réduction du prix de vente, il fallait régler le sort des dettes. Comme les sommes déjà versées au vendeur ne pouvaient pas être répétées, beaucoup de commerçants refusèrent de payer le montant des échéances aménagées par décision du tribunal de commerce, avant que leur situation de débiteur ne fût définitivement établie.

La Chambre, élue au mois de mai 1936, après s'être préoccupée de la condition des ouvriers, tourna ses regards vers « les classes moyennes » — celles des commerçants, industriels et artisans — et vota, pour leur venir en aide, la loi du 21 août 1936.

B) Préparation :

Le Gouvernement avait primitivement déposé un projet ainsi conçu : « Nonobstant toute clause résolutoire contraire, ou toute décision judiciaire antérieure non encore exécutée, tout débiteur, s'il est de bonne foi, peut obtenir des délais pour le paiement des dettes visées à l'article 2. »

A ce texte fut opposé un contre-projet émanant du groupe de défense du moyen et du petit commerce, tendant à suspendre de plein droit, à l'égard de tous commerçants, industriels, artisans, vendeurs de fonds non payés, et à raison de certaines dettes, toutes poursuites et demeures d'exécution, ainsi que toutes mesures conservatoires susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession.

C'était encore un délai de grâce que le projet gouvernemental voulait octroyer. La proposition parlementaire, dont la rédaction avait été confiée à M. Bergery, tendait à établir un moratoire immédiat des poursuites. « Moratoire limité sans doute à certaines dettes, mais moratoire automatique, déclarait, en

s'y opposant, M. le ministre du Commerce (1). C'est ce principe de l'automatisme qui nous paraît regrettable, poursuivait-il. Nous aurions préféré l'octroi de délai selon une procédure simple, mais sous le contrôle du juge, et permettant une discrimination entre les débiteurs de mauvaise foi et les débiteurs de bonne foi. »

La Chambre avait donc à arbitrer le conflit qui mettait aux prises les partisans du moratoire et ceux d'un simple délai concédé par le juge.

Ceux-ci disaient : « Protégez les commerçants contre les poursuites et contre les frais ; ne les mettez pas dans l'obligation d'entrer de nouveau dans la procédure ; ils seraient dans l'impossibilité de faire face aux frais qu'elle entraînerait » (M. Garchery).

Ceux-là soutenaient qu'un moratoire ne pouvait « qu'arrêter les transactions, les rendre incertaines et provoquer la ruine de nombreuses gens qui, ayant vendu le fonds de commerce qui les faisait vivre, ne pourraient recevoir la moindre redevance d'une créance cependant parfaitement justifiée (M. Peissel).

Par 209 voix contre 189 fut repoussé le contre-projet accordant un moratoire de plein droit à tous les commerçants, industriels ou artisans sans distinction de situation ou de disponibilités.

Lorsque la discussion fut reprise le 8 août 1936, le gouvernement fit volte-face. Il abandonna le principe du délai de grâce et adopta celui de moratoire de plein droit, qui était l'essentiel de la proposition rejetée au cours de la séance de la veille, en limitant toutefois le champ d'application de cette proposition, quant aux bénéficiaires, quant à l'objet des dettes, et quant à la durée d'application.

(1) J. O. du 8 août 1936. Chambre députés, n° 2514.

Ce projet voté par les assemblées après adoption d'un amendement tendant à permettre au créancier de poursuivre, sous certaines conditions, le recouvrement de sa créance, devint la loi du 21 août 1936.

C) *Conditions d'application :*

1^o *Quelles personnes doivent profiter de la loi du 21 août ?*

Les artisans, les commerçants, les industriels qui n'ont pas été imposés au titre de l'impôt général sur le revenu au cours de l'année 1935, nous dit l'article 1^{er}. Le critérium de la bonne foi ou de la mauvaise foi disparaît ; il est remplacé par le rôle des impositions du débiteur, « la seule chose vraiment nouvelle qu'il y ait dans ces lois, écrit M. Georges Ripert (1), après avoir critiqué la législation récente en faveur du débiteur, c'est la classification des sujets de droit d'après leur fortune. Nous avions déjà des lois qui subordonnaient la recevabilité de certaines réclamations à la qualité de non contribuable, mais il s'agissait de l'octroi de faveurs publiques. C'est la première fois que le législateur a inscrit, dans une loi civile, une division des sujets en deux classes, pour faire dépendre le droit du créancier de la classe sociale à laquelle appartient le débiteur. »

La loi s'applique également aux sociétés de quelque nature qu'elles soient, à la condition qu'elles ne soient pas inscrites au rôle de l'impôt général sur le revenu. Il est fait exception, toutefois, pour les établissements à succursales multiples ou à prix unique et pour les établissements de crédit.

Précisons que les débiteurs étrangers ne peuvent bénéficier de la loi que s'ils justifient d'une résidence de cinq ans en France (article 3, alinéa 3).

(1) *Ripert*. Le droit de ne pas payer ses dettes. *Chronique*. Recueil hebdomadaire Dalloz, 8 octobre 1936.

2° *A quelles dettes s'applique le moratoire.*

a) D'abord aux dettes contractées antérieurement au 1^{er} janvier 1935, à l'occasion de l'acquisition d'un fonds de commerce ou artisanal. Le terme à l'« occasion » est équivoque et pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation, si l'on n'était éclairé par les travaux préparatoires : Le sénateur Bachelet avait déposé un amendement en vue d'étendre le moratoire non seulement aux dettes contractées à l'occasion de l'acquisition, mais aussi à l'occasion de la création d'un fonds de commerce ou de l'achat de l'immeuble dans lequel la profession est exercée. Cet amendement fut combattu par le rapporteur de la commission de législation, en ces termes : « Je traduis « la thèse que (notre collègue) vient de soutenir par cette formule « extrêmement simple : le moratoire de toutes les dettes commerciales sans exception. Pour créer un commerce, il faut « un immeuble, des marchandises, un matériel ; pour les raisons « que j'ai indiquées, je prie notre collègue de ne pas insister « pour le maintien de cet amendement (1) ». Le rapporteur avait, en effet, nettement indiqué quelques instants auparavant : « Voici les dettes qui peuvent profiter du bénéfice de la loi. Ce sont les acquisitions de fonds de commerce, et les acquisitions artisanales. » Et devant la Chambre, M. Bergery déclarait (1) : « J'ajoute que vous ne risquez pas, excusez le mot, le carambouillage que certains redoutaient, car les dettes pour achats de marchandises ne sont pas comprises parmi celles qui sont visées par la loi. »

Il faudra donc circonscrire le moratoire aux dettes strictement relatives à l'achat du fonds et non pas l'étendre à toutes

(1) *J. O. Sénat.* Séance du 13 août 1936, p. 1351.

(1) *J. O.* du 9 août 1936. Séance du 8 août, p. 2595. — *V. Gaz. Pal.* 4 mars 1937. Tribunal civil de St-Brieuc, 14 janvier 1937.

celles qui, de près ou de loin, se rapporteraient à cette opération juridique.

b) Le moratoire s'applique également aux engagements locatifs de nature commerciale, industrielle ou artisanale, contractés avant le 1^{er} janvier 1935, à condition que les termes de loyers impayés soient échus avant la promulgation de la loi.

c) Enfin, bénéficient de la loi les emprunts contractés avant la promulgation pour acquitter le prix d'acquisition du fonds ou le paiement du loyer échu avant la promulgation de la loi.

D) *Effets :*

1^o *Sur les poursuites d'exécution.*

Par le moratoire accordé, toutes mesures d'exécution comme toutes mesures conservatoires « susceptibles d'empêcher l'exercice normal d'une profession » sont suspendues de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire, jusqu'au jour où sera publiée au *Journal Officiel* la loi réglant définitivement les rapports des débiteurs et des créanciers.

Le Gouvernement, prévoyant que cette nouvelle loi pourrait être votée aux environs du 1^{er} décembre 1936, avait fixé la fin du moratoire au 1^{er} décembre 1936. (Il fallut, en décembre de cette année 1936, voter une autre loi prorogeant les effets de celle du 21 août 1936, jusqu'au 15 février 1937.)

Dans l'article 1^{er}, il est répété deux fois que le sursis est donné « nonobstant toute clause résolutoire contraire ». Le créancier, pendant toute la durée du moratoire, ne pourra donc pas se prévaloir d'une clause stipulant que le contrat sera résolu de plein droit si l'acquéreur ne paie pas à l'échéance fixée. Bien plus, si cette clause est déjà acquise au profit du vendeur, les effets en seront suspendus pendant tout le cours des délais obtenus.

2° Sur les mesures conservatoires.

On conçoit que les poursuites et les mesures d'exécution qui aboutissent à la réalisation des biens mobiliers ou immobiliers du débiteur soient suspendus pour empêcher la vente forcée. Mais que veut-on dire exactement lorsqu'on déclare suspendues toutes mesures *conservatoires* qui entravent l'exercice d'une profession ? suspendre signifie interrompre. Si le législateur voulait viser, comme nous le pensons, la saisie-arrêt qui est généralement considérée dans sa première phase comme une mesure conservatoire, il fallait interdire et non pas interrompre les mesures conservatoires. On ne suspend pas une opposition qui a déjà été pratiquée et qui a bloqué entre les mains du tiers saisi les sommes dues au saisi. On en donne mainlevée. Mais alors quel sera le juge compétent pour ordonner cette mainlevée si l'assignation en validité a été signifiée ? En droit commun, ce serait le tribunal. Ne serait-ce pas contrarier le but de la loi que d'obliger le débiteur à saisir le tribunal d'une instance en mainlevée, alors que le moratoire a été institué pour éviter toute procédure ?

On aimerait que le législateur précisât davantage sa pensée ; on voudrait aussi qu'il employât une formule moins équivoque en visant les mesures « susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession ». Le débiteur ne manquera pas de dire que les procédés employés par son créancier entravent l'exercice normal de sa profession : il en demandera le retrait. Il lui appartiendrait en principe d'apporter la preuve de son assertion : celui qui avance un fait doit le prouver, et l'on ne peut pas admettre qu'il y ait en faveur du débiteur une présomption légale d'entrave à l'exercice de sa profession lorsque le créancier prend des mesures conservatoires de ses droits. Il y a là certains problèmes que la jurisprudence devra résoudre,

sans avoir la ressource pour connaître l'intention du législateur de s'éclairer par les travaux préparatoires qui sont muets sur la question.

3^o Situation des vendeurs et emprunteurs.

a) Suspension de plein droit des poursuites (art. 4, alinéa 1).

L'acquéreur d'un fonds de commerce bénéficie de *plein droit* du sursis aux poursuites dont il était l'objet. Des considérations d'équité commandaient d'établir en faveur du vendeur ou du prêteur qui ne peuvent recouvrer le montant de leur créance un régime de réciprocité : « Nous avons introduit à l'article 4, « disait un député (1), une disposition aux termes de laquelle « les vendeurs de fonds de commerce qui peuvent être tenus « débiteurs à leur tour, qui ont pris des engagements, bénéficient des mêmes suspensions de poursuites et de mesures « d'exécution. Il en est, en effet, qui, âgés, ont acheté un petit « bien, une petite maison pour y terminer leur existence, qui, « de ce chef, sont devenus eux-mêmes des débiteurs, débiteurs « hypothécaires parfois, qui comptaient sur la rentrée de leurs « billets de fonds, pour faire face à leur obligation et qui, par « l'effet de la suspension, risqueraient d'être exécutés. »

La loi prévoit donc un moratoire d'une part en faveur des vendeurs de fonds dont les débiteurs bénéficient du sursis automatique qu'elle a imposé, ou des suspensions de poursuites accordées par application de la loi du 29 juin 1935 ; d'autre part, en faveur des bailleurs de fonds destinés à l'acquittement du prix d'un fonds de commerce.

Parallèlement à la disposition de l'article 1^{er}, vendeurs et bailleurs, pour bénéficier du moratoire, doivent justifier de leur

(1) Déclaration de M. Dommange. Ch. des députés. Séance du 8 août 1936. J. O. 9 août 1936, p. 2598.

non imposition au titre de l'impôt sur leurs revenus de 1935. Néanmoins, ce moratoire établi en faveur des vendeurs et des emprunteurs joue *quelle que soit la cause de la dette*, tandis que celui accordé aux acquéreurs se limite aux dettes énumérées dans l'art. 2 (prix d'acquisition, loyers, etc.).

b) *Poursuites autorisées en référé* (art. 4, alinéa 2).

Par voie d'amendement (1), MM. Pernot, Fourcade et Champetier de Ribes proposèrent d'ajouter à l'article 4 une disposition permettant au juge des référés, à titre exceptionnel, d'autoriser toutes poursuites et mesures si le créancier justifiait soit qu'il était dans le besoin, soit que le débiteur était de mauvaise foi.

Sous l'empire de l'article 1244 du Code civil, le *débiteur malheureux et de bonne foi* pouvait obtenir une surséance de la bienveillance du tribunal. Avec la législation nouvelle relative au moratoire, le *créancier* doit être *malheureux et de bonne foi* pour être *autorisé* à recevoir son dû ! S'il n'est pas inscrit au rôle de l'impôt général sur le revenu, s'il justifie en outre qu'il est dans le besoin, ou que son débiteur est de mauvaise foi, il pourra recevoir du juge la *permission* de poursuivre le débiteur. Mais quel débiteur ? S'agit-il de l'acquéreur du fonds de commerce qui ne paie pas son prix ? S'agit-il du vendeur impayé qui ne règle pas lui-même ses propres créanciers ? Les auteurs de l'amendement avaient bien l'intention de corriger la disposition trop absolue de l'article 1^{er}, suspendant de plein droit toutes les poursuites, par une autorisation exceptionnelle donnée aux créanciers malheureux d'entreprendre ou de reprendre les poursuites. Dans leur esprit, cet amendement s'appliquait

(1) Sénat, séance du 13 août. *J. O.*, p. 1352.

aussi bien à l'*acquéreur* du fonds qu'au *vendeur* non payé, ou au *bailleur* non remboursé. Mais la place occupée par l'alinéa 2, dans l'article 4 de la loi du 21 août 1936 et la mention des poursuites autorisées (celles prévues à l'alinéa précédent) nous incitent à penser que seuls les *vendeurs* non payés et les *cessionnaires* de ces créances sur l'acquéreur, ainsi que les *bailleurs* et les *prêteurs* de fonds servant à l'acquisition peuvent être poursuivis après autorisation du juge, les acquéreurs bénéficiant en tout état de cause du moratoire.

La loi du 24 décembre 1936 en reportant au 15 février 1937 la fin du sursis prévu d'abord pour le 1^{er} décembre 1936 a corrigé cette restriction en spécifiant que le juge des référés pouvait autoriser toutes les poursuites et les mesures auxquelles il avait été sursis par les dispositions de la loi du 21 août 1936. De sorte que le créancier recouvre en référé la permission de poursuivre les *acquéreurs* du fonds de commerce, à charge par lui de prouver que le débiteur est dans une situation qui lui permet de payer.

Au moment où nous terminons la rédaction de cette thèse, le délai fixé au 15 février 1937, pour la fin du sursis, est expiré sans que le Parlement ait voté la loi sur la revision des prix de vente de fonds. Au moratoire *légal* institué par la loi du 21 août 1936, prorogé par celle du 24 décembre 1936, s'est donc substitué un moratoire *de fait*. Les créanciers qui ont chargé l'huissier de saisir leurs débiteurs ou d'expulser les locataires commerçants qui ne veulent pas payer brandissent en vain titres exécutoires, jugements ou ordonnances. Le commissaire de police, dont l'assistance est devenue obligatoire pour qu'il soit procédé à l'expulsion, reçoit du Parquet des instructions de ne pas donner son concours, et la Chancellerie adresse aux magistrats des circulaires pour ordonner la discontinuation des poursuites dans les cas qui avaient été prévus par une loi de

courte durée, dont les effets sont expirés, mais qui s'éternise en fait.

Les juristes, dont la mission est de juger au regard du droit les dispositions législatives et leur interprétation jurisprudentielle condamneront ces textes qui imposent un régime de moratoire au mépris de la liberté contractuelle et de l'autorité due à la chose jugée.

Les économistes, sans méconnaître la nécessité d'intervenir en faveur de certaines classes, critiqueront ces mesures gravement dommageables pour l'économie nationale, parce qu'elles paralysent les transactions et menacent le crédit commercial.

L'homme politique lui-même ne verra pas sans anxiété la gravité du péril qu'une telle législation provoque. Nous citerons pour conclure ce chapitre l'avertissement donné du haut de la tribune du Sénat par M. le sénateur Fourcade (1) : « La loi nouvelle témoigne une fois de plus que jamais une disposition légale n'est considérée comme acquise quand un délai est accordé, quand une prorogation est concédée, quand on admet une revision; le jour même où ce premier succès est obtenu, tout le monde a la persuasion et la persuasion justifiée, que le délai ne sera pas respecté, qu'il ne sera pas le dernier, que la prorogation sera prolongée, et que la revision sera révisée. On parle tout le temps de moratoires. Il en est un que nous avons certainement réalisé, c'est celui du Droit, et celui-là malheureusement peut avoir entraîné des conséquences définitives, et dont on mesurera la gravité. Il est impossible d'envisager le mal qu'a fait à l'ordre social et à la paix sociale une telle conception législative. »

(1) Déclaration du sénateur Fourcade. Sénat, séance du 13 août 1936. — *J. O.* du 14 août 1936, p. 1352.

CHAPITRE III

Le délai de grâce et les débiteurs en général. — La modification de l'article 1244 du Code civil par les lois des 25 mars 1936 et du 20 août 1936.

SOMMAIRE : SECTION I. — Loi du 25 mars 1936.

A) But et préparation.

B) Effets :

1. Simplification de la procédure.
2. Assouplissement des règles d'application.
3. La loi du 25 mars et la saisie immobilière.
4. La loi du 25 mars et le Crédit Foncier.

SECTION. II. — Loi du 20 août 1936.

A) But : élargir le champ d'application de l'art. 1244.

B) Préparation.

C) Effet réel : limitation du pouvoir donné au juge.

SECTION I. — LOI DU 25 MARS.

A) But et préparation :

Pendant la crise économique mondiale, qui n'épargne pas la France, les commerçants, durement touchés, méritent d'être encouragés. Nous savons tous les efforts qui furent tentés pour leur venir en aide pendant le marasme des affaires : prorogation d'échéance des billets de fonds, délais pour le règlement du prix de vente, faculté d'obtenir une réduction du prix d'acqui-

tion, enfin, moratoire de plein droit proclamé par la loi du 21 août 1936. Mais les commerçants ou les industriels n'étaient pas les seuls éprouvés par la crise. Dans les campagnes, un grand nombre d'agriculteurs se trouvaient, par suite de la mévente des produits agricoles, dans une situation très grave. Les cultivateurs démunis de trésorerie ne pouvaient plus payer leurs fermages, ni régler leurs fournisseurs. Nos législateurs, émus des poursuites nombreuses qui étaient engagées dans les régions agricoles, trouvèrent que l'article 1244 ne procurait aux agriculteurs débiteurs malheureux et de bonne foi que des avantages insuffisants. Ils proposèrent donc un texte plus souple pour pallier aux exécutions désastreuses dont étaient menacés les cultivateurs. Une proposition de loi tendant à accorder des délais pour le paiement des dettes agricoles fut déposée le 21 février 1936, par un certain nombre de députés. Elle était rédigée en ces termes (1) : « Article 1^{er}. — A raison des « circonstances exceptionnelles, et pendant le délai d'un an, « à dater de la promulgation de la présente loi, le juge des « référés pourra, à tout moment et en tout état de cause, accor- « der aux cultivateurs débiteurs de bonne foi des délais pour « le paiement de leurs dettes et ordonner qu'il sera sursis à « toutes mesures d'exécution, toutes choses demeurant en l'état. « Article 2. — Les frais de procédure resteront à la charge du « débiteur, bénéficiaire des dispositions qui précèdent. »

Il s'agissait donc d'une disposition limitée quant aux bénéficiaires et quant à la durée : seuls les cultivateurs débiteurs de bonne foi en bénéficiaient. Le délai pouvait être accordé pendant un an.

Par contre, la possibilité de surseoir était facilitée par la compétence donnée au juge des référés de concéder les délais

(1) Documents parlementaires. Chambre. Annexe n° 6613 et 6628.

de grâce ; il avait à cet effet un plus large pouvoir que celui détenu jadis par le tribunal, c'est à tout moment, en tout état de cause, même si la procédure était déjà commencée, qu'une surséance pouvait être accordée, alors que naguère les termes et délais ne pouvaient être étirés que par le jugement statuant sur la condamnation.

Au cours de la discussion devant la Chambre fut accepté un amendement prévoyant le renouvellement de ces délais.

Le Sénat, saisi d'un texte adopté par l'unanimité de la Chambre des députés, estima qu'il convenait de légiférer dans le Droit commun, plutôt que d'avoir recours à une loi exceptionnelle. « Le texte voté par la Chambre des députés offre le double inconvénient, disait le rapporteur devant la haute Assemblée (1), de viser une seule catégorie de citoyens, et de prêter à de sérieuses difficultés d'interprétation. Comment définir en effet les cultivateurs dont les dettes pourront faire l'objet de délais accordés par le juge des référés ? Au lieu de voter une loi spéciale en faveur des agriculteurs, il semble préférable de compléter l'article 1244 du Code civil. »

C'était équitable, car les agriculteurs, les commerçants ou les industriels n'avaient pas été les seuls à subir les conséquences de la crise ; il y avait aussi des propriétaires qui ne touchaient plus leurs loyers, des titulaires de professions libérales qui n'avaient plus de clients. En faveur de tous ceux-là aussi il fallait intervenir.

C'était également plus juridique. Depuis quelques années, on édifiait des textes d'une application exceptionnelle, temporaire, limitée à certains individus, alors que la loi doit être une règle générale, permanente, impersonnelle.

(1) Rapport fait au Sénat par M. Clément Raynaud, au nom de la commission de législ. civ. : Documents parlementaires. Annexe n° 229.

La haute Assemblée adopta donc un texte qui simplifiait et assouplissait les dispositions du paragraphe 2 de l'article 1244, en y ajoutant : « En cas d'urgence, la même faculté appartiendra en tout état de cause au *juge des référés*. S'il est sursis à l'exécution des poursuites, les délais fixés par le Code de procédure civile pour la validité des procédures d'exécution seront suspendus jusqu'à l'expiration du délai accordé par le juge. » Le même texte prévoyait une surséance exceptionnelle en faveur des débiteurs du Crédit foncier.

Cette disposition, après vote par la Chambre des députés, devint la *loi du 25 mars 1936*.

B) *Effets de la loi :*

1° *Simplification de la procédure.*

La loi du 25 mars simplifie la procédure pour l'octroi des délais. On confie au juge des référés, en cas d'urgence, le pouvoir d'accorder des délais, alors que cette faculté ne lui avait été reconnue jusqu'à présent que par une législation exceptionnelle (loi sur les loyers, sur les prix de vente de fonds) ou par une jurisprudence hésitante et timide, combattue d'ailleurs par celle de la Cour suprême.

Dorénavant, le débiteur menacé de poursuites ne sera plus dans l'obligation d'introduire une instance principale pour avoir des délais, le juge des référés, si le cas est urgent, pourra, sans outrepasser ses pouvoirs, lui consentir un atermolement. En ce sens, c'est une simplification qu'apporte à l'article 1244 du Code civil, la loi du 25 mars 1936, en raison de la procédure rapide et peu coûteuse du référé.

2° *Assouplissement des règles d'application de l'article 1244.*

Le pouvoir d'atermolement des magistrats était limité par l'article 122 du Code de procédure civile aux termes duquel

les délais ne pouvaient être octroyés que par le jugement statuant sur la condamnation. Certains auteurs, avons-nous vu, discutèrent la possibilité, en raison même de cette disposition impérative, d'accorder un terme de grâce au débiteur poursuivi par le porteur d'un titre exécutoire. En tous cas, il était certain qu'on violait cette règle en octroyant une surséance au cours d'une procédure d'exécution engagée à la suite d'un jugement de condamnation. Le nouveau texte de l'article 1244 permet au contraire, au juge des référés, de donner *en tout état de cause* un délai au débiteur, c'est-à-dire que le terme peut-être consenti au cours de la procédure d'exécution, même après que le débiteur a été condamné au paiement par une décision définitive passée en force de chose jugée. Dans ces conditions, dira-t-on, il ne reste plus rien de la disposition de l'article 122 du Code de procédure civile, qui aurait pu être abrogé. Non pas, l'article 122 subsiste et s'applique toujours hors les cas d'urgence, que le juge des référés appréciera souverainement.

Il faut indiquer que la loi du 25 mars 1936 n'a pas modifié les limites des compétences respectives du juge civil ou du juge commercial. Le juge civil reste incompétent en matière commerciale, mais s'il s'agit d'une demande de délai postérieure au jugement de condamnation rendu par le tribunal de commerce, il faut admettre que seul le juge civil est compétent, les tribunaux d'exception ne pouvant connaître de l'exécution de leurs jugements, selon l'article 442 du Code de commerce, et le président des référés ne pouvant avoir plus de droit que le tribunal lui-même.

La loi du 25 mars 1936 assouplit les règles d'application de l'article 1244 ; elle n'en modifie pas le champ d'application. Il n'est donc pas dérogé aux dispositions législatives qui, dans certains cas, interdisaient d'accorder des délais de grâce. De

sorte que les magistrats ne peuvent octroyer termes et délais pour le paiement d'une lettre de change ou d'un billet à ordre. Les auteurs de la loi du 25 mars 1936 l'avaient d'ailleurs prévu. M. Clément Raynaud (1) déclarait au Sénat : « Si vraiment on a voulu donner à ce texte une signification générale et supprimer les controverses qu'il ne manquerait pas de provoquer devant les tribunaux, il faudrait dire, selon moi : le juge pourra, en toute matière, à tout moment, en tout état de cause, accorder aux cultivateurs et artisans agricoles débiteurs de bonne foi des délais. J'ai hâte de dire que telle n'est pas du tout la pensée de votre commission. Elle a estimé qu'on ne pouvait pas toucher aux effets de commerce sans ruiner le crédit public. »

Les tribunaux, à plusieurs reprises, ont fait application de ce principe (2).

3° *La loi du 25 mars 1936 s'applique-t-elle à la saisie immobilière?*

On s'est demandé, dès la promulgation de la loi du 25 mars 1936, si le délai de grâce ou la suspension des poursuites d'exécution que le juge des référés était autorisé à accorder s'appliquait à la saisie immobilière.

En examinant, dans notre première partie, les cas où l'article 1244 était inapplicable, nous avons réservé la question de la saisie immobilière. Quelle était à cet égard l'opinion des auteurs et l'attitude de la jurisprudence avant la loi du 25 mars ?

On admettait généralement (3) que le seul délai qui pouvait

(1) *J. O.* du 20 mars 1936. Sénat, p. 360.

(2) Cour Lyon, 7 mai 1936

21 août 1936

Carpentras. Tr. civ. 21 octobre 1936

Senic. Tr. com., 24 sept. 1936

} Quotidien Juridique
12 janvier 1937.

(3) *Garsonnet*, t. IV, § 1585. — Caen 7 mars 1849. D. P. 50.255. — Amiens, 16 avril 1850, D. P. 52. 2. 175.

être accordé en matière d'expropriation forcée était celui que prévoyait l'article 703 du Code de procédure, suivant lequel l'adjudication ne pouvait être remise que pour *causes graves et dûment justifiées*, sans que le délai accordé pût dépasser 60 jours.

Cette demande de sursis pouvait être formée à l'audience même qui avait été fixée pour l'adjudication, sur simples conclusions prises à la barre, sans avenir ni autre procédure préalable. Elle pouvait être aussi introduite, dès avant l'adjudication, par un dire inséré au cahier des charges.

Mais l'article 703 C. Pr. civ. s'oppose-t-il réellement à l'article 1244 du Code civil ? Il ne semble pas ; l'article 703 est un texte qui s'applique à la dernière phase de la saisie réelle, à l'adjudication proprement dite. On comprend parfaitement qu'à ce stade de la procédure, lorsque des frais considérables ont déjà été engagés, on n'accorde des délais que pour des causes graves et dûment justifiées.

Comment justifier alors l'impossibilité d'obtenir des délais en vertu de l'article 1244 du Code civil avant le jugement de lecture et de la publication du cahier des charges qui fixe le jour de l'adjudication ? On dit que l'article 2212 du Code civil fixe les conditions dans lesquelles la poursuite de saisie réelle peut être suspendue et qu'aucun délai ne saurait être accordé, en raison de cette disposition, si le débiteur ne justifiait par baux authentiques que le revenu net et libre de ses immeubles pendant un an suffit pour le paiement de la dette. Cet argument ne peut nous convaincre, car il n'apparaît pas que ce texte, qui se borne à établir la possibilité d'une libération par la dation en paiement des loyers, déroge aux dispositions de l'article 1244 du Code civil.

On se fonde également, pour refuser une surséance en matière de saisie immobilière, sur l'article 122 du Code de procédure.

C'est oublier que la saisie réelle est précisément la procédure d'exécution qui est le plus souvent entreprise sans jugement de condamnation préalable, parce que le créancier poursuivant agit en général en vertu d'une « obligation » revêtue de la formule exécutoire. Or, nous savons qu'il est possible, dans ce cas, d'obtenir des délais par voie d'instance principale.

L'article 1244 du Code civil n'indique-t-il pas, au contraire, que les juges peuvent *surseoir l'exécution des poursuites*, toutes choses demeurant en état ? Pourquoi refuserait-on cette faveur au débiteur dont les immeubles viennent d'être saisis ?

Nous ne voyons pas, à proprement parler, de motifs juridiques déterminants pour empêcher l'application de l'art. 1244 du Code civil à la saisie immobilière avant la fixation du jour de l'adjudication. C'est pour des raisons de fait surtout que les tribunaux, en ce cas, ne concédaient pas de sursis. Le débiteur avait bénéficié du délai variant entre 30 à 90 jours qui sépare le commandement du procès-verbal de saisie immobilière. Il pouvait le mettre à profit pour s'adresser aux juges et solliciter un terme de grâce, tandis qu'une telle demande, formée plus tard, entravait la procédure de saisie qui comporte une série d'actes prescrits à peine de nullité, et qu'il aurait fallu recommencer, comme les sommations faites aux créanciers inscrits de prendre communication et d'assister aux lectures et publication du cahier des charges.

La loi du 25 mars 1935 a-t-elle apporté un changement dans cette procédure ?

La jurisprudence n'est pas encore tout à fait fixée.

Quelques décisions (1) soutiennent que la loi récente n'a

(1) Cour de Nîmes, 25 novembre 1936. *Quotidien Juridique*, 3 février 1937.
Cognac, 31 mars 1936. *Gaz. Pal.* 1936. 1. 801.

Epernay 12 mai 1936 } *Gaz. Pal.* 28 mai 1936.
Caen, 6 mai 1936 }

pas modifié le champ d'application de l'article 1244 primitif, que l'article 703 du Code de procédure civile n'ayant pas été abrogé s'applique toujours ; que la remise d'adjudication doit être concédée comme par le passé, pour causes graves et dûment justifiées et par jugement du tribunal, que, par suite, le juge des référés est incompétent pour accorder des délais.

Certaines décisions (1) admettent cependant que l'article 1244 nouveau s'applique à la saisie-réelle tant que le jour de l'adjudication n'est pas fixé, mais qu'à partir du moment où ce jour est fixé, le juge des référés ne peut plus accorder de délais de grâce ; c'est au tribunal seul, en vertu de l'article 703, qu'il appartient d'accorder ou de refuser une remise de l'adjudication.

Par contre, la majeure partie de la jurisprudence considère que la disposition nouvelle de l'article 1244 est applicable dans le cas de saisie immobilière, et que le président des référés peut surseoir aux poursuites. Un arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 18 novembre 1936 (2), décide qu'un délai peut être accordé, même après le jugement d'adjudication, alors qu'il s'est produit une surenchère non encore suivie d'une adjudication. Cet arrêt donnant à cet égard une interprétation très large de la nouvelle loi, il est intéressant d'en connaître les motifs, « considérant, dit la Cour, que l'adjonction qui est apportée par la loi du 25 mars 1936, à l'article 1244 et qui déroge au principe posé par l'article 122 du Code de procédure, est formulée d'une façon aussi large que générale ; qu'elle

(1) Cour d'appel d'Agen, 19 juin 1936. *Gazette des Tribunaux*. Vendredi 4 et 5 septembre 1936.

(2) Cour d'appel de Paris, 18 novembre 1936. *Quotidien Juridique* 3 février 1937.

Cour d'appel de Paris, 8 juillet 1936. Pommies et Wichnegradstry.

Voir *Gaz. Pal.* 8 mai 1936. Meaux refreis., 4 mai 1936. *Revue de Procédure*, 1936, p. 132. — D. H. 1936, 415 ; 1936, 422. — *Gaz. Pal.* 1936. 2. 157 ; 1936. 1. 799.

témoigne du souci manifesté par le législateur de suspendre, en cas de sursis à l'exécution des poursuites jusqu'à l'expiration du délai accordé par le juge, les délais fixés par le Code de procédure civile, pour la validité des procédures d'exécution ; que c'est surtout en matière de saisie immobilière, où les actes successifs sont soumis à des délais dont l'échéance est fatale, qu'il était nécessaire de suspendre les dits délais, pour que le créancier ne fut pas obligé de reprendre sa procédure après l'expiration des délais de grâce. Considérant que le droit de l'adjudicataire disparaît devant la surenchère, pour faire place à celui du surenchérisseur qui lui est désormais substitué ; qu'il n'est pas douteux que cette substitution et les errements nouveaux sur lesquels se poursuit la procédure de saisie immobilière ne peuvent affecter les droits du débiteur saisi, puisque depuis l'adjudication tout s'est passé en dehors de lui, et qu'ainsi, il en ressort qu'après la surenchère et jusqu'à l'adjudication définitive, ses droits, particulièrement comme propriétaire non encore judiciairement dépossédé, restent exactement les mêmes que ceux dont il était investi avant la première adjudication. Considérant dans ces conditions, que D... n'ayant été dépossédé de sa qualité de propriétaire, par la déclaration de surenchère, est fondé à demander un délai pour la vente de son immeuble. »

Nous sommes d'avis que l'article 1244 nouveau est applicable à la saisie immobilière, et que le débiteur, même après la saisie, même après le jugement de fixation du jour de l'adjudication, quoique l'article 703 du Code de procédure civile ne soit pas abrogé, peut demander un sursis ou une remise d'adjudication au juge des référés.

La loi du 25 mars 1936 nous dit en effet que la faculté d'accorder des délais appartient au juge des référés en cas d'urgence, et en *tout état de cause*. Qu'est-ce à dire, sinon à tout moment,

à toutes les phases de la procédure d'exécution, pourvu que celle-ci ne soit pas effectivement terminée par la vente des biens mobiliers ou immobiliers du saisi. On a dit (1) que les effets de l'article 1244 ne pouvaient être étendus à des matières autres que celles régies par cet article ; on a soutenu que la loi ne disant pas « *en toute matière* », mais simplement « *en tout état de cause* », la procédure de la saisie immobilière échappait à l'application du nouvel article 1244. C'est oublier que la poursuite de saisie réelle n'est qu'une voie d'exécution tendant à la réalisation des biens immobiliers du débiteur, ce n'est pas une « *matière* », comme l'action en paiement d'une lettre de change ou l'exercice du réméré.

Un deuxième argument en faveur de l'application du nouvel article 1244 à la saisie immobilière est fourni par le 3^e alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 25 mars 1936, ainsi conçu : « *s'il est sursis à l'exécution des poursuites, les délais fixés par le Code de procédure civile pour la validité des procédures d'exécution seront suspendus jusqu'à l'expiration du délai accordé par le juge.* » La loi ne fait aucune distinction entre les différents procédés d'exécution, parmi lesquels la saisie immobilière est la plus importante ; elle n'excepte pas de la faculté qu'elle accorde la saisie réelle. Disons même qu'elle a surtout visé la saisie immobilière, qui est la principale voie d'exécution comportant des actes successifs, soumis à des délais dont l'échéance est fatale et qu'il est nécessaire de suspendre pour éviter que le créancier ne les renouvelle.

Les travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1936 confirment d'ailleurs cette interprétation, bien qu'un chroniqueur de la *Gazette du Palais*, M. Edoux, ait déclaré qu'aucune allusion à la saisie immobilière n'a été faite au cours de la discussion.

(1) *Gazette Palais*, 29 avril 1936. Chronique, par M. Edoux.

M. le Ministre de l'Agriculture déclarait (1), au cours de la séance du 28 février 1936 : « Ce qui nous intéresse, ce ne sont pas les clauses de l'obligation, mais la personne et le patrimoine de l'obligé, qu'il s'agisse d'ailleurs — disons-le en passant, pour éviter les difficultés d'interprétation défavorables aux débiteurs de bonne foi — du patrimoine mobilier ou du *patrimoine immobilier*. »

Si le sursis, en tout état de la procédure de saisie, est justifié en droit par le texte nouveau de l'article 1244 du Code civil, en fait, il aboutit à une désorganisation de la procédure de saisie immobilière dont les formalités sont longues et coûteuses, au préjudice des créanciers poursuivants et des adjudicataires éventuels, au préjudice du crédit immobilier qu'on décourage. On comprend difficilement qu'on puisse octroyer un terme de grâce au débiteur saisi, alors que l'adjudication est fixée. Peut-être y aurait-il un moyen d'éviter le réveil trop tardif du débiteur : il consisterait à ne concéder le délai sollicité que sous réserve du paiement, par le saisi, des frais de procédure engagée au jour de la demande de délai.

4^o *La loi du 25 mars 1936 et le Crédit foncier.*

Le décret du 28 février 1852 avait organisé une procédure spéciale pour les saisies réelles pratiquées par le Crédit foncier. La suppression de l'exploit de saisie et des formalités de la publication avait simplifié la procédure — un abrégement des délais l'avait rendue plus rapide. Pour assurer la rapidité de l'exécution, l'article 37 du décret interdisait aux juges d'accorder une remise si le demandeur s'y opposait.

La loi du 25 mars 1936, en son article 2, déroge à ce principe en autorisant le juge des référés à suspendre toutes mesures

(1) Chambre des députés. Séance du 28 février 1936. *J. O.*, p. 680.

d'exécution et à accorder toute remise d'adjudication pour un délai qui ne dépassera pas un an, si le débiteur malheureux et de bonne foi n'a pas déjà bénéficié d'un délai amiable au moins égal à un an. Mais quel est le point de départ de ce délai amiable d'un an ? de quelle façon doit-il s'entendre ? La loi ne contient aucune précision à cet égard. La Cour d'Aix (1) a décidé que ce devait être le jour de l'échéance de l'annuité impayée, sans qu'il soit nécessaire que des poursuites aient été préalablement engagées.

SECTION II. — LOI DU 20 AOÛT 1936.

A) *But :*

La loi du 25 mars 1936 n'avait pas modifié le 2^e alinéa de l'article 1244 du Code civil. Il l'avait seulement complété par l'adjonction des dispositions que nous venons d'examiner. Les magistrats étaient toujours tenus d'user de leur pouvoir avec une « *grande réserve* » et de n'accorder que des délais « *modérés* ».

Cette restriction au pouvoir d'atermolement du juge devait sans doute paraître anachronique. Si elle se concevait aux époques de calme et de prospérité, elle semblait hors de propos en temps de crise et de troubles. Estimant, en outre, que les magistrats se montraient trop parcimonieux dans l'octroi des délais, nos législateurs adoptèrent un texte qui modifia le 2^e alinéa de l'article 1244, en supprimant les recommandations de réserve et de modération qui s'y trouvaient incluses. Ce fut la loi du 20 août 1936.

B) *Préparation :*

Cette loi eut pour origine un projet déposé le 21 juillet 1936,

(1) Aix. 8 janvier 1936. Crédit Foncier 44 Anglade. — Quotidien Juridique, 18 février 1937.

« tendant à accorder des délais aux producteurs agricoles, pour le paiement des dettes contractées pour les besoins de leur exploitation ». C'est la raison pour laquelle la loi du 20 août 1936, qui a une portée générale, porte un titre qui paraît en limiter l'application aux agriculteurs (1).

Aux termes de ce projet présenté par le Gouvernement, le pouvoir d'atermolement était donné pendant un an au *juge de Paix*, pour le paiement des dettes autres que celles relatives aux salaires contractés par producteurs agricoles pour les besoins de leur exploitation.

On fit observer que la compétence des tribunaux n'étant pas modifiée en ce qui concerne le fond il en résulterait une complication de procédure, puisque le créancier devait appeler son débiteur devant le juge de de paix ou devant le tribunal civil, selon le montant de la créance, ou même devant le tribunal de commerce, si la dette était commerciale, pour obtenir un jugement de condamnation, alors que le débiteur pouvait, en cours d'instance, saisir le juge de paix pour solliciter des délais.

Malgré ces objections, l'attribution de compétence au juge de paix parut devoir être maintenue, sous le prétexte que la justice de paix était plus à la portée des cultivateurs que le tribunal de première instance siégeant dans un chef-lieu d'arrondissement souvent éloigné.

Le Sénat rejeta ce projet, qui établissait des mesures transitoires en faveur d'une seule catégorie de citoyens, les agriculteurs, alors qu'il y avait des débiteurs dans toutes les professions, dans toutes les classes de la société. Il estima qu'il était préférable d'étendre le bénéfice de la loi à tous les débiteurs sans exception. « L'article 1244 du Code civil s'est révélé

(1) V. J. O. du 8 août 1936. Ch. des députés, p. 2518 et suiv.

« insuffisant, déclarait au Sénat le Rapporteur de la loi (1).
« Nous sommes d'accord. Il n'est que de l'amender dans son
« paragraphe 2, en donnant au magistrat une liberté d'appré-
« ciation limitée, mais assez large cependant pour être assuré
« que le débiteur malheureux et de bonne foi, animé de bonne
« volonté, obtiendra un délai suffisant pour se relever ». Aussi
la haute Assemblée adopta-t-elle un texte qui constitue la loi
du 20 août 1936, et que la Chambre ratifia le jour même
(13 août 1936).

C) *Effet* :

La loi du 20 août 1936 contient deux dispositions : la première modifie le 2^e alinéa de l'article 1244 du Code civil ; la seconde, que nous n'aborderons pas, est relative aux prêts qui pourront être consentis par les caisses de crédit agricole aux agriculteurs dont les dettes auront fait l'objet d'un délai par décision de justice.

Le texte nouveau de l'article 1244, paragraphe 2, est ainsi conçu : *les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur, et compte tenu de la situation économique, accorder pour le paiement des délais qui emprunteront leur mesure aux circonstances, sans toutefois dépasser un an, et surseoir à l'exécution des poursuites toutes choses demeurant en l'état.*

La différence avec l'ancien texte n'est pas aussi considérable que les auteurs de la loi le désiraient. Au lieu d'user de leur pouvoir avec « une grande réserve », les juges sont invités à *tenir compte de la situation économique*, pour accorder des délais, et plutôt que de conserver l'épithète « *modérés* », le législateur préfère employer la formule « *qui emprunteront leur mesure aux circonstances* ».

(1) J. O. Sénat, séance du 13 août 1936, n° 1353, 1354 et suiv.

L'intention des rédacteurs du texte nouveau était d'élargir le champ d'application de l'article 1244 du Code civil, qu'ils trouvaient trop restreint.

En fait, ils le limitent.

Et d'abord, la loi du 20 août 1936 précise que les délais ne doivent jamais dépasser *un an*, alors que l'article 1244 du Code civil laissait au magistrat toute liberté pour fixer la durée du sursis qu'ils accordaient, et ne leur donnait que le conseil d'user modérément, avec grande réserve, de leur pouvoir d'atermoiement, ce qui ne leur interdisait nullement d'octroyer un terme de grâce supérieur à une année.

De plus, selon la nouvelle rédaction de l'article 1244, les délais sont accordés en considération de la position du débiteur, et *compte tenu de la situation économique*. La gêne du débiteur motivait auparavant l'octroi d'un terme. Maintenant, on exige une condition supplémentaire : l'état de crise économique. De sorte que, en s'en tenant à l'interprétation stricte du texte, si la crise fait place à une période de prospérité, ce que chacun souhaite, même les débiteurs, ces derniers ne pourraient plus obtenir de délais, tandis que si l'état général de crise persiste, le juge se trouvera transformé en arbitre économique : il ne lui suffira plus de « savoir le droit », il devra se tenir au courant de la « conjoncture », comme disent les économistes, et de placer à côté des « Codes et lois » la Statistique générale de la France !

On voit donc que la rédaction nouvelle de l'article 1244 du Code civil n'a en aucune façon modifié le domaine d'application du texte de 1804. A la lettre, elle en a limité les conditions d'application, contrairement à l'esprit qui avait présidé à son élaboration.

La loi du 20 août 1936 laisse aussi dans l'obscurité certains points qu'on eût aimé voir éclaircis. Les délais accordés sont-ils

renouvelables ? La loi ne le dit pas. Nous le pensons, à condition que leur durée totale n'excède pas un an (1).

Afin d'éviter de supporter des frais de procédure, le débiteur pourra-t-il prendre l'initiative de solliciter ces délais en référé, avant qu'aucune poursuite ne soit engagée ? Les travaux préparatoires seuls nous donnent une indication.

A la tribune du Sénat, le ministre de l'Agriculture, M. Monnet, déclarait (2), en faisant la comparaison entre le texte voté par la Chambre et celui proposé par la haute Assemblée : « Une différence assez considérable existe entre notre texte et celui que vous nous proposez. Le cultivateur pouvait, d'après notre texte, prendre l'initiative de demander un délai, même lorsqu'il n'était pas poursuivi... avec la disposition qui vous est proposée, cette mesure disparaît. En référé, le juge ne pourra accorder des délais que quand le cultivateur aura été menacé de poursuites. Le texte aura ainsi une application moins étendue que celle que nous désirions. »

La loi du 20 août 1936 n'a donc pas atteint le but qu'elle se proposait. C'est malheureusement le sort qui échoit aux textes insuffisamment préparés, hâtivement votés. Au lieu de comprendre des dispositions impératives et précises, ils contiennent des formules vagues, à double sens.

Ce défaut d'harmonie dans notre technique législative rend très délicate la tâche de ceux qui doivent interpréter ou qui doivent appliquer les lois.

(1) Voir *Gaz. Palais*, 13 février 1937 : Cour d'appel de Colmar. 22 décembre 1936.

(2) Sénat. *J. O.* du 8 août 1936, p. 2520. Séance du 7 août 1936.

CONCLUSION

La multiplicité et l'enchevêtrement des dispositions législatives récentes, l'imprécision des textes issus d'études et de discussions parlementaires hâtivement conduites, risquent d'engendrer des confusions, non seulement dans l'esprit des citoyens, qui tous sont censés connaître les lois, mais peut-être aussi dans l'intelligence de l'homme averti, qui doit les appliquer. Nous voudrions, en terminant cette étude, rappeler très brièvement la portée respective des textes qui viennent d'être votés sur les délais et les moratoires.

I. — Considérons d'abord la généralité des débiteurs (agriculteurs, commerçants qui ne bénéficient pas du moratoire, retraités, ouvriers et employés, etc.). Ils peuvent se prévaloir du Droit commun de l'art. 1244, complété par la loi du 25 mars 1936, puis modifié par celle du 20 août 1936.

a) Art. 1244 ancien : Ils pourront toujours demander, comme sous le régime de l'art. 1244, C. civ. ancien, un délai qui leur sera accordé par le jugement de condamnation.

b) Loi du 25 mars 36 : Ils auront également la faculté de demander l'application de la loi du 25 mars 1936, pour obtenir, *en cas d'urgence*, des délais du *juge des référés*, après la décision qui les condamne, ou bien au cours d'une procédure d'exécution, fut-ce la saisie réelle, et d'une façon générale en tout état de cause (il est nécessaire cependant qu'une procédure soit engagée : le débiteur ne pourrait pas devancer le créancier et demander des délais par voie de référé, pour éviter les premiers

frais de saisie ou de procédure, avant que le créancier n'ait commencé à le poursuivre).

c) Loi du 20 août 36 : La durée des délais obtenus soit du juge des référés, soit du tribunal, sera déterminée par la situation économique, les « circonstances », sans qu'il soit question de modération ou de réserve. Ils pourront être renouvelables, sans pouvoir dépasser un an. Toutes poursuites seront suspendues pendant la durée des délais accordés.

II. — Certains débiteurs sont privilégiés par la loi du 21 août 1931 : ce sont les commerçants, industriels ou artisans qui ne sont pas imposés, au titre de l'impôt général sur le revenu, pour leurs revenus de 1935. Ceux-là bénéficieront d'une *suspension de plein droit*, non seulement des poursuites d'exécution, mais encore des mesures conservatoires susceptibles d'empêcher l'exercice normal de leur profession. Ils n'auront pour ce faire aucune procédure à introduire. Si leurs créanciers passent outre, ils demanderont au juge des référés, qui devra l'accorder, la suspension ou la mainlevée des poursuites. Ce moratoire, toutefois, ne s'applique qu'aux *dettes contractées avant le 1^{er} janvier 1935, à l'occasion de l'acquisition d'un fonds de commerce, aux engagements locatifs* de nature commerciale, contractés avant le 1^{er} janvier 1935 et échus avant la promulgation de la loi, aux *emprunts* faits pour l'acquittement de ces dettes.

Cette suspension des poursuites est provisoire, mais, par des lois successives, on recule son terme jusqu'au vote encore problématique d'une loi nouvelle sur le règlement des prix de vente de fonds de commerce.

Rappelons que le vendeur, le bailleur, l'acquéreur, empêchés de recouvrer leurs créances par l'application du moratoire, bénéficient d'une suspension des poursuites à l'égard de leurs propres créanciers (art. 4, loi 21 août 36).

Enfin, le créancier malheureux (justifiant qu'il n'est pas imposé sur le revenu), pourra obtenir en référé l'autorisation de poursuivre le recouvrement de sa créance, s'il apporte la preuve que son débiteur est non seulement de mauvaise foi, mais aussi dans une situation qui lui permet de payer (loi du 24 décembre 36).

* * *

On s'est demandé si toutes ces dispositions n'étaient pas les premières manifestations d'un Droit nouveau. Il est certain tout au moins qu'elles renversent la définition classique de la loi. Nous apprîmes, au début de nos études de Droit, que la loi désignait toute règle d'intérêt commun et obligatoire pour la généralité des citoyens (1). Nous devons maintenant étudier et appliquer un droit professionnel, d'une durée provisoire et incertaine. La Rome antique connaissait le *Jus quiritium* et le *Jus gentium*. Nous avons maintenant le Droit des agriculteurs, le Droit des commerçants et des industriels, celui de ceux qui sont imposés et de ceux qui ne le sont pas.

Les lois étaient faites jadis pour assurer le respect et le triomphe des droits légitimes. A présent, le débiteur paraît avoir le « droit de ne plus payer ses dettes », suivant la forte expression de M. Ripert, tandis que le créancier se trouve dans l'obligation de solliciter, en certains cas, une permission du juge, pour obtenir ce qui lui est dû incontestablement. Il semblerait donc que nous sommes à l'origine d'un bouleversement complet des valeurs traditionnelles, bouleversement dont nous avons vu les premiers exemples dans les dispositions que nous avons étudiées sur les délais accordés au débiteur. Il ne s'agit plus seulement

(1) Aubry et Rau. T. 1. § 4, p. 10. 4^e édition.

d'un épisode de la lutte entre le débiteur et ses créanciers. Le conflit se trouve dépassé par l'orientation toute nouvelle que prend notre Droit.

Vu :
Le Doyen,
Edgar ALLIX.

Vu :
Le Président de Thèse,
R. MOREL.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

